

# ANNEXES

## RAPPORT D'ACTIVITÉ DU MINISTÈRE DES FINANCES EXERCICE 2015



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
*Ministère des Finances*

TRÉSORERIE DE L'ÉTAT

DIRECTION DU CONTRÔLE FINANCIER

ADMINISTRATION DES CONTRIBUTIONS DIRECTES

ADMINISTRATION DE L'ENREGISTREMENT ET DES DOMAINES

ADMINISTRATION DES DOUANES ET ACCISES

ADMINISTRATION DU CADASTRE ET DE LA TOPOGRAPHIE

INSPECTION GÉNÉRALE DES FINANCES

# I. Trésorerie de l'Etat

## A. ATTRIBUTIONS

D'après la loi modifiée du 8 juin 1999 la Trésorerie de l'Etat est chargée :

- du paiement de toutes les dépenses de l'Etat autres que celles payées directement par les comptes extraordinaires et les comptes des services de l'Etat à gestion séparée, du recouvrement des recettes provenant de la gestion de la trésorerie et des recettes non fiscales dont le ministre ayant le budget dans ses attributions peut la charger ainsi que de la centralisation de toutes les autres recettes de l'Etat;
- de la gestion des avoirs financiers et des engagements financiers de l'Etat ainsi que des fonds et des biens dont les lois ou règlements attribuent la conservation à l'Etat;
- de la tenue de la comptabilité générale et budgétaire de l'Etat ainsi que du contrôle de la comptabilité des comptes extraordinaires et des comptes des services de l'Etat à gestion séparée.

La loi concernant le budget de l'Etat de l'année 2001 a modifié et complété certaines dispositions de la loi sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat. Ainsi, il a été précisé que la Trésorerie de l'Etat assure l'exécution de la législation sur les saisies, cessions et sommations adressées par des créanciers à l'Etat. Le règlement grand-ducal modifié du 19 décembre 2002 précise les règles relatives aux cautionnements, au serment et à la reddition de comptes par les comptes publics.

Par ailleurs, la loi du 29 avril 1999 sur les consignations auprès de l'Etat a désigné la Trésorerie comme étant la caisse de consignment et le règlement grand-ducal du 4 février 2000 a fixé les règles comptables y relatives.

Toutes ces fonctions sont exercées par des sections distinctes au sein de la Trésorerie, à savoir la section « paiements et recouvrements », la section « comptabilité », la section « gestion financière » et la section « consignations ».

Outre des questions internes ponctuelles d'ordre économique et juridique, plusieurs autres dossiers ayant trait aux compétences de la Trésorerie de l'Etat dans le domaine de la finance, de la comptabilité, du recouvrement des créances et des consignations ont nécessité un suivi plus approfondi par les agents de l'administration. En ce sens il y a lieu de noter que les travaux préparatoires du projet de réforme du budget de l'Etat a nécessité un support continu de la part des agents de la Trésorerie de l'Etat.

La Trésorerie de l'Etat a également participé au niveau national et européen à divers groupes de travail, dont entre autres :

- EFC Sub-Committee on EU Sovereign Debt Markets
- EFC Sub-Committee on Statistics
- Euro Coin Sub –Committee
- Euro Coin Sub –Committee Task Force
- Groupe de travail interministériel visant la mise en place d'un Bureau de Gestion et de Recouvrement des avoirs saisis et confisqués (« BGA »)
- Le Comité budgétaire du Conseil de l'Union Européenne dans le cadre de la Présidence luxembourgeoise du Conseil de l'Union Européenne
- Le groupe de travail dédié aux paiements mobiles de l'Union BENELUX

## B. PERSONNEL

Pour assumer l'ensemble de ses attributions, la Trésorerie a bénéficié en 2015 des services d'un directeur, de quatre fonctionnaires de la carrière supérieure, dont un détaché au Ministère des Finances, de quatorze fonctionnaires de la carrière du rédacteur, de six fonctionnaires de la carrière de l'expéditionnaire et d'une employée au contrat à durée indéterminée. Pendant l'année 2015, un rédacteur-stagiaire a renforcé l'équipe de la Caisse de Consignation.

## C. JURIDIQUE

Plusieurs dossiers impliquant les sections de la Trésorerie de l'Etat ont nécessité une intervention juridique au courant de l'année 2015. Le Juridique a également contribué au suivi de certaines questions parlementaires et de dossiers contentieux liés aussi bien à des mesures d'exécution forcée, qu'à des fonds consignés et des dossiers de recouvrement.

## D. SECTION « COMPTABILITÉ »

### 1. AVANCES POUR FRAIS DE ROUTE ET DE SÉJOUR À L'ÉTRANGER

Conformément au règlement grand-ducal modifié du 17 septembre 2004, le ministère ayant le budget dans ses attributions peut autoriser la Trésorerie de l'Etat à verser des avances :

- en relation avec les frais résultant d'activités professionnelles pour compte de l'Etat en déplacement à l'étranger et les frais de voyage de service ou statutaires à l'étranger, y compris les frais de déménagement, encourus par les agents de l'Etat et par les personnes assimilées ;
- en relation avec les frais de scolarité encourus par les agents de l'Etat en fonction à l'étranger et par les personnes assimilées ;
- en relation avec les frais médicaux encourus par les agents de l'Etat en fonction à l'étranger et par les personnes assimilées.

Ainsi, la Trésorerie de l'Etat avait accordé au cours de l'exercice 2014 un nombre total de 2.539 avances à régulariser immédiatement après le voyage moyennant ordonnancement ou recouvrement.

Lorsque des avances demeurent non régularisées au dernier jour du mois de février qui suit l'exercice auquel elles se rapportent, elles font l'objet d'un rôle de restitution ou d'une imputation sur la rémunération de l'agent en cause. Au vu de la situation au 1<sup>er</sup> mars 2015 qui s'est caractérisée par un nombre de 94 avances (330.511,25 EUR) dont la régularisation demeurait en souffrance, la Trésorerie de l'Etat a été contrainte d'intervenir auprès des ministères ordonnateurs et des retardataires concernés. L'imputation des recouvrements réguliers sur les traitements des agents en cause et le refus de leur octroyer de nouvelles avances ont permis de régulariser au cours de l'exercice 2015 toutes les avances accordées au titre des exercices antérieurs à 2015.

Au titre de l'exercice 2015, la Trésorerie de l'Etat a versé 2.990 avances en relation avec les dispositions qui précèdent, dont 21 avances pour frais de scolarité (273,750,00 EUR) et 1 avance pour frais médicaux (7.745,00 EUR).

## **2. SAISIES, CESSIONS ET SOMMATIONS**

En exécution des articles 62(2) et 94(4) de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat, la section comptabilité assure l'exécution de la législation sur les saisies, cessions et sommations adressées par des créanciers à l'Etat.

La Trésorerie de l'Etat a vu une sensible augmentation du nombre des dossiers à traiter dans le volet saisies et cessions concernant les agents de l'Etat et les personnes recevant une indemnité de la part de l'ADEM (aide au réemploi, indemnité compensatoire).

De façon générale, la Trésorerie de l'Etat constate que les établissements financiers et tout autre créancier déploient, beaucoup plus vite que d'habitude, les moyens visant à la récupération forcée de leur dû.

La section a été assistée en permanence par le service juridique pour les dossiers plus sensibles.

Une baisse d'environ 18% s'est manifestée pour les cessions de créances liées aux installations photovoltaïques et autres types d'installations (Maison passive, chaudière à granulés,...).

## **3. FOURNISSEURS**

La Section Comptabilité est responsable de la base de données des fournisseurs de l'Etat. Cette dernière comprend des personnes physiques et morales nationales et internationales. La base de données recense près de 370.000 fournisseurs. En 2015, le nombre de créations, en tout 19.449, se répartit comme tel :

- Personnes physiques nationales et internationales : 15.999
- Personnes morales nationales : 1.657
- Personnes morales internationales : 1.793

Notons que la mise en place de l'identifiant unique pour les personnes physiques a été une réussite et que les demandeurs de fournisseurs nous l'ont communiqué dès son introduction.

## **4. FAILLITES**

En matière de faillites, la Trésorerie de l'Etat a traité, jusqu'au 31 décembre 2015, un nombre total de 58 faillites (35 réponses de la part des curateurs ou en termes relatifs 68,6 %). Ce faible chiffre par rapport au nombre total de faillites prononcées en 2015 se chiffrant à 873 faillites (dont 114 prononcées à Diekirch et 759 prononcées à Luxembourg), s'explique par le fait que seules les faillites des personnes physiques et morales, qui existent dans SAP et qui ont récemment reçu des paiements de la part de l'Etat, sont traitées par nos services. Notons encore que 16 des 26 curateurs (61,5 % en termes relatifs) ont répondu à notre courrier.

## **5. PROJETS**

Au cours de l'année 2015, la section Comptabilité, en étroite relation avec l'équipe SAP HR du Centre des technologies de l'information de l'Etat, a procédé à certaines corrections du volet saisies et cessions. Ces modifications se sont imposées du fait de l'introduction de nouveaux matricules HR lors d'un départ en retraite d'un agent. Un programme a été écrit pour détecter les départs et transférer

les dossiers SCS d'un matricule vers l'autre. Ceci pour faciliter le traitement journalier des saisies et cessions et pour améliorer les services offerts par la Trésorerie de l'Etat

## **E. SECTION « PAIEMENTS ET RECOUVREMENTS » :**

### **1. PAIEMENTS**

La section Paiements et Recouvrements de la Trésorerie de l'Etat a effectué au cours de l'année comptable 2015 **1.082.173** paiements pour un montant total de **9.573,9** millions EUR.

#### ***a) Paiements journaliers (Ordonnancement)***

Tous les paiements journaliers sont constitués des ordonnances émises par les différents ministères et administrations. Ces paiements ont été générés sous forme électronique dans le programme de comptabilité SAP qui centralise l'exécution des ordres de paiement émanant des différents départements de l'Etat. Il s'agit en l'occurrence d'environ 550.480 virements électroniques pour une somme totale de 6.348,1 millions EUR.

Les seuls virements dits « journaliers » nationaux par le compte chèque postal principal de la Trésorerie de l'Etat représentent pour l'année 2015 un volume de 512.380 opérations (5.363,8 millions EUR). Depuis l'implémentation le 1<sup>er</sup> août 2015 d'un nouvel outil électronique pour les paiements (la génération d'un fichier des paiements à envoyer aux banques), qui nous met en conformité avec les règles SEPA concernant les paiements surtout internationaux, les paiements à l'étranger qui répondent aux règles SEPA sont également faits via le compte chèque postal, ceci afin de réduire les frais bancaires. S'y ajoutent 25.100 paiements à l'étranger via la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat (868,3 millions EUR), soit en devises étrangères ou vers des pays ne faisant pas partie de l'espace SEPA. Les paiements en rapport avec certains programmes cofinancés sont débités de comptes chèques postaux respectifs spécialement ouverts par la Trésorerie de l'Etat. Il s'agit d'un nombre de 13.000 virements pour le montant total de 116 millions EUR.

S'ajoutent à ces paiements journaliers, le paiement mensuel des rémunérations des agents de l'Etat (voir point 6.4.1.3.) et les paiements des services de l'Etat à gestion séparée (voir point 6.4.1.2.)

Les frais de banque débités pour l'ensemble des paiements s'élevaient en 2015 à 165.564,02 EUR, ce qui représente une économie de 15% par rapport à 2014. L'objectif prévu dans le « Zukunftspak » a donc été largement atteint. Les virements à l'étranger ont en outre généré en 2015 des gains de change pour 383.746,15 EUR ainsi que des pertes de change pour 3.014.671,32 EUR. Les indications concernant le change pour les paiements en devises étrangères sont plutôt symboliques car elles ressortent des comptabilisations dans le programme de comptabilité SAP et sont fonction des délais intrinsèques à la procédure légale de l'engagement et de l'ordonnancement des dépenses de l'Etat, et non des opérations bancaires liées à des opérations de change sur positions en devises.

La section Paiements et Recouvrements participe à la mise à jour de la base de données « fournisseurs » à l'occasion de retours de paiements non exécutables (voir point 6.4.1.6.) en supprimant le compte erroné ou clôturé et en introduisant le nouveau compte obtenu de l'ordonnateur à l'origine du paiement retourné.

Quelques paiements se font par la remise de chèques postaux, la plupart en relation avec des avances à des agents de l'Etat. En 2015 ont été émis 23 chèques pour un total d'environ 184.300 EUR. 1 de ces chèques au porteur était destiné à couvrir des frais de voyage de service et 2 à alléger

le délai d'attente d'une rémunération de l'Etat due. Vu la situation financière temporairement critique en Grèce, 3 chèques ont été remis à un fonctionnaire de l'ambassade du Luxembourg à Athènes pour garantir les liquidités nécessaires au fonctionnement. D'autre part, les SEGS décrits ci-après font appel occasionnellement à la Trésorerie de l'Etat pour pouvoir faire face à d'éventuels besoins de fonds. Ainsi 17 chèques ont été remis à des comptables pour l'approvisionnement de leur caisse.

Le contrôle du débit correct des opérations de paiement, ainsi que la surveillance des recettes créditées, se fait par l'encodage et la comptabilisation des extraits bancaires. Ont été traités en 2015 pour l'ensemble des comptes chèques postaux gérés par la Trésorerie de l'Etat 1000 extraits et pour les comptes courants auprès de la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat 503 extraits. L'ensemble de ces extraits est depuis 2009 chargé électroniquement via Multiline. Par ailleurs 251 extraits ont été enregistrés pour suivre la mise en circulation de monnaies dans SAP.

### ***b) Paiements journaliers des Services de l'Etat à gestion séparée (SEGS)***

Le volume des paiements en rapport avec les services de l'Etat à gestion séparée augmente régulièrement. La loi du 19 décembre 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2015 a constitué comme services de l'Etat à gestion séparée 52 administrations et services de l'Etat, notamment 42 établissements dépendant du Ministère de l'Education nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, dont 40 de l'enseignement, 6 institutions culturelles et le Centre des technologies de l'information de l'Etat. Le nombre des SEGS n'a pas remarquablement changé depuis 2014. Au courant de 2015 la gestion du Campus Geeseknäppchen a été reprise par le Service national de la Jeunesse.

Le traitement de leur comptabilité dans SAP entraîne le paiement électronique de leurs ordres de paiement, semblable à la procédure normale. Mais le paiement SEGS est lancé par un run de paiement séparé, à effectuer par la Trésorerie de l'Etat en rassemblant les listes d'ordres émanant des différents SEGS et entrant en compte pour le paiement du jour. En 2015 ce procédé a généré 78.200 virements électroniques pour un montant total de 181,4 millions EUR dont 69.200 virements nationaux pour un montant de 152,3 millions EUR et 8.970 virements à l'étranger pour un montant de 29,1 millions EUR.

S'y ajoutent les virements de transfert du montant requis pour les paiements vers l'étranger, devant être opérés au préalable entre le CCP et le compte BCEE du SEGS en question.

### ***c) Paiements mensuels des rémunérations des Agents de l'Etat***

Depuis la mise en production du programme des rémunérations des agents de l'Etat HR dans SAP en 2007 le programme de calcul des rémunérations des agents de l'Etat est intégré dans le système comptable informatique de l'Etat. Les données pour le paiement sont rendues accessibles via interface entre le module de calcul et le module de paiement par des opérations faites à partir de fin 2010 par des fonctionnaires de la section Paiements et Recouvrements spécialement formés à ces fins. Ainsi les éventuelles compensations entre rémunération et avances ou autres dettes liées à la rémunération se font automatiquement.

Pour cette raison les fonctionnaires de la section doivent comptabiliser les remboursements volontaires dans les deux modules différents de façon consciencieuse et exacte afin de ne pas provoquer d'erreur lors de futurs calculs. Ils collaborent, au besoin, également à l'amélioration du système et à l'élimination de certaines incohérences.

Pendant l'année 2015 453.493 virements ont été effectués pour un montant total de 3.044,4 millions EUR.

À noter qu'à partir du mois de mars 2015 toutes les rémunérations de l'Etat sont payées dans un cycle de paiement mensuel unique pour les rémunérations des fonctionnaires, retraités, employés de l'Etat, ainsi que pour les salariés de l'Etat, volontaires et assistants à l'éducation. Le paiement se fait actuellement 3 jours ouvrables avant la fin du mois et ce pour tout le monde. Avant ce changement, le paiement pour les fonctionnaires, retraités et employés de l'Etat se faisait 8 jours ouvrables avant la fin du mois. Ceci était dû à des raisons techniques.

#### *d) Avances de trésorerie*

La définition du terme « avance » consiste dans le paiement d'une somme due, par avance sur la procédure normale de l'engagement, de la liquidation et de l'ordonnancement des dépenses de l'Etat. L'émission d'une avance sert à pallier aux délais inhérents à cette procédure, en cas d'urgence ou d'échéance à observer, comme par exemple pour les paiements aux institutions de la sécurité sociale, aux organismes de la communauté européenne, aux administrations communales ou à la Trésorerie de l'Etat, section Caisse de Consignation (intérêts produits).

Sur base de l'article 63 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat et le règlement grand-ducal du 17 septembre 2004 fixant les conditions et modalités de l'octroi d'avances temporaires de fonds pour le paiement de dépenses de l'Etat, 3427 avances temporaires de fonds ont été octroyées en 2015. 446 avances sur rémunérations ont été payées à des agents de l'Etat, sur demande du responsable du personnel de l'administration d'affectation du bénéficiaire ou de l'Administration du Personnel de l'Etat (APE). Les demandes étaient dues à des retards de traitement administratif du dossier (1.263.937,98 EUR). Le nombre de traitements en 2015 a diminué de 35% par rapport à la moyenne des années précédentes, ce qui pourrait s'expliquer en partie par la date de paiement des rémunérations des fonctionnaires, retraités et employés de l'Etat qui a été repoussée de 5 jours.

La plupart des avances ont été virées sur le compte CCP du bénéficiaire. Dans 2 cas, la Trésorerie de l'Etat a remis un chèque postal à cause d'une nécessité immédiate de liquidité pour services rendus. Ce mode de paiement a eu lieu uniquement si le demandeur s'est personnellement présenté avec la demande d'avance dûment signée.

Des avances sont aussi virées à des comptables extraordinaires pour qu'ils puissent utiliser les crédits accordés pour l'exercice budgétaire dès le début de l'année comptable. En 2015 il y avait 47 avances payées dans ce but précis.

Quelques chèques ont été remis au comptable public d'un service de l'Etat à gestion séparée pour alimenter la caisse du service. Cette avance est récupérée via débit du compte chèque postal du service concerné. Le transfert est opéré par un fonctionnaire de la section Paiements et Recouvrements. 17 transferts ont ainsi eu lieu.

1 chèque a en outre été émis par un fonctionnaire de la section Paiements et Recouvrements pour une avance pour frais de route et de séjour à l'étranger. Le chèque a été remis dans les mains d'une personne mandatée par le ministre du ressort concerné.



### *e) Paiements via la Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat*

En dehors des virements à l'étranger, les montants plus importants sont virés sous date valeur et gérés par la section Gestion financière, comme les opérations journalières de placement et les transferts réguliers aux établissements publics, aux Etats-membres et organismes de l'Union européenne. Les paiements aux tiers représentent environ 10 opérations par mois pour une somme moyenne de 388,7 EUR.

La section Paiements et Recouvrements veille à la régularisation de ces transferts par avance avec les ordres de paiements ministériels dès qu'ils sont visés par le contrôle financier afin d'éviter un paiement double.

### *f) Retours de paiement*

Au cours de l'année 2015 434 paiements, sur un total de 550.480 exécutés par la Trésorerie de l'Etat, ne sont pas arrivés à destination, ce qui représente 0,08% de tous les virements. La raison étant que le compte choisi par les ordonnateurs pour le paiement au bénéficiaire était erroné ou clôturé.

Le résultat des requêtes auprès des ordonnateurs pour avoir un compte valable a permis de clarifier définitivement 402 retours. 32 retours de paiement ont été mis en consignation.

114 paiements de rémunérations étatiques étaient par ailleurs retournés suite au changement ou à la clôture du CCP du bénéficiaire p.ex. en cas de décès du titulaire. Le nombre présente une augmentation de 36% par rapport à la moyenne des années précédentes ce qui est dû au paiement de la prime unique allouée suivant l'accord salarial dans la fonction publique de 2013. Au moment du paiement certains agents en bénéficiant ne travaillaient plus à l'Etat et avaient liquidé leur compte CCP. Lorsqu'il s'avère que le montant n'est plus dû, la Trésorerie de l'Etat garde le montant dans ses caisses.

## **2. RECOUVREMENTS**

### *a) Recettes non fiscales*

Les 96 articles de recettes attribués à la Trésorerie de l'Etat dans le budget des recettes pour l'exercice 2015 se répartissent sur 8 sections dans le budget des recettes courantes (89 articles) et 2 sections dans le budget des recettes en capital (7 articles).

La Trésorerie de l'Etat a enregistré pendant l'année 2015 les montants suivants :

|                      |                    |
|----------------------|--------------------|
| recettes courantes:  | 311,7 millions EUR |
| recettes en capital: | 38,9 millions EUR  |

---

**Total recettes budgétaires:** 350,6 millions EUR

L'arrêté ministériel du 2 février 2015 qui détermine pour l'exercice 2015 les recettes non fiscales spécifiques dont le recouvrement est du ressort de la Trésorerie de l'Etat énumère 33 articles dans le budget des recettes pour ordre sur lesquels la Trésorerie de l'Etat a comptabilisé pendant l'année 2015 un chiffre de 62 millions EUR.

**Total recettes pour ordre :** 62 millions EUR

Les 11 fonds spéciaux et fonds de couverture dont le recouvrement des recettes est attribué à la Trésorerie de l'Etat par ledit arrêté ministériel ont affiché en 2015 des recettes au montant de 354 millions EUR. La Trésorerie de l'Etat a reçu sur ses comptes également des remboursements pour des fonds spéciaux non particulièrement dans ses attributions (p.ex. le Fonds pour l'Emploi), pour un montant de 33 millions EUR en 2015.

Aux termes de ce même arrêté ministériel, la Trésorerie de l'Etat est seule chargée des opérations de recette relatives aux dotations budgétaires de tous les fonds spéciaux de l'Etat. Le volume de ces alimentations représentait en 2015 un total de 3.416,3 millions EUR.

**Total fonds spéciaux :** 3.803,3 millions EUR

Au cours de l'année 2015, la Trésorerie de l'Etat a perçu pour 6.843.910,00 EUR des recettes issues des adjudications concernant les certificats d'émissions de CO<sub>2</sub>. 50% des fonds récoltés sont attribués à des projets tendant à réduire les émissions de CO<sub>2</sub>.

### ***b) Recettes fiscales***

La Trésorerie de l'Etat centralise les écritures comptables de toutes les administrations en vue de l'établissement du compte général de l'Etat. Ceci comprend également les écritures de recettes des administrations financières.

Actuellement la saisie des imputations sur les différents articles du Budget des recettes, outre ceux des sections de la Trésorerie de l'Etat, se fait toujours manuellement dans le système comptable de l'Etat SIFIN et est également effectuée par les fonctionnaires de la section « paiements et recouvrements » sur base des comptes mensuels livrés par les receveurs des administrations fiscales.

Dans ce contexte, la section « paiements et recouvrements » reçoit régulièrement les versements des receveurs des administrations fiscales sur les comptes bancaires de la Trésorerie de l'Etat et leur fournit une quittance en contrepartie. Pour l'année 2015 un nombre d'environ 435 quittances a été émis pour des versements au total de 14.909 millions EUR, dont les opérations de recettes électroniques (voir point 6.4.2.3.)

A la fin de l'exercice budgétaire, la section « paiements et recouvrements » vérifie la concordance des sommes versées avec le total des recettes établi dans les comptes mensuels des receveurs et délivre un certificat à ces derniers.

### ***c) Recettes électroniques***

L'adoption du système de recettes électroniques a amené les versements journaliers automatiques du solde du compte en banque de l'Administration des Douanes et Accises via 0-balancing. A l'égard de la Recette Centrale de l'Administration des Douanes et Accises la Trésorerie de l'Etat a émis en 2015 des quittances mensuelles pour ces opérations pour un montant global de 1.005 millions EUR.

### ***d) Rôles de restitution***

Les paiements indûment effectués suite à une erreur d'attribution, un double emploi ou un décompte respectivement un recalcul donnent en principe lieu à l'établissement d'arrêtés ministériels constituant rôles de restitution, conformément à l'article 65 (1) de la loi modifiée du 8 juin 1999 invoquée ci-dessus qui dispose que « les rôles de restitution sont soumis au visa du contrôleur financier et recouverts par les comptables publics chargés de la perception de ces recettes ».

En 2015 un nombre de 442 rôles de restitution ont été traités par la Trésorerie de l'Etat. Presque de la moitié provenaient du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative : 144 portaient sur des pensions de l'Etat versées après le décès du bénéficiaire ou l'arrêt d'études dans quelques cas de pension d'orphelin, 61 concernaient des rémunérations indûment touchées. 81 arrêtés émanaient du Ministère du Logement lorsque des bonifications d'intérêt accordées sous certaines conditions étaient à rembourser et 156 du Ministère du Travail pour récupérer des aides du Fonds pour l'Emploi non dues. Avant de présenter ces arrêtés ministériels pour signature au Ministre des Finances, ou son délégué, pour être rendus exécutoires, la Trésorerie de l'Etat vérifie si éventuellement un reversement au Trésor a eu lieu après l'émission de l'arrêté, pour établir le montant définitif à recouvrer par l'Administration des Contributions directes. Ses receveurs sont chargés par le Ministre des Finances du recouvrement des montants.

Une copie du rôle de restitution signé est adressée à la Direction du Contrôle financier pour information et une copie est archivée à la Trésorerie de l'Etat.

### ***e) Rémunérations indûment touchées***

Le paiement par avance des rémunérations de l'Etat donne souvent lieu à des recalculs par l'Administration du Personnel de l'Etat pour adapter la situation du salaire aux changements dans la carrière de l'agent. Dans le cas d'un arrêt ou d'une interruption, d'un changement de statut ou d'administration, lors du départ en retraite et en dernier lieu suite au décès d'un bénéficiaire, il arrive que des rémunérations soient payées indûment pendant un temps consécutif à l'événement. Elles doivent alors être remboursées à l'Etat.

La Trésorerie de l'Etat gère dans le système comptable SAP les dettes pendantes pour rémunérations indûment touchées et comptabilise les retenues et les remboursements. Les retenues sont possibles et exécutées automatiquement lorsque des rémunérations étatiques sont à nouveau payées. Les remboursements volontaires sont immédiatement pris en compte pour régulariser la situation et introduits au plus vite dans le module de calcul des rémunérations HR afin d'être pris en considération pour le calcul de rémunérations futures en cas de reprise de fonction par exemple. A la fin de l'année 2015 subsistent 201 cas de rémunérations non encore régularisées.

Par un relevé actualisé chaque mois après le paiement des rémunérations, la Trésorerie de l'Etat informe l'Administration du Personnel de l'Etat sur la situation des rémunérations indûment touchées et non encore régularisées. Ceci permet à l'Administration du personnel de l'Etat d'entamer les mesures nécessaires pour les récupérer. Sur base de ce relevé 61 rôles de restitution ont été établis en 2015 par le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative.

## **F. SECTION « GESTION FINANCIÈRE »**

A côté de la gestion journalière des avoirs et engagements financiers de l'Etat ainsi que des fonds et des biens de tiers dont les lois ou règlements attribuent la conservation à l'Etat, la section « gestion financière » a également pour mission d'établir, à partir du compte général et des données disponibles à la trésorerie, le bilan financier de l'Etat au 31 décembre, prescrit par l'article 15 de la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat.

Le compte général de l'Etat, issu de la comptabilité budgétaire de l'Etat, est établi à la clôture de chaque exercice budgétaire par la Trésorerie de l'Etat et approuvé par le Ministre ayant le budget dans ses attributions avant d'être soumis à la Chambre des Députés et à la Cour des comptes. Il informe officiellement sur les ressources financières de l'Etat. Le compte général fournit en effet au public non seulement les indications détaillées sur les recettes et dépenses opérées au cours de

l'exercice en question ; il arrête aussi les ressources financières de l'Etat restant disponibles à la clôture de cet exercice sous forme de réserves dans les différents fonds spéciaux, dans les différents services de l'Etat à gestion séparée (SEGS) ainsi que dans la réserve budgétaire proprement dite. Or comme la clôture d'un exercice budgétaire ne se fait pas au 31 décembre de l'année de référence mais au 30 avril de l'année subséquente, date à laquelle le nouvel exercice court déjà depuis quatre mois, les réserves arrêtées dans le compte général ne peuvent pas être mises en regard des avoirs financiers de l'Etat disponibles au 30 avril, ceci en raison des opérations déjà faites à charge du nouvel exercice budgétaire en cours.

La comptabilité générale de l'Etat, qui retrace selon la méthode de la partie double l'intégralité des opérations financières de l'Etat, remédie à cette situation et établit la relation entre les avoirs (actifs financiers) disponibles sur les différents comptes bancaires de l'Etat et les réserves (passifs financiers) arrêtées dans le dernier compte général tout en tenant compte des opérations de l'exercice en cours.

La comptabilité générale de l'Etat permet donc à la Trésorerie d'établir à tout moment une situation financière de l'Etat sous forme d'un bilan financier, qui met en regard les actifs financiers disponibles à ce moment et les passifs financiers tels qu'ils résultent de la comptabilité budgétaire. Le bilan tient également compte d'actifs et de passifs non renseignés dans le compte général.

Le présent bilan financier retrace, par rapport au compte général du dernier exercice budgétaire clôturé (2014), la situation financière de l'Etat au 31.12.2015 en tenant compte de tous les actifs et passifs financiers recensés par la Trésorerie de l'Etat.

Ce bilan financier de l'Etat au 31.12.2015 se présente comme suit :

## ACTIFS FINANCIERS

| <b>A. ACTIF CIRCULANT</b>  |                                  | <b>1 688 895 270,81</b> |              |  |
|--|----------------------------------|-------------------------|--------------|--|
| <b>1. Actif circulant liquide, disponible pour la gestion de trésorerie journalière</b>  |                                  | <b>857 744 979,00</b>   | <b>90,8%</b> |  |
| <b>1.1. Trésorerie de l'Etat</b>   |                                  | <b>857 744 979,00</b>   |              |  |
| 1.1.1. Compte courant BCEE   | 5 323 360,84                     |                         |              |  |
| 1.1.2. Montant net à recevoir de l'EPT dans le cadre des CCP de l'Etat (cf. point C.1.2.2 du passif)   | 57 421 614,58                    |                         |              |  |
| 1.1.3. Dépôts bancaires à terme  | 795 000 000,00                   |                         |              |  |
| 1.1.4. Compte courant BCLX   | 3,58                             |                         |              |  |
| <b>2. Actif circulant non liquide, indisponible pour la gestion de trésorerie journalière</b>  |                                  | <b>831 150 291,81</b>   | <b>49,2%</b> |  |
| <b>2.1. Trésorerie de l'Etat</b>   |                                  | <b>820 299 939,69</b>   |              |  |
| 2.1.1. BCLX compte spécial circ. monétaire   | 271 556 085,49                   |                         |              |  |
| 2.1.2. BCLX dépôt spécial ancien et Snel (1800 Louis d'Or)   | 380 000,00                       |                         |              |  |
| 2.1.3. Placements hors-marché  | 553 539 582,63                   |                         |              |  |
| 2.1.4. Actifs financiers reçus en dépôt en vertu de dispositions légales ou réglementaires.  | 2 784 291,57                     |                         |              |  |
| Bons de caisse   | 8 300,00                         |                         |              |  |
| Lettres de gérance   | 2 775 991,57                     |                         |              |  |
| <b>2.2. Administrations fiscales (Contributions-Douanes-Enregistrement)</b>  |                                  | <b>906 506,82</b>       |              |  |
| 2.2.1. Comptes courants BCEE   | 906 506,82                       |                         |              |  |
| <b>2.3. Comptables extraordinaires</b>   |                                  | <b>1 520 486,42</b>     |              |  |
| 2.3.1. Comptes courants BCEE   | 1 520 486,42                     |                         |              |  |
| <b>2.4. Services de l'Etat à gestion séparée (SEGS)</b>  |                                  | <b>463 358,88</b>       |              |  |
| 2.4.1. Comptes courants BCEE   | 463 358,88                       |                         |              |  |
| <b>B. ACTIF IMMOBILISE ACQUIS PAR DEPENSE BUDGETAIRE</b>   |                                  | <b>4 321 575 443,30</b> |              |  |
| <b>1.1. Participations de l'Etat</b>   |                                  | <b>4 316 650 935,90</b> |              |  |
| 1.1.1. Sociétés de droit privé cotées en Bourse (valeur de marché)   | 1 689 468 495,07                 |                         |              |  |
| 1.1.2. Sociétés de droit privé non cotées en Bourse (valeur nominale)  | 496 968 130,08                   |                         |              |  |
| 1.1.3. Etablissements publics (valeur nominale)  | 1 764 390 723,07                 |                         |              |  |
| 1.1.4. Institutions financières internationales (valeur nominale appelée et versée en espèces)<br>correction FMI (cf. Actif A.2.1.2. dépôt BCLX) | 405 841 587,74<br>-40 000 000,00 |                         |              |  |
| <b>1.2. Octrois de crédits par l'Etat</b>  |                                  | <b>4 916 507,34</b>     |              |  |
| 1.2.1. Prêts d'Etat à l'Etat en cours (par l'intermédiaire de la SNCI et svt bilan 2014)   | 371 840,00                       |                         |              |  |
| 1.2.2. Prêts d'Etat à l'Etat en prêts mais non encore remboursés par la SNCI à l'Etat svf bilan 2014   | 4 544 667,34                     |                         |              |  |
| 1.2.3. Crédit à Cruchtembusch S.A.   | 0,00                             |                         |              |  |
| <b>TOTAL ACTIFS FINANCIERS</b>   |                                  | <b>6 010 470 714,11</b> |              |  |

| A. PASSIF CIRCULANT  |                   | 1 688 895 270,81  |                 |
|--|-------------------|-------------------|-----------------|
| 1. FONDUS PROPRES DE L'ETAT (= RESERVES PRIMAIRES DE L'ETAT)   |                   | 4 302 848 240,03  |                 |
| <b>Reserves arriérées et retracables au compte général</b>   |                   |                   |                 |
| 1.1. Fonds spécifiques de l'Etat   |                   | 1 962 253 648,56  |                 |
| 1.1.1. Avol des Fonds spécifiques de l'Etat svl compte général 2014  | 1 509 698 348,23  |                   | -130 125 681,05 |
| 1.1.2. Solde des opérations sur exercices en cours   | 52 555 300,33     |                   | 118 629 342,89  |
| 1.2. Solde opérationnel (réserve budgétaire actuelle)  |                   | -864 840 466,65   |                 |
| 1.2.1. Réserve budgétaire svl compte général 2014 (n: solde cumulé des exercices clos)                               | -672 550 427,75   |                   | 744 394 006,29  |
| 1.2.2. Solde des opérations sur exercices en cours   | -192 670 032,91   |                   | -648 435 405,13 |
| 1.2.3. Ordonnances provisoires émises et non encore régularisées   | 0,00              |                   |                 |
| 1.2.4. Valeur ancien ou Srel non réalisée  | 380 000,00        |                   |                 |
| 1.3. Réserves disponibles des Services de l'Etat à gestion séparée (SEGS)  |                   | 103 428 543,30    |                 |
| 1.3.1. Avol des SEGS svl compte général 2014 (compris dans exposé des motifs mais non dans texte volé)               | 80 800 021,42     |                   | -28 896 985,25  |
| 1.3.2. Solde des opérations sur exercices en cours   | 22 628 521,88     |                   | 19 158 237,87   |
| 1.4. Fonds nécessaires au remboursement des titres de dette émis par l'Etat (n: 2.2.)                                |                   | -5 103 389 971,23 |                 |
| 1.4.1. Bons du Trésor (Promissory Notes) provisionnés (= Avol parli du Fonds de la dette publique)                   | -11 328 084,32    |                   | -50 403 250,76  |
| 1.4.2. Dette publique et Bons du Trésor non encore provisionnés  | -5 092 061 886,91 |                   | -37 638 133,31  |
| 2. FONDUS DE TIERS (= Fonds déposés + Fonds empruntés)   |                   | 5 991 443 510,84  |                 |
| 2.1. Dépôts de tiers auprès de l'Etat  |                   | 688 053 530,61    |                 |
| <b>Dépôts avec comptabilisation budgétaire et retracables au compte général</b>                                      |                   |                   |                 |
| 2.1.1. Fonds des communes disponibles au Fonds communal de péréquation conjoncturelle (Fpcp)                         |                   |                   | 0,00            |
| 2.1.1.1. Avol des Fonds spécifiques de l'Etat svl compte général 2014  | 52 188 773,18     |                   | 2 895,55        |
| 2.1.1.2. Solde des opérations sur exercices en cours   | 2 895,55          |                   |                 |
| 2.1.2. Fonds des communes disponibles au Fonds des dépenses communales (Fdc)   |                   | 5 149 284,28      | -37 249,34      |
| 2.1.2.1. Avol du Fdc svl compte général 2014   | 2 772 801,19      |                   | 472 369,54      |
| 2.1.2.2. Solde des opérations sur exercices en cours   | 2 375 483,09      |                   |                 |
| 2.1.3. Fonds de tiers consignés auprès de l'Adm. de l'Enregistrement et des Domaines                                 |                   | 8 525 830,00      | 0,00            |
| 2.1.3.1. Avol du Fonds pour consignations judiciaires svl compte général 2014  | 9 025 830,00      |                   | -500 000,00     |
| 2.1.3.2. Solde des opérations sur exercices en cours   | -500 000,00       |                   |                 |
| 2.1.4. Fonds de tiers disponibles au budget pour ordre   |                   | 285 621 950,81    | -88 711 141,16  |
| 2.1.4.1. Solde cumulé des budgets pour ordre svl compte général 2014   | 18 507 534,75     |                   | 35 156 701,54   |
| 2.1.4.2. Solde des opérations pour ordre sur exercices en cours  | 267 114 416,06    |                   |                 |
| 2.1.5. Signes monétaires (pièces métalliques) en EUR remboursables par le Trésor                                     |                   | 279 356 153,74    | 1 284 491,53    |
| 2.1.5.1. Avol du Fonds de couv. des signes monét. émis par le Trésor svl compte général 2014                         | 267 943 357,40    |                   | 11 412 796,34   |
| 2.1.5.1.1. Signes libellés en BEF  | 7 800 068,25      |                   |                 |
| 2.1.5.1.2. Signes libellés en EUR  | 260 143 289,15    |                   |                 |
| 2.1.5.1.3. Solde des opérations sur exercices en cours   | 0,00              |                   |                 |
| 2.1.5.1.4. Signes libellés en BEF  | 11 412 796,34     |                   |                 |
| 2.1.5.1.5. Signes libellés en EUR  | 11 412 796,34     |                   |                 |
| <b>Dépôts sans comptabilisation budgétaire et non retracables au compte général</b>                                  |                   |                   |                 |
| 2.1.6. Fonds de tiers consignés auprès de la Trésorerie de l'Etat: Caisse de consignation                            |                   | 230 723 550,32    | -782 684,93     |
| 2.1.6.1. Intérêts créditeurs à verser à la Caisse de consignation  | 0,00              |                   | -25 944 977,10  |
| 2.1.7. Dépôt de l'Etat belge dans le cadre de l'opération KAUPHUNG/AVILLAND  | 22 932 011,72     |                   | 0,00            |
| 2.1.8. Rebut tenporaire d'ordonnances de paiement (4736200000)   | 661 423,53        |                   | -2 273 401,77   |
| 2.1.9. Salaires, cessions et indemnités en suspens (4736200000-4736400000)   | 108 374,91        |                   | -154 745,70     |
| 2.1.10. Dépôt de garanties diverses (cf point 2.1.3. de l'actif circulant)   | 2 775 000,00      |                   | 0,00            |
| 2.1.11. Cautionnements des conservateurs des hypothèques (cf. point 2.1.3. de l'actif circulant)                     | 9 291,57          |                   | 1 250,00        |
| 2.2. Titres de dette émis par l'Etat   |                   | 5 103 389 971,23  |                 |
| 2.2.1. Bons du Trésor (Promissory Notes)   |                   | 121 389 971,23    | 50 403 250,76   |
| 2.2.1.1. ADF-African Development Fund  | 12 092 019,56     |                   | 37 638 133,31   |
| 2.2.1.2. ADB-Asian Development Bank  | 4 193 875,90      |                   | 50 403 250,76   |
| 2.2.1.3. ADF-Asian Development Fund  | 6 736 193,00      |                   |                 |
| 2.2.1.4. GEF-Global Environment Facility   | 3 467 600,00      |                   |                 |
| 2.2.1.5. IDA-International Development Association   | 94 685 000,00     |                   |                 |
| 2.2.1.6. IDA-Multilateral Investment Guarantee Agency  | 115 282,77        |                   |                 |
| 2.2.2. Dette publique  |                   | 7 482 000 000,00  | 0,00            |
| 2.2.2.1. Emprunts obligataires (valeur nominale)   | 6 250 000 000,00  |                   | 0,00            |
| 2.2.2.2. Prêts bancaires à long terme (valeur nominale)  | 1 232 000 000,00  |                   | 0,00            |
| 2.2.2.3. Prêts bancaires à court terme   | 0,00              |                   | 0,00            |
| 2.2.3. Transfert de Dette publique vers B.2. (= Fonds empruntés pour financer la participation dans BGL BNP PARIBAS) |                   | -2 500 000 000,00 | 0,00            |
| B. PASSIF IMMOBILISE   |                   | 4 321 557 44      |                 |

|   |                |
|---|----------------|
| Trésorerie de l'Etat                        | 271 277 217,19 |
| Administrations fiscales                    | 200 192 412,55 |
| Comptables extraordinaires                  | 26 227 906,01  |
| Services de l'Etat à gestion séparée (SEGS) | 102 965 164,42 |

|   |                 |
|---|-----------------|
| 1.1. Avoir du Fonds de couverture des avoirs sur CDP svlt.comptable général 2014                      | 884 147 308,57  |
| 1.2. Solde des opérations sur exercice en cours   | -283 484 588,40 |
| 1.2.1. Montant net déposé par l'EPT auprès de l'Etat  | -340 908 202,98 |
| 1.2.2. Montant net restant à déposer par l'EPT auprès de l'Etat (cf. point 1.2. de l'actif circulant) | 57 421 614,58   |

## 1. PASSIFS FINANCIERS

### a) PASSIF CIRCULANT

#### FONDS PROPRES DE L'ETAT (Réserves primaires de l'Etat)

L'Etat dispose de réserves financières qui ont été constituées en exécution des budgets du passé et du budget en cours. Ces réserves résultent de deux types d'opérations :

- de dépenses à charge du budget et au profit des différents fonds spéciaux de l'Etat ;
- de l'accumulation depuis 1944 des soldes finaux des exercices budgétaires clôturés ;

#### *Fonds spéciaux de l'Etat*

Cette position reprend d'un côté l'avoir comptable des Fonds spéciaux de l'Etat à la fin de l'exercice 2014 ainsi qu'en deuxième position, la variation cumulée des opérations sur ces mêmes Fonds spéciaux au titre de l'exercice budgétaire en cours, telles qu'elles sont renseignées dans la comptabilité budgétaire de l'Etat.

#### *Solde opérationnel (Réserve budgétaire actuelle)*

La réserve budgétaire constitue le solde comptable cumulé de tous les exercices budgétaires clôturés d'après-guerre (le cas échéant après affectation des plus-values sur fonds spéciaux). Cette position est arrêtée une fois par année, dans le compte général de l'exercice clôturé. Pour aboutir à une vue globale de la situation financière nette de l'Etat, la réserve budgétaire ainsi arrêtée doit être regardée ensemble avec le total des montants disponibles au titre des fonds spéciaux ainsi qu'avec la situation de la dette de l'Etat. A la clôture de l'exercice 2014, la réserve budgétaire s'élève à -672,55 millions EUR. (Remarque: une réserve budgétaire négative équivaut à un déficit cumulé restant à régulariser!)

En cours d'exercice, la réserve budgétaire doit être mise en regard du résultat de l'exercice budgétaire en cours. Ce résultat fluctue de jour en jour au fil des opérations budgétaires.

Encore faut-il prendre en compte les ordonnances provisoires non encore régularisées, qui auront un impact futur sur la réserve budgétaire.

#### *Réserves disponibles des Services de l'Etat à gestion séparée (SEGS)*

Ce chiffre résume l'encaisse totale détenue actuellement par l'ensemble des Services de l'Etat à gestion séparée sur leurs comptes chèques postaux et comptes BCEE. Ces réserves peuvent à tout moment être mobilisées par les SEGS pour le paiement de dépenses. Il est à noter que contrairement aux réserves disponibles au niveau des fonds spéciaux de l'Etat ainsi qu'au niveau de la réserve budgétaire, les réserves des SEGS disponibles à la fin d'un exercice ne sont pas reprises dans le texte voté du compte général. Le compte général voté peut ainsi être qualifié d'être incomplet ! A partir de 2014 elles figurent au moins déjà dans l'exposé des motifs du projet de loi.

#### *Fonds nécessaires au remboursement des titres de dette émis par l'Etat*

Comme les recettes d'emprunt ont jadis contribué à constituer les avoirs des fonds spéciaux ainsi que la réserve budgétaire et par là les réserves primaires de l'Etat, l'encours de la dette publique doit être pris en compte pour le calcul des fonds propres de l'Etat. Y est ajouté l'encours des bons du Trésor (Promissory Notes) qui, bien qu'ils ne correspondent pas à des fonds empruntés par l'Etat et remboursables par la suite et ne donnent pas lieu à une recette budgétaire lors de leur émission,

contribuent tout de même à la constitution de réserves par le fait qu'ils permettent de différer le paiement de la contribution du Luxembourg aux institutions financières internationales sur plusieurs années budgétaires qui autrement aurait impacté d'un seul coup le résultat budgétaire des années d'émission.

A cet effet, il convient d'isoler l'avoir du Fonds de la dette publique, à la fois pour éviter un double emploi comptable et pour faire ressortir le montant de la dette non encore provisionnée. Il est entendu que l'avoir du Fonds de la dette publique visé ici se limite à l'avoir réservé à l'amortissement de la dette publique et des bons du Trésor et exclut donc l'avoir destiné aux paiements d'intérêts.

## FONDS DE TIERS (Fonds déposés + fonds empruntés)

### ***Dépôts de tiers auprès de l'Etat***

La Trésorerie de l'Etat est chargée de la gestion des fonds et des biens dont les lois ou règlements attribuent la conservation à l'Etat. Ces fonds et biens sont gérés et placés ensemble avec les avoirs de l'Etat.

### ***Dépôts avec comptabilisation budgétaire (retraçables au compte général)***

- ***Fonds des communes disponibles au Fonds communal de péréquation conjoncturelle***

Ce fonds qui n'est pas un fonds spécial de l'Etat, mais un fonds d'argent de tiers, recueille de l'argent appartenant aux communes.

- ***Fonds des communes disponibles au Fonds des dépenses communales***

Les avoirs de ce fonds qui n'est pas non plus un fonds spécial de l'Etat, mais un fonds d'argent de tiers, appartiennent également aux communes.

- ***Fonds de tiers consignés auprès de l'AED***

Les consignations déposées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2000 auprès de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines ont été portées en recette sur le Fonds des consignations judiciaires, qui n'est pas un fonds spécial de l'Etat, mais un fonds spécial d'argent de tiers ; leur remboursement se fait au moyen d'ordonnances de paiement à charge de ce fonds.

- ***Fonds de tiers disponibles au budget pour ordre***

Cette position correspond au solde comptable cumulé du budget pour ordre de tous les exercices budgétaires clôturés d'après-guerre. Elle est arrêtée une fois par année, dans le compte général de l'exercice clôturé. En cours d'exercice, elle doit être mise en regard du résultat du budget pour ordre de l'exercice en cours, qui fluctue de jour en jour au gré des opérations budgétaires pour ordre.

En ce qui concerne le solde actuel du budget pour ordre de l'exercice en cours, il convient de faire les remarques suivantes : Vu que le budget pour ordre comporte de nombreux articles dont les opérations ne sont que partiellement pour ordre de tiers et pour la majeure partie pour ordre de l'Etat même et comme le partage se fait d'après des clés de répartition et décomptes périodiques, la Trésorerie de l'Etat n'est pas en mesure de déterminer à l'eurocent près quelle part du solde revient au budget courant de l'Etat et quelle part reste à ordonnancer au profit de tiers. Pour donner une situation aussi réaliste que possible du résultat actuel du budget propre de l'Etat, une estimation aussi précise que possible du solde actuel du budget pour ordre a été faite sur base de tous les éléments connus par la Trésorerie de l'Etat.

- ***Signes monétaires (pièces métalliques) en EUR remboursables par le Trésor***

La mise en circulation de signes monétaires (pièces métalliques seulement) donne lieu à un crédit sur le compte de la Trésorerie auprès de la Banque centrale du Luxembourg. Ce crédit n'est cependant pas porté en recette au budget, les montants ainsi crédités étant comptabilisés sur le fonds de couverture des signes monétaires émis par le Trésor. Le retrait de signes monétaires de la circulation implique par conséquent une ordonnance de paiement à charge du même fonds. L'avoir de ce fonds correspond donc à tout moment aux signes monétaires en circulation. Ce n'est que lors de la démonétisation définitive d'un type de signe monétaire que le volume non retourné peut être porté en recette au budget.

Le montant des signes monétaires émis par le Trésor sous forme de pièces de monnaie métallique connaît une forte croissance depuis le remplacement de la circulation de pièces en francs belges et luxembourgeois par des pièces en euros. Au 31 décembre 2015, des pièces en euros d'une contre-valeur de 271,6 millions EUR se trouvent en circulation, ce qui correspond à une mise en circulation en 2015 de 11,4 millions EUR.

Le fonds de couverture comporte aussi une réserve destinée au remboursement de la part luxembourgeoise des billets belges en francs qui continuent à être retournés de la circulation. Ce remboursement se fait sur base des décomptes soumis annuellement par le Ministère des Finances belge.

### ***Dépôts sans comptabilisation budgétaire (non retraçables au compte général)***

- ***Fonds de tiers consignés auprès de la Trésorerie de l'Etat – Caisse de consignation***

Les consignations déposées auprès de la Trésorerie de l'Etat agissant en sa qualité de Caisse de consignation ne sont pas portées en recette sur un fonds d'argent de tiers. En vertu de la loi, la Caisse de consignation tient en effet une comptabilité distincte de celle de l'Etat. Toutefois le CCP de la Caisse de consignation fait partie des CCP identifiés comme comptes de l'Etat auprès de l'Entreprise des P & T, de sorte que les avoirs sur ce CCP sont déposés par l'EPT auprès de l'Etat, mais doivent en contrepartie figurer comme passifs à l'égard des ayants-droit des consignations.

- ***Dépôt de l'Etat belge dans le cadre de l'opération KAUPTHING/HAVILLAND***

Dans le cadre de la reprise des activités de KAUPTHING Luxembourg par la banque HAVILLAND, l'Etat luxembourgeois a fait un dépôt de 320 millions EUR auprès de HAVILLAND. (cf. Actif circulant / point 2.1.2.) Sur les 320 millions EUR placés, 160 millions EUR sont en provenance de l'Etat belge dans le cadre d'un prêt de l'Etat belge à l'Etat luxembourgeois. Après plusieurs remboursements au cours des années 2009 à 2015, l'encours du dépôt de l'Etat belge s'élève au 31 décembre 2015 à 22,9 millions EUR.

- ***Retour temporaire d'ordonnances de paiement***

Il s'agit de montants ordonnancés et retournés à la Trésorerie de l'Etat en raison d'erreurs dans les coordonnées bancaires des ayants-droit. Ces montants seront virés aux ayants-droit après rectification de leurs coordonnées bancaires.



- ***Saisies, cessions et sommations en suspens***

Il s'agit ici de sommes retenues par la Trésorerie de l'Etat en exécution de saisies, cessions et sommations non encore versées aux ayants-droit pour diverses raisons. Ces montants correspondent donc à des dépôts de tiers.

- ***Dépôt du Casino de Jeux de Mondorf-les-Bains***

Il s'agit du cautionnement que le Casino de Jeux de Mondorf-les-Bains est tenu de faire auprès de la Trésorerie.

- ***Cautionnements des conservateurs des hypothèques***

Ce montant reprend les cautionnements opérés par les conservateurs des hypothèques au sein de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines.

### ***Titres de dette émis par l'Etat***

- ***Bons du Trésor (Promissory Notes)***

L'émission de bons du Trésor n'est effectuée qu'au profit d'institutions financières internationales (AfDF, ADB, ADF, GEF, IDA et MIGA). Ces bons qui ne portent pas intérêts, ne correspondent pas à des fonds empruntés par l'Etat et remboursables par la suite. Ils ne donnent donc pas lieu à une recette budgétaire lors de leur émission mais on peut tout de même affirmer qu'ils contribuent à la constitution de réserves par le fait qu'ils permettent de différer le paiement de la contribution du Luxembourg à ces institutions sur plusieurs années budgétaires qui autrement aurait impacté d'un seul coup le résultat budgétaire des années d'émission. Cet instrument représente donc des promesses de paiement (promissory notes) et leur encaissement se fait par le biais du Fonds de la dette publique qui lui est alimenté par l'article 34.8.84.237 du budget de l'Etat.

Au courant de l'année 2015 les émissions et amortissements suivants ont eu lieu:

Emissions :

IDA : 50.400.000,00 EUR

GEF : 1.147.500,00 EUR

Amortissements :

IDA : 8.280.000,00 EUR

AfDF: 2.032.003,26 EUR

ADB : 1.099.501,96 EUR

ADF : 1.486.000,00 EUR

GEF : 1.030.500,00 EUR

L'encours des bons du Trésor au 31 décembre 2015 se chiffre à 121,4 millions EUR.

- ***Dette publique***

Ce poste représente la dette publique à moyen et long terme proprement dite de l'Etat central.

En l'absence d'opérations d'émission et d'amortissement, l'encours total de la dette publique à moyen et long terme se chiffre au 31 décembre 2015 à 7.482 millions EUR.

**Remarque :** Pour mettre en évidence que le produit des emprunts pour un montant global de 2,5 milliards émis en octobre et décembre 2008 (celui de décembre 2008 étant entretemps remboursé et remplacé par un nouvel emprunt de 2 milliards à 10 ans !) a été utilisé pour financer la prise de participation de l'Etat dans BGL S.A. et n'a ainsi pas servi à alimenter les Fonds spéciaux ni à contribuer au résultat budgétaire de 2008, une correction de cet ordre est faite sous cette rubrique pour être transféré à la rubrique B. Passif immobilisé point 2.. Dans un cas de figure idéal, le remboursement de cette dette serait logiquement couvert par le produit de vente de cette participation. Toutefois, tous les tableaux concernant la dette publique, y compris les statistiques ci-dessous, ne sont pas affectés par cette correction.

La dette publique à moyen et long terme du Gouvernement, entièrement libellée en euros, affiche la structure par instruments suivante :

Prêts bancaires (BCEE) : 16,47 %  
Emprunts obligataires : 83,53 %

La section gestion financière a également assuré le service financier de tous les emprunts de l'Etat et a déboursé au total 212,3 millions EUR pour intérêts échus en 2015.

D'autres caractéristiques de la dette publique de l'Etat au 31 décembre 2015 sont les suivantes :

- taux moyen pondéré : 2,565%
- durée de vie moyenne : 6 ans et 264 jours
- ratio dette / PIB : 14,62% (prévision du PIB pour 2015: 51,164 milliards EUR)
- dette par habitant : 13.291 EUR (population actuelle: 562.958 unités)

## ***b) PASSIF IMMOBILISE***

### FONDS PROPRES DE L'ETAT (Réserves secondaires de l'Etat, acquises par dépense budgétaire)

Dans la mesure où l'Etat a acquis des actifs financiers au moyen de crédits budgétaires, donc de fonds propres, la contrepartie bilantaire de ces actifs financiers peut être considérée comme réserves secondaires de l'Etat. En effet, les ordonnances de paiement émises à charge des différents exercices budgétaires pour financer l'acquisition de ces actifs ont influencé de façon négative le résultat comptable de ces exercices. La réserve budgétaire aurait donc été d'autant plus élevée si ces actifs n'avaient pas été payés par le budget. Par opposition aux réserves primaires, figurant au passif circulant, les réserves secondaires ne sont pas destinées à être consommées à court ou moyen terme.

### FONDS DE TIERS (Fonds empruntés en vue du financement des participations dans le cadre de la crise économique et financière )

Voir remarque sous point 2.2.2. du passif circulant.

## ***c) CREANCE DE L'ENTREPRISE DES P&T SUR L'ETAT***

En vertu de l'article 31 modifié de la loi du 15 décembre 2000 sur les services financiers postaux, l'EPT est tenue de déposer auprès de la Trésorerie de l'Etat les fonds disponibles sur les CCP ouverts au nom de l'Etat. Tout montant ainsi versé est porté en recette sur le Fonds de couverture des avoirs sur CCP. En contrepartie de son dépôt non rémunéré auprès du Trésor, l'EPT inscrit donc à l'actif de

son bilan une créance sur l'Etat, qui varie en fonction de la variation journalière des avoirs de l'Etat sur ses CCP.

Les avoirs de l'Etat sont donc en principe exactement contrebalancés par les avoirs du Fonds de couverture des avoirs sur CCP qui à leur tour sont destinés à rembourser la dette envers l'EPT. Or comme les variations journalières des CCP de l'Etat ne sont versées par l'EPT au Trésor qu'avec trois jours de valeur de retard (suivant convention du 23.02.2001 entre l'Etat et l'EPT), il y a un léger décalage entre les avoirs sur CCP d'un côté et l'avoir du Fonds de couverture et par là, la dette envers l'EPT de l'autre côté. Pour combler cette différence, le montant net non encore versé est mis en évidence et est contrebalancé au niveau des actifs circulants (point 1.1.6.)

Le solde de ce fonds, qui au compte général n'est pas identifié comme fonds spécial de l'Etat mais comme Fonds de tiers, n'est évidemment pas repris au point 1.1. des passifs financiers pour éviter un double emploi.

Remarque: A partir de décembre 2010, cette rubrique n'est plus comprise dans la somme de bilan pour éviter que ces opérations purement comptables du point de vue de ce bilan financier ne falsifient le total et la variation des vrais passifs et actifs financiers repris sous A. et B.

## **2. ACTIFS FINANCIERS**

### ***a) ACTIF CIRCULANT***

Le bilan financier se présente de manière à ce que l'actif circulant est scindé en deux catégories, à savoir les actifs liquides, disponibles pour le paiement de dépenses budgétaires et autres et les actifs non liquides, indisponibles à court et moyen terme pour la gestion de trésorerie journalière.

#### ACTIF CIRCULANT LIQUIDE, DISPONIBLE POUR LA GESTION DE TRESORERIE JOURNALIERE

D'après la loi du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la Trésorerie de l'Etat, la Trésorerie de l'Etat est le seul comptable public mandaté à centraliser toutes les recettes de l'Etat et à qui incombe, compte tenu des opérations de paiement de dépenses budgétaires, de faire une gestion de trésorerie journalière. Cette fonction est assurée par la section gestion financière à la Trésorerie de l'Etat dans le respect des décisions prises en la matière par le Gouvernement en Conseil et des directives du Directeur du Trésor.

Cette position reprend les avoirs sur comptes bancaires de la Trésorerie de l'Etat qui sont disponibles à court terme pour répondre au paiement des dépenses imminentes de l'Etat.

#### ***Compte courant BCEE:***

Ce compte constitue le compte pivot où toutes les opérations de centralisation des recettes et dépenses ont lieu.

#### ***Montant net à recevoir de l'EPT dans le cadre des CCP de l'Etat***

Figure sous cette position, le montant net restant à verser par l'EPT à l'Etat dans le cadre des CCP de l'Etat. Il s'agit donc d'une créance que l'Etat a sur l'EPT et qui est réalisée endéans trois jours de valeur. (cf. point C.1.2.2. du Passif !)

#### ***Dépôts bancaires à terme adjugés:***

A fin décembre un montant total de 795 millions EUR est déposé à terme auprès de la BCEE.

#### ***Compte courant BCLX:***

Ce compte est très peu utilisé et l'encaisse y détenue est par conséquent très basse.

L'actif circulant liquide au 31 décembre 2015 se chiffre à 857,7 millions EUR, ce qui correspond à 50,8 % du total de l'actif circulant.

## ACTIF CIRCULANT NON LIQUIDE, INDISPONIBLE A LA GESTION DE TRESORERIE JOURNALIERE

### *Trésorerie de l'Etat*

- *BCLX compte spécial circulation monétaire*

Sur ce compte de la Trésorerie auprès de la BCL sont comptabilisées les opérations de mise en circulation, respectivement de retrait de la circulation des pièces en euros émises par le Trésor luxembourgeois. L'avoir de ce compte représente donc à tout moment la contrevaleur de la circulation monétaire des pièces en euros. Une convention entre l'Etat et la BCL fixe la rémunération sur ce compte à la moitié du taux de la facilité de dépôt fixé par la Banque Centrale Européenne. Ce dernier taux est fixé depuis le 9 septembre 2015 à -0,30%. Par cette même convention, l'Etat s'est engagé de ne pas toucher à l'avoir sur ce compte, d'où son indisponibilité pour la gestion de trésorerie journalière.

- *BCLX dépôt spécial ancien or SREL*

Sous ce point figurent 1.800 pièces d'or de type Louis d'or déposées par le SREL auprès de la BCL mais qui restent la propriété de l'Etat et qui peuvent être retirées à tout moment. La valeur actuelle est évaluée à 380.000 EUR.

- *Placements hors marché*

Un montant total de 553,5 millions EUR est placé par la Trésorerie de l'Etat à des conditions hors marché.

- *Actifs financiers reçus en vertu de dispositions légales ou réglementaires*

Cette rubrique reprend les différents actifs que la Trésorerie de l'Etat a reçus en dépôt en vertu de dispositions légales ou réglementaires. Il s'agit de cautionnements que le Casino de Jeux de Mondorf, KUWAIT PETROLIUM Luxembourg S.A. et BP Luxembourg S.A. sont tenus de faire auprès de la Trésorerie ainsi que des cautionnements à faire par les conservateurs des hypothèques de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines. Ces actifs sont évidemment exactement contrebalancés par les créances que ces tiers ont sur l'Etat en raison de ces dépôts et inscrites au passif circulant aux rubriques 2.1.10 respectivement 2.1.11.

**Remarque : A partir de décembre 2010 les actifs financiers reçus en vertu de dispositions légales ou réglementaires sont enlevés de la rubrique B. de l'actif immobilisé du bilan pour être transférés vers la rubrique A. de l'actif circulant. Ainsi on arrive à isoler sous la rubrique B. les actifs immobilisés exclusivement acquis par dépense budgétaire.**

Comme ces encaisses sont détenus en vue de remboursements d'impôts respectivement le paiement direct de dépenses, elles ne sont pas disponibles non plus pour la gestion de trésorerie journalière au niveau de la Trésorerie de l'Etat.

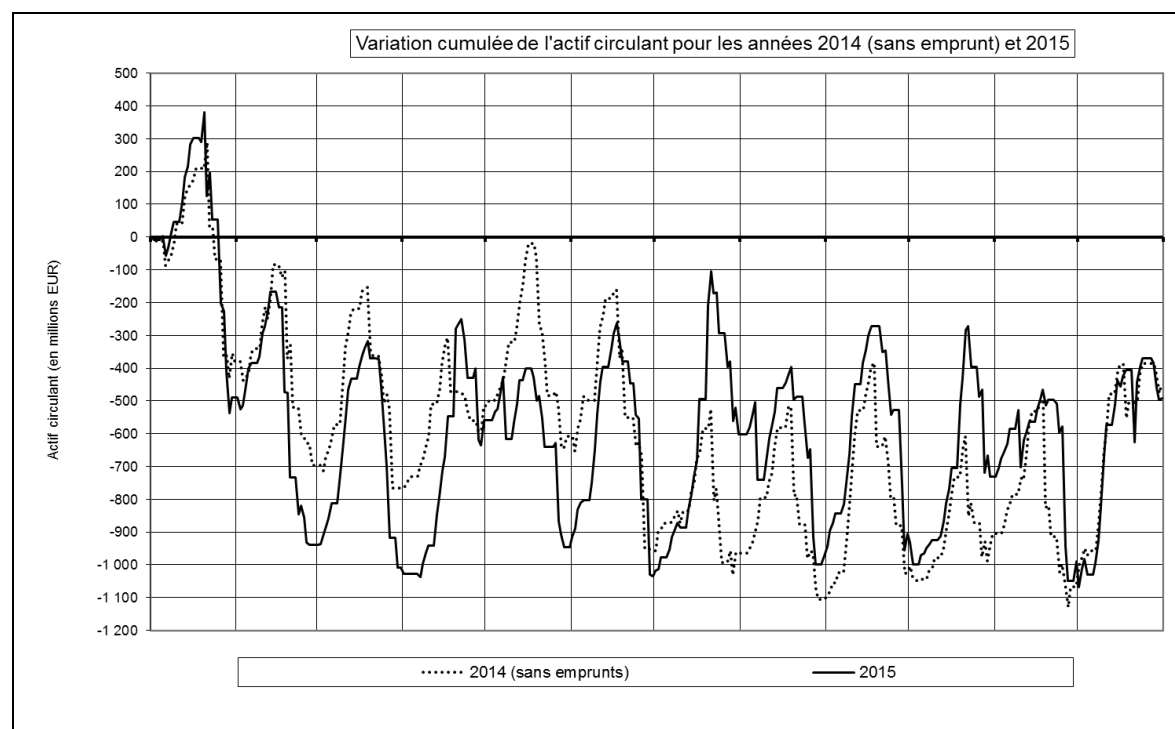
L'actif circulant non liquide au 31 décembre 2015 se chiffre à 831,2 millions EUR, ce qui correspond à 49,2 % du total de l'actif circulant.

Par rapport au 31 décembre 2014, l'actif circulant de l'Etat a diminué de 492,8 millions EUR. Du côté passif circulant, les fonds de tiers ont augmenté de 55,5 millions EUR et les fonds propres de l'Etat ont diminué de 548,3 millions EUR par rapport à fin 2014.

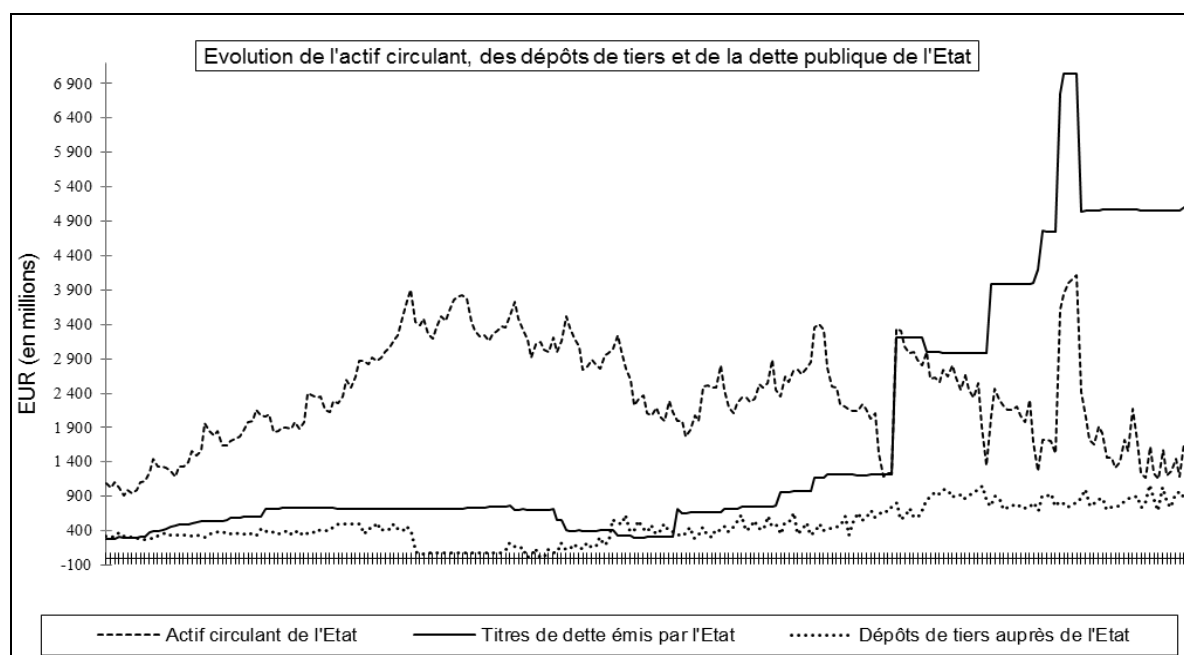
Le graphique I représente la variation cumulée de l'actif circulant des années 2014 et 2015, abstraction faite (pour des raisons de comparabilité) de l'opération d'emprunt Sukuk de 200 millions EUR en octobre 2014. L'année 2015 clôture avec une consommation nette de liquidités de 492,8 millions EUR et un coussin de liquidités restant disponibles de 857,7 millions EUR. L'année 2015 était ainsi très proche de l'année 2014 avec une consommation nette de 444,2 millions EUR.

La variation cumulée des actifs financiers au 31 décembre n'est toutefois pas à confondre avec le résultat budgétaire de la même année. En effet, le solde cumulé est un chiffre de trésorerie connu au centime près le lendemain du 31 décembre tandis que le solde budgétaire est un chiffre comptable qui se rapporte à une période de 16 mois.

**Graphique I**



## Graphique II



### ***b) ACTIF IMMOBILISE ACQUIS PAR DEPENSE BUDGETAIRE***

Cette position reprend tous les actifs financiers qui à travers les différents exercices budgétaires, y compris l'exercice courant, ont été acquis et payés au moyen d'une ordonnance à charge d'un article de dépense du budget afférent. Le montant inscrit à cette position de l'actif correspond à la valeur de marché pour autant que celle-ci est disponible, sinon pour la valeur nominale. Au passif, ces actifs financiers sont donc logiquement identifiés comme fonds propres de l'Etat. On peut les qualifier de réserves « secondaires » de l'Etat, par opposition aux réserves primaires figurant au passif circulant, parce que ces réserves ne sont pas destinées à être consommées à court ou moyen terme.

Remarque : A partir de décembre 2010 les actifs financiers reçus en vertu de dispositions légales ou réglementaires sont enlevés de la rubrique B. de l'actif immobilisé du bilan pour être transférés vers la rubrique A. de l'actif circulant. Ainsi on arrive à isoler sous la rubrique B. les actifs immobilisés exclusivement acquis par dépense budgétaire.

### **PARTICIPATIONS DE L'ETAT**

Cette position comprend les participations de l'Etat. Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 8 juin 1999 la Trésorerie est tenue et habilitée à établir un registre de ces participations. Les tableaux VII et VIIbis recensent les participations actuellement enregistrées par la Trésorerie de l'Etat et les répartit en quatre catégories :

### ***Sociétés de droit privé cotées en Bourse (valeur de marché)***

Cette catégorie reprend les sociétés dont les actions sont cotées en bourse. Leur valeur de marché actuelle est calculée en appliquant la cote officielle de la Bourse de Luxembourg.

### ***Sociétés de droit privé non cotées en Bourse (valeur nominale)***

Sous ce point figurent les prises de participation dans des sociétés dont les actions ne sont pas cotées en bourse.

### ***Etablissements publics (valeur nominale)***

Cette catégorie regroupe les participations de l'Etat dans des établissements publics autres que du domaine de la sécurité sociale.

### ***Institutions financières internationales (valeur nominale)***

Ici sont reprises les prises de capital de l'Etat luxembourgeois dans les différentes institutions financières internationales.

La valeur totale du portefeuille des participations de l'Etat peut être évaluée au 31 décembre 2015 à quelques 4,32 milliards EUR. Il est évident que partie de cette valeur correspond à une valeur nominale et non à la valeur de marché réelle !

### **OCTROIS DE CREDITS PAR L'ETAT**

En dehors de l'acquisition de participations, l'Etat a procédé par la voie de dépenses budgétaires à des affectations de fonds remboursables auprès de la SNCI (pour les prêts d'Etat à Etat) et de la S.A. Cruchterhombusch.

# TRESORERIE DE L'ETAT

## Section gestion financière

### I. Participations directes de l'Etat dans le capital de sociétés de droit privé (en EUR)

Situation au 31/12/2015 (données à jour suivant publications au Mémorial C)

| Dénomination   | Ministère de tutelle | capital social   | nombre d'actions émises | valeur nom./compt. d'une action | nbre. d'actions appart. à l'Etat | taux de participation | valeur nom./compt. de la participation | valeur de marché d'une action | valeur de marché de la participation | participation supplémentaire indirecte de | via           |
|--|----------------------|------------------|-------------------------|---------------------------------|----------------------------------|-----------------------|--|-------------------------------|--------------------------------------|---|---------------|
| <b>A. Sociétés cotées en bourse</b>  |                      |                  |                         |                                 |                                  |                       |  |                               |                                      |   |               |
| ARCELOR MITTAL S.A.  | Economie             | 6 428 005 991,80 | 1 560 914 610           | 4,12                            | 38 965 330                       | 2,496%                | 160 463 213,75                         | 3,907                         | 152 237 544,31                       | ?   | BCEE/SNCI     |
| APERAM S.A.  | Economie             | 408 831 000,00   | 78 049 730              | 5,24                            | 1 618 266                        | 2,073%                | 8 476 612,37                           | 32,780                        | 53 046 759,48                        | ?   | BCEE/SNCI     |
| BNP PARIBAS S.A.   | Finances             | 2 489 237 838,00 | 1 244 618 919           | 2,00                            | 12 217 549                       | 0,982%                | 24 435 098,00                          | 52,230                        | 638 122 584,27                       |   |               |
| BNP PARIBAS S.A. (participation supplémentaire par conversion du dividende 2009)                         | Finances             | 2 489 237 838,00 | 1 244 618 919           | 2,00                            | 349 373                          | 0,028%                | 698 746,00                             | 52,230                        | 18 247 751,79                        |   |               |
| BNP PARIBAS S.A. (participation supplémentaire par opération blanche ds augmentation de capital de 2009) | Finances             | 2 489 237 838,00 | 1 244 618 919           | 2,00                            | 307 590                          | 0,025%                | 615 180,00                             | 52,230                        | 16 065 425,70                        |   |               |
| SES GLOBAL S.A. (FDR = Fiduciary Depositary Receipt) (actions A)   | Etat                 | 644 250 000,00   | 515 400 000             | 1,25                            | 6 803 298                        | 1,320%                | 8 504 122,50                           | 25,645                        | 174 470 577,21                       | 2,749%                                    | BCEE/SNCI     |
| SES GLOBAL S.A. (actions B)  | Etat                 | 644 250 000,00   | 515 400 000             | 1,25                            | 59 669 195                       | 11,577%               | 74 586 493,75 1)                       | 10,258 2)                     | 612 086 602,31                       | 21,756%                                   | BCEE/SNCI     |
| SOCIETE ELECTRIQUE DE L'OUR S.A.   | Economie/Energie     | 31 062 500,00    | 250 000                 | 124,25                          | 100 765                          | 40,306%               | 12 520 051,25                          | 250,000                       | 25 191 250,00                        |   |               |
| <b>Total A.</b>  |                      |                  |                         |                                 |                                  |                       | <b>290 299 517,62</b>                  |                               | <b>1 689 468 495,07</b>              |   |               |
| <b>B. Sociétés non cotées en bourse</b>  |                      |                  |                         |                                 |                                  |                       |  |                               |                                      |   |               |
| AGENCE DE TRANSFERT DE TECHNOLOGIE FINANCIERE (ATTF) Luxembourg S.A.                                     | Finances             | 37 000,00        | 37                      | 1 000,00                        | 37                               | 100,000%              | 37 000,00                              | n.d.                          | n.d.                                 |   |               |
| ALSA S.A.  | Transports           | 500 000,00       | 500                     | 1 000,00                        | 500                              | 100,000%              | 500 000,00                             | n.d.                          | n.d.                                 |   |               |
| BGL BNP PARIBAS S.A.   | Finances             | 713 127 910,00   | 27 979 135              | 25,49                           | 9 512 542                        | 33,999%               | 242 454 214,37                         | n.d.                          | n.d.                                 |   |               |
| BIL S.A.   | Finances             | 141 224 090,00   | 2 017 487               | 70,00                           | 201 589                          | 9,992%                | 14 111 230,00                          | n.d.                          | n.d.                                 |   |               |
| CARGOLUX AIRLINES INTERNATIONAL S.A.   | Transports           | 482 219 443,37   | 20 939 223              | 23,03                           | 1 741 467                        | 8,317%                | 40 105 081,62                          | n.d.                          | n.d.                                 | 21,580%                                   | BCEE/SNCI     |
| CREOS LUXEMBOURG S.A.  | Economie/Energie     | 198 851 260,00   | 9 942 563               | 20,00                           | 227 025                          | 2,283%                | 4 540 500,00                           | n.d.                          | n.d.                                 |   |               |
| CRUCHTERHOMBUSCH S.A.  | Transports           | 681 707,19       | 27 500                  | 24,79                           | 9 900                            | 36,000%               | 245 414,59                             | n.d.                          | n.d.                                 | 12,000%                                   | BCEE          |
| ENERGIEAGENCE (anc. AGENCE DE L'ENERGIE)   | Economie/Energie     | 372 000,00       | 372 000                 | 1,00                            | 186 000                          | 50,000%               | 186 000,00                             | n.d.                          | n.d.                                 |   |               |
| ENOVOS INTERNATIONAL S.A. (anc. CEGEDEL & SOTEG )  | Economie/Energie     | 90 962 900,00    | 909 629                 | 100,00                          | 231 405                          | 25,439%               | 23 140 500,00                          | n.d.                          | n.d.                                 | 10,048%                                   | SNCI          |
| LUX DEVELOPMENT S.A.   | Aff. Etr.            | 250 000,00       | 400                     | 625,00                          | 393                              | 98,250%               | 245 625,00                             | n.d.                          | n.d.                                 | 1,750%                                    | SNCI          |
| LUXAIR S.A.  | Transports           | 13 750 000,00    | 110 000                 | 125,00                          | 42 958                           | 39,053%               | 5 369 750,00                           | n.d.                          | n.d.                                 | 21,810%                                   | BCEE          |
| LUXCONNECT S.A.  | Etat/Communicat.     | 75 000 000,00    | 1 250                   | 60 000,00                       | 1 249                            | 99,920%               | 74 940 000,00                          | n.d.                          | n.d.                                 | 0,020%                                    | SNCI          |
| LUXEMBOURG CONGRES S.A.  | Economie             | 250 000,00       | 100                     | 2 500,00                        | 84                               | 84,000%               | 210 000,00                             | n.d.                          | n.d.                                 | 4,000%                                    | FUAPK/ONT     |
| LUXEMBOURG MICROFINANCE AND DEVELOPMENT FUND S.A. (actions classe A)                                     | Coopération          | n.d.             | n.d.                    | 25,00                           | 131 347,257                      | n.d.                  | 3 283 681,43                           | n.d.                          | n.d.                                 |   |               |
| LUXEMBOURG MICROFINANCE AND DEVELOPMENT FUND S.A. (actions classe B)                                     | Finances             | n.d.             | n.d.                    | 100,00                          | 74 427,183                       | n.d.                  | 7 442 718,30                           | n.d.                          | n.d.                                 |   |               |
| LUXEMBOURG TREASURY SECURITIES S.A.  | Finances             | 31 000,00        | 310,00                  | 100,00                          | 310,000                          | 100,00%               | 31 000,00                              | n.d.                          | n.d.                                 |   |               |
| LUXGOVSAT S.A.   | Défense              | 31 666 666,00    | 31 666 666              | 1,00                            | 15 833 333                       | 50,000%               | 15 833 333,00                          | n.d.                          | n.d.                                 |   |               |
| LUXTRAM S.A.   | MDDI                 | 6 000 000,00     | 6 000 000               | 1,00                            | 4 000 000                        | 66,667%               | 4 000 000,00                           | n.d.                          | n.d.                                 |   |               |
| LUXTRUST S.A.  | Economie             | 5 295 973,00     | 5 295 973               | 1,00                            | 2 394 676                        | 45,217%               | 2 394 676,00                           | n.d.                          | n.d.                                 | 36,232%                                   | SNCI/BCEE/P&T |
| PAUL WURTH S.A.  | Economie             | 13 773 600,00    | 19 130                  | 720,00                          | 2 100                            | 10,978%               | 1 512 000,00                           | n.d.                          | n.d.                                 | 29,800%                                   | SNCI/BCEE     |
| SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AGORA S.A.R.L.  | Fin/Eco/Int/Env      | 100 000,00       | 100                     | 1 000,00                        | 50                               | 50,000%               | 50 000,00                              | n.d.                          | n.d.                                 |   |               |
| SOCIETE DE DEVELOPPEMENT AGORA S.A.R.L. et CIE. S.E.C.S.   | Fin/Eco/Int/Env      | 28 240 000,00    | 2 824                   | 10 000,00                       | 1 411                            | 49,965%               | 14 110 000,00                          | n.d.                          | n.d.                                 |   |               |
| SOCIETE DE LA BOURSE DE LUXEMBOURG S.A.  | Finances             | 14 179 350,00    | 94 529                  | 150,00                          | 11 708                           | 12,386%               | 1 756 200,00                           | n.d.                          | n.d.                                 | 21,500%                                   | BCEE          |
| SOCIETE DE L'AEROPORT DE LUXEMBOURG S.A.   | Transports           | 7 577 000,00     | 7 577                   | 1 000,00                        | 7 577                            | 100,000%              | 7 577 000,00                           | n.d.                          | n.d.                                 |   |               |
| SOCIETE DU PORT FLUVIAL DE MERTERT S.A.  | Transports           | 250 000,00       | 2 000                   | 125,00                          | 1 000                            | 50,000%               | 125 000,00                             | n.d.                          | n.d.                                 |   |               |
| SOCIETE IMMOBILIERE DU PARC DES EXPOSITIONS DE LUXEMBOURG S.A.   | Economie/Finances    | 17 119 000,00    | 6 906                   | 2 478,86                        | 4 586                            | 66,406%               | 11 368 047,21                          | n.d.                          | n.d.                                 | 33,594%                                   | FUAPK         |
| SOCIETE NATIONALE DE CERTIFICATION ET D'PHOMOLOGATION S.A.R.L.   | Transports           | 3 500 000,00     | 4 000                   | 875,00                          | 482                              | 12,050%               | 421 750,00                             | n.d.                          | n.d.                                 |   |               |
| SOCIETE NATIONALE DE CIRCULATION AUTOMOBILE S.A.R.L. (anc. SNCT S.A.R.L.)                                | Transports           | 2 500 000,00     | 500                     | 5 000,00                        | 375                              | 75,000%               | 1 875 000,00                           | n.d.                          | n.d.                                 | 20,000%                                   | BCEE          |
| SOCIETE NATIONALE DES HABITATIONS A BON MARCHÉ S.A.R.L.  | Logement             | 30 000 000,00    | 7 000                   | 4 285,71                        | 3 575                            | 51,071%               | 15 321 428,57                          | n.d.                          | n.d.                                 | 11,000%                                   | BCEE          |
| S.O.L.E.I.L. S.A.  | Economie             | 5 000 000,00     | 5 000                   | 1 000,00                        | 2 250                            | 45,000%               | 2 250 000,00                           | n.d.                          | n.d.                                 |   |               |
| SUDCAL S.A.  | Economie             | 31 000,00        | 3 100                   | 10,00                           | 3 098                            | 99,935%               | 30 980,00                              | n.d.                          | n.d.                                 |   |               |
| TECHNOPORT S.A.  | Economie             | 2 000 000,00     | 2 000                   | 1 000,00                        | 1 500                            | 75,000%               | 1 500 000,00                           | n.d.                          | n.d.                                 | 25,000%                                   | SNCI          |
| <b>Total B.</b>  |                      |                  |                         |                                 |                                  |                       | <b>496 968 130,08</b>                  |                               |                                      |   |               |
| <b>Total I.</b>  |                      |                  |                         |                                 |                                  |                       | <b>787 267 647,70</b>                  |                               |                                      |   |               |

1) valeur d'acquisition =6,60 € /action

2) valeur de marché de la participation calculée avec 40% de la valeur de marché d'un FDR

Remarque: Ce tableau ne tient pas compte des participations que des établissements publics comme p.ex. la BCEE, la SNCI ou les P&T peuvent avoir dans d'autres sociétés de droit privé, dans lesquelles l'Etat ne détient pas de participation directe.

### II. Participations de l'Etat dans le capital d'institutions financières internationales (en EUR)

Situation au 31/12/2015

| Dénomination   | Ministère de tutelle | capital social souscrit | nombre de parts sociales souscrites | valeur nominale d'une part sociale | nbre. de parts sociales souscr. par le Luxbg | taux de participation | valeur nominale de la souscription | capital appelé        | % appelé | capital appelé versé en espèces | capital appelé versé en bons du Trésor | capital appelé restant à verser |
|--|----------------------|-------------------------|-------------------------------------|------------------------------------|--|-----------------------|------------------------------------|-----------------------|----------|---------------------------------|--|---------------------------------|
| Council of Europe Development Bank (CEB)                     | Finances             | EUR 3 303 450 000,00    | 3 303 450                           | 1 000,00                           | 20 849                                       | 0,6311%               | 20 849 000,00                      | 2 301 480,00          | 11,04%   | 2 301 480,00                    | 0,00                                   | 0,00                            |
| European Bank for Reconstruction and Development (EBRD)      | Finances             | EUR 19 793 500 000,00   | 1 979 350                           | 10 000,00                          | 4 000  | 0,2021%               | 40 000 000,00                      | 10 500 000,00         | 26,25%   | 10 500 000,00                   | 0,00                                   | 0,00                            |
| European Financial Stability Facility (EFSF)                 | Finances             | EUR 28 513 396,92       | 2 851 339 692                       | 0,01                               | 7 119 129                                    | 0,2497%               | 71 191,29                          | 71 191,29             | 100,00%  | 71 191,29                       | 0,00                                   | 0,00                            |
| European Investment Bank (EIB)                               | Finances             | EUR 242 392 989 000,00  | n.d.                                | n.d.                               | n.d.   | 0,1135%               | 275 054 500,00                     | 24 532 850,00         | 8,92%    | 24 532 850,00                   | 0,00                                   | 0,00                            |
| European Stability Mechanism (ESM)                           | Finances             | EUR 701 935 300 000,00  | 7 019 353                           | 100 000,00                         | 17 528                                       | 0,2497%               | 1 752 800 000,00                   | 200 320 000,00        | 11,43%   | 200 320 000,00                  | 0,00                                   | 0,00                            |
| <b>Total EUR</b>   |                      |                         |                                     |                                    |  |                       | <b>2 088 774 691,29</b>            | <b>237 725 521,29</b> |          | <b>237 725 521,29</b>           | <b>0,00</b>                            | <b>0,00</b>                     |
| International Monetary Fund (IMF)                            | Finances             | SDR 238 118 000 000,00  | n.d.                                | n.d.                               | n.d.   | 0,1758%               | 418 700 000,00                     | 104 675 000,00        | 25,00%   | 104 675 000,00                  | 0,00                                   | 0,00                            |
| <b>Total SDR en EUR (1 SDR = 1,2728 EUR)</b>                 |                      |                         |                                     |                                    |  |                       | <b>532 921 360,00</b>              | <b>133 230 340,00</b> |          | <b>133 230 340,00</b>           | <b>0,00</b>                            | <b>0,00</b>                     |
| African Development Bank (AfDB)                              | Finances             | UA 651 332 220 000,00   | 65 133 222                          | 10 000,00                          | 13 256                                       | 0,0204%               | 132 560 000,00                     | 7 950 000,00          | 6,00%    | 1 987 500,00                    | 0,00                                   | 5 962 500,00                    |
| <b>Total UA en EUR (1 UA = 1,2579 EUR)</b>                   |                      |                         |                                     |                                    |  |                       | <b>166 747 224,00</b>              | <b>10 000 305,00</b>  |          | <b>2 500 765,25</b>             | <b>0,00</b>                            | <b>7 500 228,75</b>             |
| Asian Development Bank (ADB)                                 | Finances             | USD 128 342 768 246,00  | 10 638 933                          | 12 063,50                          | 36 120                                       | 0,3395%               | 435 733 620,00                     | 21 834 935,00         | 5,01%    | 16 258 702,76                   | 5 576 232,24                           | 0,00                            |
| Asian Investment and Infrastructure Bank (AIIB)              | Finances             | USD 100 000 000 000,00  | 1 000 000                           | 100 000,00                         | 697  | 0,0697%               | 69 700 000,00                      | 13 900 000,00         | 19,94%   | 0,00                            | 0,00                                   | 13 900 000,00                   |
| International Bank for Reconstruction and Development (IBRD) | Finances             | USD 253 366 795 260,00  | 2 100 276                           | 120 635,00                         | 2 289  | 0,1090%               | 276 133 515,00                     | 16 568 010,90         | 6,00%    | 16 568 010,90                   | 0,00                                   | 0,00                            |
| International Finance Corporation (IFC)                      | Finances             | USD 2 365 634 000,00    | 2 365 634                           | 1 000,00                           | 2 139  | 0,0904%               | 2 139 000,00                       | 2 139 000,00          | 100,00%  | 2 139 000,00                    | 0,00                                   | 0,00                            |
| Multilateral Investment Guarantee Agency (MIGA)              | Finances             | USD 1 899 927 080,00    | 175 594                             | 10 820,00                          | 204  | 0,1162%               | 2 207 280,00                       | 419 080,00            | 18,99%   | 293 568,00                      | 125 512,00                             | 0,00                            |
| <b>Total USD</b>   |                      |                         |                                     |                                    |  |                       | <b>785 913 415,00</b>              | <b>54 861 025,90</b>  |          | <b>35 259 281,66</b>            | <b>5 701 744,24</b>                    | <b>13 900 000,00</b>            |
| <b>Total USD en EUR (1 USD = 0,9185 EUR)</b>                 |                      |                         |                                     |                                    |  |                       | <b>721 861 471,68</b>              | <b>50 389 852,29</b>  |          | <b>32 385 650,20</b>            | <b>5 237 052,08</b>                    | <b>12 767 150,00</b>            |
| <b>Total II.</b>   |                      |                         |                                     |                                    |  |                       | <b>3 510 304 746,97</b>            | <b>431 346 018,58</b> |          | <b>405 841 587,74</b>           | <b>5 237 052,08</b>                    | <b>20 267 378,75</b>            |



TRESORERIE DE L'ETAT

Section gestion financière

III. Participations de l'Etat dans le capital d'établissements publics (EP), fondations (F) et groupements d'intérêt économique (GIE) autres que du domaine de la sécurité sociale (en EUR)

Situation au 31/12/2015

| Dénomination   | Ministère de tutelle   |      | capital social<br>souscrit | nombre de<br>parts sociales | valeur nominale<br>d'une part sociale | nbre. de parts<br>sociales souscr. | taux de<br>participation | valeur nominale<br>de la participation | capital social<br>souscrit non versé | autorisation de<br>contracter des emprunts | engagement financier<br>de l'Etat      | Contrôle par<br>Cour des Comptes | Base légale  |
|--|------------------------|------|----------------------------|-----------------------------|---------------------------------------|------------------------------------|--------------------------|--|--------------------------------------|--|--|----------------------------------|--|
| Agence nationale de stockage de produits pétroliers                                  | Economie               | GIE  | n.d.                       | n.d.                        | n.d.                                  | n.d.                               | n.d.                     | n.d.                                   |                                      | non  | dotation budgétaire                    | -                                | loi du 10 février 2015                                 |
| Agence pour la normalisation et l'économie de la connaissance                        | Economie               | GIE  | n.d.                       | n.d.                        | n.d.                                  | n.d.                               | n.d.                     | n.d.                                   |                                      | non  | dotation budgétaire                    | -                                | acte de constitution di 4 octobre 2010                 |
| Autorité luxembourgeoise indépendante de l'audiovisuel (ALIA)                        | Etat                   | EP   | n.d.                       | n.d.                        | n.d.                                  | n.d.                               | n.d.                     | n.d.                                   |                                      | non  | dotation budgétaire                    | non                              | loi du 27 août 2013                                    |
| Banque Centrale du Luxembourg (BCL)  | Finances               | EP   | 175 000 000,00             | 1                           | 175 000 000,00                        | 1                                  | 100,000%                 | 175 000 000,00                         |                                      | oui  | capital souscrit                       | non                              | loi du 23 décembre 1998                                |
| Banque et Caisse d'Epargne de l'Etat (BCEE)  | Finances               | GIE  | 173 525 467,34             | 1                           | 173 525 467,34                        | 1                                  | 100,000%                 | 173 525 467,34                         |                                      | oui  | capital souscrit                       | non                              | loi du 24 mars 1989                                    |
| Buanderie centrale GIE   | Justice                | GIE  | n.d.                       | n.d.                        | n.d.                                  | n.d.                               | n.d.                     | n.d.                                   |                                      | non  | dotation budgétaire                    | non                              | -  |
| Centre Culturel de Rencontre Abbaye de Neumünster                                    | Culture                | EP   | p.m.                       | p.m.                        | p.m.                                  | p.m.                               | 100,000%                 | p.m.                                   |                                      | non  | dotation budgétaire                    | oui                              | loi du 24 juillet 2001                                 |
| Centre de coordination pour projets d'établissement                                  | Education nationale    | EP   | p.m.                       | p.m.                        | p.m.                                  | p.m.                               | 100,000%                 | p.m.                                   |                                      | non  | dotation budgétaire                    | non                              | loi du 4 septembre 1990 / régl. g.-d. du 10 août 1991  |
| Centre de musiques amplifiées (Rockhal)  | Culture                | EP   | p.m.                       | p.m.                        | p.m.                                  | p.m.                               | 100,000%                 | p.m.                                   |                                      | non  | dotation budgétaire                    | oui                              | loi du 26 mai 2004                                     |
| Centre de prévention des toxicomanies  | Education nationale    | EP   | p.m.                       | p.m.                        | p.m.                                  | p.m.                               | 100,000%                 | p.m.                                   |                                      | non  | dotation budgétaire                    | oui                              | loi du 25 novembre 1994                                |
| Centre de recherches et d'études européennes Robert SCHUMAN                          | Etat                   | EP   | p.m.                       | p.m.                        | p.m.                                  | p.m.                               | 100,000%                 | p.m.                                   |                                      | non  | dotation budgétaire                    | oui                              | loi du 24 juillet 2001                                 |
| Centre européen des consommateurs GIE  | Economie               | GIE  | n.d.                       | n.d.                        | n.d.                                  | n.d.                               | n.d.                     | n.d.                                   |                                      | non  | dotation budgétaire                    | non                              | -  |
| Centre national sportif et culturel  | Sports                 | EP   | p.m.                       | 1                           | p.m.                                  | 1                                  | 100,000%                 | p.m.                                   |                                      | oui  | dotation budgétaire                    | oui                              | loi du 29 juin 2000                                    |
| Centre virtuel de la connaissance sur l'Europe                                       | Ens. Sup. et Recherche | EP   | p.m.                       | p.m.                        | p.m.                                  | p.m.                               | 100,000%                 | p.m.                                   |                                      | oui ?                                      | dotation budgétaire                    | oui                              | loi du 7 août 2002                                     |
| Commissariat aux assurances  | Finances               | EP   | p.m.                       | 1                           | p.m.                                  | 1                                  | 100,000%                 | p.m.                                   |                                      | non  | dotation budgétaire                    | non                              | loi du 6 décembre 1991                                 |
| Commission de surveillance du secteur financier (CSSF)                               | Finances               | EP   | p.m.                       | 1                           | p.m.                                  | 1                                  | 100,000%                 | p.m.                                   |                                      | non  | apport 100 mio luf / dotation annuelle | non                              | loi du 23 décembre 1998                                |
| Commission des normes comptables GIE   | Finances / Justice     | GIE  | n.d.                       | n.d.                        | n.d.                                  | n.d.                               | n.d.                     | n.d.                                   |                                      | non  | dotation budgétaire                    | non                              | -  |
| Commission nationale pour la protection des données                                  | Etat/Communications    | EP   | p.m.                       | 1                           | p.m.                                  | 1                                  | 100,000%                 | p.m.                                   |                                      | non  | apport 200.000 € / dotation anuelle    | non                              | loi du 2 août 2002                                     |
| Communauté des transports (Verkeiersverbond)   | Transports             | EP   | p.m.                       | p.m.                        | p.m.                                  | p.m.                               | 100,000%                 | p.m.                                   |                                      | non  | -                                      | non                              | loi du 29 juin 2004                                    |
| CRTI-B   | Economie               | GIE  | p.m.                       | p.m.                        | p.m.                                  | p.m.                               | 100,000%                 | p.m.                                   |                                      | non  | -                                      | non                              | -  |
| Entreprise des P&T   | Economie               | EP   | 631 848 607,41             | 1                           | 631 848 607,41                        | 1                                  | 100,000%                 | 631 848 607,41                         |                                      | oui  | -                                      | non                              | loi du 10 août 1992 / loi du 25 avril 2005             |
| Fondation de Luxembourg  | Justice/Finances       | F    | 5 000 000,00               | 2                           | 2 500 000,00                          | 1                                  | 50,000%                  | 2 500 000,00                           |                                      | non  | -                                      | non                              | -  |
| Fondation Musée d'Art Moderne Grand-Duc Jean (MUDAM)                                 | Culture                | F    | p.m.                       | p.m.                        | p.m.                                  | p.m.                               | 100,000%                 | p.m.                                   |                                      | non  | apport 20 mio luf / dotation annuelle  | non                              | loi du 28 avril 1998                                   |
| Fondation Restena  | Ens. Sup. et Recherche | F    | p.m.                       | p.m.                        | p.m.                                  | p.m.                               | 100,000%                 | p.m.                                   |                                      | non  | dotation budgétaire                    | non                              | Publication Mémorial C                                 |
| Fonds Belval   | Travaux publics        | EP   | 3 500 000,00               | 1                           | 3 500 000,00                          | 1                                  | 100,000%                 | 3 500 000,00                           |                                      | oui  | -                                      | oui                              | loi du 25 juillet 2002                                 |
| Fonds culturel national  | Culture                | EP   | p.m.                       | p.m.                        | p.m.                                  | p.m.                               | 100,000%                 | p.m.                                   |                                      | non  | -                                      | oui                              | loi du 4 mars 1982                                     |
| Fonds d'assainissement de la Cité Syrdall  | Logement               | EP   | p.m.                       | p.m.                        | p.m.                                  | p.m.                               | 100,000%                 | p.m.                                   |                                      | oui  | -                                      | oui                              | loi du 10 décembre 1998                                |
| Fonds de lutte contre les stupéfiants  | Finances               | EP   | p.m.                       | p.m.                        | p.m.                                  | p.m.                               | 100,000%                 | p.m.                                   |                                      | non  | apport de 100.000 luf                  | oui                              | loi du 17 mars 1992                                    |
| Fonds de rénovation de la Vieille Ville (FRVV)                                       | Travaux publics        | EP   | 23 282 035,90              | 1                           | 23 282 035,90                         | 1                                  | 100,000%                 | 23 282 035,90                          |                                      | oui  | -                                      | oui                              | loi du 29 juillet 1993 / mod par loi budgétaire 2009   |
| Fonds de solidarité viticole   | Agriculture            | EP   | p.m.                       | p.m.                        | p.m.                                  | p.m.                               | 100,000%                 | p.m.                                   |                                      | non  | dotation budgétaire                    | oui                              | loi du 23 avril 1965 / loi du 23 décembre 1978         |
| Fonds du logement  | Logement               | EP   | p.m.                       | 1                           | p.m.                                  | 1                                  | 100,000%                 | p.m.                                   |                                      | oui  | dotation budgétaire                    | oui                              | loi du 25 février 1979                                 |
| Fonds d'urbanisation et d'aménagement du plateau de Kirchberg (FUAPK)                | Travaux publics        | EP   | p.m.                       | 1                           | p.m.                                  | 1                                  | 100,000%                 | p.m.                                   |                                      | oui  | -                                      | oui                              | loi du 7 août 1961                                     |
| Fonds national de la recherche   | Ens. Sup. et Recherche | EP   | p.m.                       | p.m.                        | p.m.                                  | p.m.                               | 100,000%                 | p.m.                                   |                                      | oui ?                                      | dotation budgétaire                    | non                              | loi di 31 mai 1999                                     |
| Fonds national de soutien à la production audiovisuelle                              | Etat                   | EP   | p.m.                       | 1                           | p.m.                                  | 1                                  | 100,000%                 | p.m.                                   |                                      | non  | dotation budgétaire                    | oui                              | loi du 11 avril 1990                                   |
| Fonds national de solidarité   | Famille                | EP   | p.m.                       | p.m.                        | p.m.                                  | p.m.                               | 100,000%                 | p.m.                                   |                                      | non  | dotation budgétaire                    | oui                              | loi du 30 juillet 1960                                 |
| Fonds souverain  | Finances               | EP   | p.m.                       | p.m.                        | p.m.                                  | p.m.                               | p.m.                     | p.m.                                   |                                      | non  | dotation budgétaire                    | oui                              | loi du 19 décembre 2014                                |
| InCert GIE   | Economie               | GIE  | 1 935 000,00               | 1 935,00                    | 1 000,00                              | 1 909,00                           | 98,656%                  | 1 909 000,00                           |                                      | non  | capital souscrit                       | non                              | -  |
| Institut d'enseignement et de recherche doctoral et postdoctoral en droit procédural | Ens. Sup. et Recherche | EP   | p.m.                       | p.m.                        | p.m.                                  | p.m.                               | p.m.                     | p.m.                                   |                                      | non  | dotation budgétaire                    | non                              | -  |
| Institut de la propriété intellectuelle Luxembourg                                   | Economie               | GIE  | p.m.                       | p.m.                        | p.m.                                  | p.m.                               | p.m.                     | p.m.                                   |                                      | non  | dotation budgétaire                    | non                              | -  |
| Institut Luxembourgeois de Régulation  | Etat                   | EP   | 1 239 467,62               | 1                           | 1 239 467,62                          | 1                                  | 100,000%                 | 1 239 467,62                           |                                      | non  | dotation budgétaire                    | non                              | loi du 30 mai 2005                                     |
| Institut national pour le développement de la formation continue                     | Education nationale    | EP   | p.m.                       | p.m.                        | p.m.                                  | p.m.                               | 100,000%                 | p.m.                                   |                                      | non  | dotation budgétaire                    | non                              | loi du 1er décembre 1992                               |
| Institut Universitaire International   | Ens. Sup. et Recherche | EP   | p.m.                       | p.m.                        | p.m.                                  | p.m.                               | 100,000%                 | p.m.                                   |                                      | non  | dotation budgétaire                    | non                              | loi du 22 avril 1974                                   |
| Laboratoire national de la Santé   | Santé                  | EP   | p.m.                       | p.m.                        | p.m.                                  | p.m.                               | 100,000%                 | p.m.                                   |                                      | non  | dotation budgétaire                    | non                              | loi du 7 août 2012                                     |
| Luxembourg for Business GIE  | Economie               | GIE  | 7 250 000,00               | n.d.                        | n.d.                                  | n.d.                               | 69,000%                  | 5 000 000,00                           |                                      | non  | capital souscrit                       | non                              | -  |
| Luxembourg for Finance GIE   | Finances               | GIE  | n.d.                       | n.d.                        | n.d.                                  | n.d.                               | n.d.                     | n.d.                                   |                                      | non  | dotation budgétaire                    | non                              | -  |
| Luxembourg European Research & Administration Support                                | Economie               | GIE  | p.m.                       | p.m.                        | p.m.                                  | p.m.                               | 100,000%                 | p.m.                                   |                                      | non  | -                                      | non                              | -  |
| Luxembourg Institute of Health ( LIH )   | Ens. Sup. et Recherche | EP   | p.m.                       | p.m.                        | p.m.                                  | p.m.                               | p.m.                     | p.m.                                   |                                      | non  | dotation budgétaire                    | non                              | loi du 3 décembre 2014                                 |
| Luxembourg Institute of Science and Technology ( LIST )                              | Ens. Sup. et Recherche | EP   | p.m.                       | p.m.                        | p.m.                                  | p.m.                               | p.m.                     | p.m.                                   |                                      | non  | dotation budgétaire                    | non                              | loi du 3 décembre 2014                                 |
| Luxembourg Institute of Socio-Economic Research ( LISER )                            | Ens. Sup. et Recherche | EP   | p.m.                       | p.m.                        | p.m.                                  | p.m.                               | p.m.                     | p.m.                                   |                                      | non  | dotation budgétaire                    | non                              | loi du 3 décembre 2014                                 |
| LuxInnovation GIE  | Economie               | GIE  | 541 739,24                 | n.d.                        | n.d.                                  | n.d.                               | 50,000%                  | 270 869,62                             |                                      | non  | capital souscrit / dotation budgétaire | non                              | -  |
| Lux Tram GIE   | Transports             | GIE  | 6 600 000,00               | n.d.                        | n.d.                                  | n.d.                               | 50,000%                  | 3 300 000,00                           |                                      | non  | apport initial 3.300.000 €             | non                              | loi du 25 mars 1991                                    |
| MyEnergy GIE   | Economie               | GIE  | n.d.                       | n.d.                        | n.d.                                  | n.d.                               | n.d.                     | n.d.                                   |                                      | non  | -                                      | -                                | -  |
| Œuvre nationale de secours Grande-Duchesse Charlotte                                 | EP                     | p.m. | p.m.                       | p.m.                        | p.m.                                  | p.m.                               | 100,000%                 | p.m.                                   |                                      | non  | -                                      | oui                              | loi du 9 mai 2009                                      |
| Office du Ducroire   | Finances               | EP   | 41 777 396,57              | 1                           | 41 777 396,57                         | 1                                  | 100,000%                 | 41 777 396,57                          |                                      | non  | capital souscrit                       | non                              | loi du 24 juillet 1995                                 |
| Office national du remembrement  | Agriculture            | EP   | p.m.                       | p.m.                        | p.m.                                  | p.m.                               | 100,000%                 | p.m.                                   |                                      | non  | -                                      | oui                              | loi du 25 mai 1964                                     |
| Radio socio-culturelle RSC 100.7   | Etat/Communications    | EP   | p.m.                       | p.m.                        | p.m.                                  | p.m.                               | 100,000%                 | p.m.                                   |                                      | non  | dotation budgétaire                    | oui                              | loi du 27 juillet 1991/régl. g.-d. du 19 juin 1992     |
| Registre du commerce   | Justice                | GIE  | p.m.                       | p.m.                        | p.m.                                  | p.m.                               | n.d.                     | p.m.                                   |                                      | non  | -                                      | non                              | loi du 19 décembre 2002/régl. g.-d. du 23 janvier 2003 |
| Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte                                | Culture                | EP   | p.m.                       | p.m.                        | p.m.                                  | p.m.                               | 100,000%                 | p.m.                                   |                                      | non  | dotation budgétaire                    | oui                              | loi du 21 novembre 2002                                |
| Security made in Luxembourg (smile)  | Economie               | GIE  | p.m.                       | p.m.                        | p.m.                                  | p.m.                               | n.d.                     | p.m.                                   |                                      | non  | dotation budgétaire                    | oui                              | loi du 24 juillet 2001                                 |
| Société nationale de crédit et d'investissement (SNCI)                               | Economie/Finances      | EP   | 375 000 000,00             | 1                           | 375 000 000,00                        | 1                                  | 100,000%                 | 375 000 000,00                         |                                      | oui  | capital souscrit                       | non                              | loi du 2 août 1977                                     |
| Société nationale des chemins de fer luxembourgeois (SNCFL)                          | Transports             | EP   | 347 050 934,68             | 28 000                      | 12 394,68                             | 26 320                             | 94,000%                  | 326 227 878,60                         |                                      | oui  | capital souscrit                       | non                              | -  |
| Université de Luxembourg   | Ens. Sup. et Recherche | EP   | p.m.                       | p.m.                        | p.m.                                  | p.m.                               | 100,000%                 | p.m.                                   |                                      | non  | dotation budgétaire                    | oui                              | loi du 12 août 2003                                    |
| Total III.   |                        |      |                            |                             |                                       |                                    |                          | 1 764 380 723,07                       | 0,00                                 |  |  |                                  |  |

TOTAL GENERAL DES PARTICIPATIONS DE L'ETAT ( valeur nominale )

2 962 727 010,60 \*

\* = I + II capital versé en espèces + II capital versé en B.T. + III

## AVOIRS DE L'ETAT SUR CCP

Cette position reprend l'avoir sur CCP des différents comptes de l'Etat. Il importe toutefois de remarquer ici que l'avoir sur CCP de l'Etat ne doit pas être considéré comme actif circulant à l'instar des autres comptes bancaires de l'Etat. En effet, comme déjà mentionné au point C des passifs financiers, l'EPT est tenue de déposer auprès de la Trésorerie de l'Etat les fonds disponibles sur les CCP ouverts au nom de l'Etat. Par le jeu de l'adaptation journalière de la variation des CCP de l'Etat par l'intermédiaire du compte BCEE de la Trésorerie de l'Etat, tout crédit sur un compte CCP de l'Etat entraîne un deuxième crédit sur le compte BCEE de façon à ce que l'avoir global sur CCP de l'Etat ne constitue plus qu'un simple chiffre comptable, d'ailleurs contrebalancé (avec 3 jours de valeur de retard) par la créance que l'EPT a sur l'Etat, reprise dans ce bilan financier au passif (point C.). Le grand avantage que présente cette situation se situe par contre au niveau de la gestion des liquidités de l'Etat. Tout solde d'un CCP de l'Etat est ainsi placé et productible d'intérêts créditeurs.

**Remarque:** A partir de décembre 2010, cette rubrique n'est plus comprise dans la somme de bilan pour éviter que ces opérations purement comptables du point de vue de ce bilan financier ne falsifient le total et la variation des vrais passifs et actifs financiers repris sous A. et B.

### **3. HORS-BILAN**

#### ***Garanties financières accordées par l'Etat***

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 8 juin 1999 la Trésorerie est tenue et habilitée à établir un registre des garanties financières accordées par l'Etat. Le tableau VIII (partie 1 et partie 2), qui recense les garanties actuellement enregistrées par la Trésorerie de l'Etat, montre l'encours total des prêts et garanties bénéficiant de la garantie de l'Etat. L'encours au 31 décembre 2015 se chiffre à 4.933,8 millions EUR (chiffre provisoire).

Situation au 31/12/2015 ( tous les chiffres en EUR )

2) Le groupe bancaire DEXIA au sens du règlement grand-ducal en question comporte les sociétés Dexia SA de droit belge, Dexia Banque Internationale à Luxembourg SA, Dexia Banque Belgique SA et Dexia Crédit Local de France SA ainsi que leurs véhicules d'émission.

| 2) Garanties financières accordées par l'Etat dans le cadre de la loi du 13 avril 1970 (loi de garantie) |  |   |  |  |
|--|--|---|--|--|
| Société bénéficiaire de la garantie  | Base légale de la garantie   | Champ d'application de la garantie  | Montant maximal autorisé   | Montant en circulation au 31/12/2015   |
| <b>LUXAIRPORT s.a. - Aéroport et Parking</b>   | Loi du 26 juillet 2002 ( art. 5 )  | Garantie d'une ligne de crédit pour la durée des travaux - Aéroport ( B.L. )<br>Garantie pour les parties consolidées du prêt - Aéroport ( B.L. )<br>Garantie d'une ligne de crédit pour la durée des travaux - Parking ( BCEE )<br>Garantie pour les parties consolidées du prêt - Parking ( BCEE )<br><br>Garantie d'une ligne de crédit pour la construction de deux stations de cogénération avec LuxEnergie s.a. et Airport-Energy s.a.<br>Garantie d'un emprunt BCEE pour la construction de la station de cogénération Findel avec LuxEnergie s.a. et Airport-Energy s.a.<br>Garantie d'un emprunt BCEE pour la construction de la station de cogénération Cargolux avec LuxEnergie s.a. et Airport-Energy s.a.  | 0,00<br>225 000 000,00<br>19 234 740,19<br>105 000 000,00<br><br>2 200 000,00<br>12 500 000,00<br>3 300 000,00 | <b>186 972 193,56</b><br>101 737 500,00<br>19 234 740,19<br>55 749 967,63<br><br>0,00<br>8 019 261,48<br>2 230 724,26  |
| <b>GERIA s.a. - Maison de soins à Schiffange</b>   | Loi du 30 mai 1996   | Garantie de l'emprunt pour construire une maison de soins à Schiffange  | 19 583 588,46  | <b>5 232 617,80</b>  |
| <b>SOGIS s.à.r.l. - Maison de soins Wasserbillig</b>   | Loi du 22 juillet 1997   | Garantie de l'emprunt pour construire une maison de soins à Wasserbillig (BGL)<br>Garantie de l'emprunt pour construire une maison de soins à Wasserbillig (BCEE)   | 15 121 505,01  | <b>4 075 883,59</b><br>2 043 476,17<br>2 032 417,42  |
| <b>FONDS DE COMPENSATION - Maison de soins Bettenbourg</b>   | Loi du 9 septembre 1992  | Garantie de l'emprunt pour construire une maison de soins à Bettenbourg   | 27 268 287,73  | <b>0,00</b>  |
| <b>L'IMMOBILIERE CITE JUDICIAIRE 2025 s.à.r.l. - Cité judiciaire</b>                                     | Loi du 6 avril 1999 modifiée par la loi du 3 août 2005                                 | Garantie d'un emprunt pour construire la Cité judiciaire - 1ère consolidation (Fonds de compensation)<br>Garantie d'un emprunt pour construire la Cité judiciaire - 2e consolidation (Fonds de compensation)<br>Garantie d'un emprunt pour construire la Cité judiciaire - 3e consolidation (Fonds de compensation)   | 151 117 684,00   | <b>73 201 599,23</b><br>22 361 951,04<br>41 268 279,92<br>9 571 368,27   |
| <b>IMMOBILIERE CAMPUS s.à.r.l. - Campus Geeseknappchen</b>   | Loi du 6 mars 1996 modifiée par la loi du 11 août 2001                                 | Garantie d'un emprunt pour construire le Campus Geeseknappchen - 1ère consolidation (Fonds de compensation)<br>Garantie d'un emprunt pour construire le Campus Geeseknappchen - 2e consolidation (Fonds de compensation)  | 135 176 339,06   | <b>77 143 415,72</b><br>7 211 102,05<br>69 932 313,67  |
| <b>SCI DRÄN ECHÉLEN - Bâtiment MUDAM</b>   | Loi du 17 janvier 1997 modifiée par la loi du 11 août 2001                             | Garantie d'un emprunt pour construire le bâtiment MUDAM - 1ère consolidation (BCEE)<br>Garantie d'un emprunt pour construire le bâtiment MUDAM - 2e consolidation (BCEE)<br>Garantie d'un emprunt pour construire le bâtiment MUDAM - 3e consolidation (BCEE)   | 89 300 000,00  | <b>63 096 888,16</b><br>16 902 561,70<br>42 205 982,79<br>3 988 343,67   |
| <b>L'IMMOBILIERE TUDOR s.à.r.l. - Bâtiment du CRP TUDOR</b>  | Loi du 19 juillet 1997 modifiée par la loi du 12 août 2003                             | Garantie d'un emprunt pour construire le bâtiment du CRP TUDOR (BGL)  | 15 286 497,11  | <b>10 066 895,09</b>   |
| <b>IMMO EEBM 2031 s.à.r.l. - Ecole Européenne Bertrange / Mamer</b>                                      | Loi du 18 décembre 2007  | Garantie pour les emprunts consolidés relatifs à la construction de l'Ecole européenne à Bertrange/Mamer (BCEE)<br>Garantie d'une ligne de crédit pour la durée des travaux de construction de l'Ecole européenne à Bertrange/Mamer (BCEE)  | 118 500 000,00   | <b>168 425 789,87</b><br>168 425 789,87<br>0,00  |
| <b>IMMO CPE BM 2031 s.à.r.l. - Centre Polyvalent de l'Enfance Bertrange / Mamer</b>                      | Loi du 18 décembre 2007  | Garantie pour les emprunts consolidés relatifs à la construction du Centre Polyvalent de l'Enfance à Bertrange/Mamer (BCEE)<br>Garantie d'une ligne de crédit pour la durée des travaux de construction du Centre Polyvalent de l'Enfance à Bertrange/Mamer (BCEE)  | 118 500 000,00   | <b>20 876 838,60</b><br>20 029 946,92<br>846 891,68  |
| <b>IMMO CSC KIRCHBERG - Centre national sportif et culturel</b>  | Loi du 2 mai 1996 modifiée par les lois du 11 août 2001 / 26 juin 2002 et 19 juin 2006 | Garantie d'un emprunt pour construire le bâtiment du CSC (BCEE)   | 97 937 423,93  | <b>49 541 278,78</b>   |
| <b>ESPACE LUXEMBOURG BRUXELLES - Bâtiment administratif du Luxembourg à Bruxelles</b>                    | Loi du 28 décembre 1992  | Garantie d'un emprunt pour construire le bâtiment de l'Ambassade du Luxembourg à Bruxelles (BCEE)   | 20 203 322,27  | <b>2 263 900,25</b>  |
| <b>L'IMMOBILIERE JUSTICIA 2026 s.à.r.l. - 4e extension Palais Cours de Justice CE</b>                    | Loi du 18 juillet 2002   | Garantie d'un emprunt pour la 4e extension du Palais de Justice des Communautés Européennes (BCEE)<br>Garantie d'un emprunt pour la 4e extension du Palais de Justice des Communautés Européennes (BEI 1)<br>Garantie d'un emprunt pour la 4e extension du Palais de Justice des Communautés Européennes (BEI 2)<br>Garantie d'un emprunt pour la 4e extension du Palais de Justice des Communautés Européennes (BEI 3)<br>Garantie d'un emprunt pour la 4e extension du Palais de Justice des Communautés Européennes (BEI 4)<br>Garantie d'un emprunt pour la 4e extension du Palais de Justice des Communautés Européennes (BCEE)<br>Garantie d'un emprunt pour la 4e extension du Palais de Justice des Communautés Européennes (BCEE)<br>Garantie d'un emprunt pour la 4e extension du Palais de Justice des Communautés Européennes (BCEE)<br>Garantie d'un emprunt pour la 4e extension du Palais de Justice des Communautés Européennes (BCEE)<br>Garantie d'une ligne de crédit pour la 4e extension du Palais de Justice des Communautés Européennes (BCEE) | 343 250 000,00   | <b>208 175 035,04</b><br>87 388 888,78<br>65 388 888,89<br>4 011 764,72<br>5 706 250,00<br>5 665 000,00<br>5 435 294,04<br>7 356 250,00<br>9 801 736,97<br>4 944 493,87<br>12 476 467,77 |
| <b>L'IMMOBILIERE JUSTICIA 2026 s.à.r.l. - Mise à niveau des annexes A, B et C</b>                        | Loi du 18 décembre 2009  | Garantie d'un emprunt pour la mise à niveau des annexes A, B et C du Palais de Justice des Communautés Européennes (BCEE)<br>Garantie d'un emprunt pour la mise à niveau des annexes A, B et C du Palais de Justice des Communautés Européennes (BCEE)<br>Garantie d'un emprunt pour la mise à niveau des annexes A, B et C du Palais de Justice des Communautés Européennes (BCEE)<br>Garantie d'un emprunt pour la mise à niveau des annexes A, B et C du Palais de Justice des Communautés Européennes (BCEE)<br>Garantie d'une ligne de crédit pour la mise à niveau des annexes A, B et C du Palais de Justice des Communautés Européennes (BCEE)  | 88 000 000,00  | <b>59 657 457,70</b><br>24 918 096,60<br>10 331 419,33<br>5 827 857,98<br>6 686 000,00<br>11 894 083,79  |
| <b>TOTAL en EUR</b>  |  |   | <b>1 587 244 647,56</b>  | <b>928 729 803,39</b>  |
| <b>Total des garanties financières accordées par l'Etat</b>  |  |   | <b>8 073 015 951,37</b>  | <b>4 933 809 580,17</b>  |

#### 4. CONTRÔLE DES COMPTABLES EXTRAORDINAIRES

Depuis décembre 2005, la section gestion financière assure également le contrôle des comptables extraordinaires. Le contrôle de la Trésorerie se limite à la vérification des comptes bancaires qui, au regard de l'article 35(2) de la loi modifiée du 9 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat sont des comptes ouverts par la Trésorerie et mis à la disposition du comptable extraordinaire pour effectuer les opérations de recettes et dépenses dont il est chargé par arrêté ministériel.

La Trésorerie vérifie donc si les opérations inscrites dans le(s) décompte(s) de l'année N ainsi que les excédents y calculés correspondent aux soldes disponibles sur comptes bancaires et en caisse physique en fin d'année.

A cet effet la Trésorerie dresse un bilan de contrôle au 31.12. de l'année N qui reprend à l'actif

- l'avoir en compte au 31.12. (svt extrait bancaire au 31.12.)
- l'avoir en caisse physique au 31.12. (svt livre de caisse au 31.12.)
- les recettes de l'année N reçues en N+1 (donc après le 31.12. de l'année N)
- les dépenses de l'année N+1 payées en N (donc avant le 31.12. de l'année N)

ainsi qu'au passif

- les excédents à l'endroit des différents décomptes
- les recettes de l'année N+1 reçues en N (donc avant le 31.12. de l'année N)
- les dépenses de l'année N payées en N+1 (donc après le 31.12. de l'année N)

L'actif doit exactement correspondre au passif. Toute différence est considérée comme découvert « non justifié » (actif < passif) respectivement excédent « non justifié » (actif > passif).

En cas de différence, 3 cas de figure peuvent se présenter :

- 1) il a été effectué sur le compte bancaire une ou plusieurs opérations qui n'ont pas été comptabilisées dans le(s) décompte(s) présenté(s).
- 2) il y a incohérence entre un ou plusieurs montants inscrits au décompte et les montants effectivement crédités/débités du compte bancaire.
- 3) un ou plusieurs décomptes comportent une erreur de calcul.

La Trésorerie vérifie en outre s'il n'y a pas eu des opérations de placement et/ou de prêt sur le compte bancaire et qui ne seraient pas autorisées par la loi.

Finalement, la Trésorerie vérifie si les excédents de recettes et dépenses ont été correctement virés respectivement reportés.

A fin 2015, 86 comptables extraordinaires opéraient sur des comptes bancaires à Luxembourg et 44 comptables extraordinaires opéraient sur 75 comptes bancaires à l'étranger.

Notons encore que le contrôle de la Trésorerie de l'Etat diffère quant à sa finalité de celui effectué par la Direction du Contrôle Financier (DCF) et qu'il est complémentaire à ce dernier. Une proposition de décharge de la part de la Trésorerie de l'Etat ne peut donc porter préjudice aux conclusions du contrôle effectué par la DCF. Ce n'est qu'au vu des conclusions des deux contrôles que le Ministre des Finances prendra sa décision sur la décharge du comptable extraordinaire.

## G. CAISSE DE CONSIGNATION

### 1. LE BILAN ET LE COMPTE DE PERTES ET PROFITS (EN EUR)

| ACTIF | ACTIFS IMMOBILISÉS                      |                       |                        |
|-------|---|-----------------------|------------------------|
|       |   |                       |                        |
|       | <i>Immobilisations corporelles</i>      |                       |                        |
|       |   | <i>Débit (en EUR)</i> | <i>Crédit (en EUR)</i> |
|       | Immobilisations corporelles (immeuble)  | 231.757,91            |                        |
|       | Autres éléments / collection / œuvres   | 1.227,70              |                        |
|       | <b>Total :</b>                          | <b>232.985,61</b>     |                        |
|       | <b>TOTAL DES ACTIFS IMMOBILISÉS :</b>   | <b>232.985,61</b>     |                        |
|       |   |                       |                        |
|       | CREANCES                                |                       |                        |
|       |   |                       |                        |
|       | <i>Créances en frais de garde</i>       |                       |                        |
|       |   |                       |                        |
|       | Créances en frais de garde – EUR        | 9.709.345,42          |                        |
|       | Créances en frais de garde – USD        | 2.640.673,40          |                        |
|       | Créances en frais de garde – GBP        | 241.373,48            |                        |
|       | Créances en frais de garde – JPY        | 7.398,39              |                        |
|       | Créances en frais de garde – CHF        | 43.697,88             |                        |
|       | Créances en frais de garde – AUD        | 3.116,33              |                        |
|       | Créances en frais de garde – DKK        | 14.186,35             |                        |
|       | Créances en frais de garde – CAD        | 28.741,03             |                        |
|       | Créances en frais de garde – SGD        | 146,23                |                        |
|       | Créances en frais de garde – ZAR        | 4.995,20              |                        |
|       | Créances en frais de garde – NOK        | 127.585,20            |                        |
|       | Créances en frais de garde – CZK        | 437,30                |                        |
|       | Créances en frais de garde – SEK        | 17.034,44             |                        |
|       | Créances en frais de garde – HKD        | 816,51                |                        |
|       | Créances en frais de garde – THB        | 13.400,39             |                        |
|       | Créances en frais de garde – PLN        | 87,18                 |                        |
|       | <b>Total :</b>                          | <b>12.853.034,73</b>  |                        |
|       |   |                       |                        |
|       | <i>Créances en taxe de consignation</i> |                       |                        |
|       |   |                       |                        |
|       | Créances en taxe de consignation – EUR  | 18.880.395,71         |                        |
|       | Créances en taxe de consignation – USD  | 7.360.199,67          |                        |
|       | Créances en taxe de consignation – GBP  | 545.284,89            |                        |
|       | Créances en taxe de consignation – JPY  | 11.985,79             |                        |
|       | Créances en taxe de consignation – CHF  | 90.210,68             |                        |
|       | Créances en taxe de consignation – AUD  | 9.052,97              |                        |
|       | Créances en taxe de consignation – DKK  | 24.250,54             |                        |
|       | Créances en taxe de consignation – CAD  | 47.268,69             |                        |
|       | Créances en taxe de consignation – SGD  | 39.517,80             |                        |
|       | Créances en taxe de consignation – ZAR  | 8.063,94              |                        |
|       | Créances en taxe de consignation – NOK  | 314.757,59            |                        |
|       | Créances en taxe de consignation – CZK  | 646,91                |                        |

|       | Débit (en EUR)                                |                      | Crédit (en EUR) |               |
|-------|---|----------------------|-----------------|---------------|
|       |   |                      |                 |               |
| ACTIF | Créances en taxe de consignation – SEK        | 41.250,70            |                 |               |
|       | Créances en taxe de consignation – HKD        | 1.741,57             |                 |               |
|       | Créances en taxe de consignation – NZD        | 203,16               |                 |               |
|       | Créances en taxe de consignation – THB        | 23.181,12            |                 |               |
|       | Créances en taxe de consignation – PLN        | 776,25               |                 |               |
|       | <b>Total :</b>                                | <b>27.398.787,98</b> |                 |               |
|       | <i>Créances pour frais à déduire net</i>      |                      |                 |               |
|       |   |                      |                 |               |
|       | Intérêts négatifs versés à des tiers - JPY    | 19,37                |                 |               |
|       | Intérêts négatifs versés à des tiers – CHF    | 2.404,66             |                 |               |
|       | Intérêts négatifs versés à des tiers – DKK    | 655,79               |                 |               |
|       | Intérêts négatifs versés à des tiers - SEK    | 136,18               |                 |               |
|       | <b>Total :</b>                                | <b>3.216,00</b>      |                 |               |
|       | <i>Créances en intérêts</i>                   |                      |                 |               |
|       |   |                      |                 |               |
|       | Créances en intérêts débiteurs calculés – EUR | 321.284,31           |                 |               |
|       | Créances en intérêts débiteurs calculés – USD | 2.219,83             |                 |               |
|       | Créances en intérêts débiteurs calculés – GBP | 90,67                |                 |               |
|       | Créances en intérêts débiteurs calculés – JPY | 6,62                 |                 |               |
|       | Créances en intérêts débiteurs calculés – CHF | 724,28               |                 |               |
|       | Créances en intérêts débiteurs calculés – AUD | 17,91                |                 |               |
|       | Créances en intérêts débiteurs calculés – DKK | 0,78                 |                 |               |
|       | Créances en intérêts débiteurs calculés – CAD | 366,33               |                 |               |
|       | Créances en intérêts débiteurs calculés – SGD | 0,14                 |                 |               |
|       | Créances en intérêts débiteurs calculés – NOK | 29,87                |                 |               |
|       | Créances en intérêts débiteurs calculés – SEK | 15,35                |                 |               |
|       | <b>Total :</b>                                | <b>324.756,09</b>    |                 |               |
|       | <b>TOTAL DES CREANCES :</b>                   | <b>40.579.794,80</b> |                 |               |
|       |   |                      |                 |               |
|       | <b>ACTIFS MOBILIERS</b>                       |                      |                 |               |
|       |   |                      |                 |               |
|       | <i>Avoirs en numéraire</i>                    |                      |                 |               |
|       |   |                      |                 |               |
|       | BCEE compte courant – EUR                     | 1.691.314,47         |                 |               |
|       | BCEE compte courant – USD                     |                      |                 | -6.149.103,51 |
|       | BCEE compte courant – GBP                     | 406.860,47           |                 |               |

|  |                                  |              |                |
|--|----------------------------------|--------------|----------------|
|  | BCEE compte courant – JPY        | 172.282,00   |                |
|  | BCEE compte courant – CHF        | 988.347,29   |                |
|  | BCEE compte courant – AUD        | 10.047,94    |                |
|  | BCEE compte courant – DKK        | 515.747,03   |                |
|  | BCEE compte courant – CAD        |              | -24.517,36     |
|  | BCEE compte courant – SGD        | 1.657.391,60 |                |
|  | BCEE compte courant – ZAR        |              | -3.293,13      |
|  | Transitoire BCEE EUR 0038/6000-3 |              | -24.712.783,64 |

| ACTIF |                                     | Débit (en EUR)        | Crédit (en EUR) |
|-------|-------------------------------------|-----------------------|-----------------|
|       |                                     |                       |                 |
|       | Transitoire BCEE CAD                |                       | -19,65          |
|       | BCEE compte courant – NOK           |                       | -1.549,18       |
|       | BCEE compte courant – CZK           |                       | -2.449,36       |
|       | KBLX compte courant – CZK           | 7.235,35              |                 |
|       | BCEE compte courant – HUF           | 434,86                |                 |
|       | BCEE compte courant – SEK           | 673.082,10            |                 |
|       | BCEE compte courant – HKD           | 24.105,80             |                 |
|       | BCEE compte courant – NZD           | 18.613,66             |                 |
|       | DEXIA-BIL compte courant – THB      | 256.067,98            |                 |
|       | BCEE compte courant – PLN           | 170.855,14            |                 |
|       | BCEE compte courant BCCI – USD      | 10.250.421,91         |                 |
|       | BCEE compte à terme – EUR           | 85.069.312,73         |                 |
|       | BCEE compte à terme – USD           | 138.184.348,28        |                 |
|       | BCEE compte à terme – GBP           | 12.293.358,75         |                 |
|       | BCEE compte à terme – AUD           | 339.461,02            |                 |
|       | BCEE compte à terme – CAD           | 285.987,35            |                 |
|       | BCEE compte à terme – ZAR           | 157.099,98            |                 |
|       | BCEE compte à terme – NOK           | 201.005,32            |                 |
|       | CCPL – EUR                          | 230.723.550,32        |                 |
|       | Transitoire CCPL – EUR              |                       | -7.964,14       |
|       | <b>Total :</b>                      | <b>453.195.251,38</b> |                 |
|       | <i>Valeurs mobilières</i>           |                       |                 |
|       |                                     |                       |                 |
|       | Valeurs mobilières (Titres) – EUR   | 27.543.804,27         |                 |
|       | Valeurs mobilières (Titres) – USD   | 8.863.645,73          |                 |
|       | Valeurs mobilières (Titres) – GBP   | 5.817,06              |                 |
|       | Valeurs mobilières (Titres) – JPY   | 3.204,65              |                 |
|       | Valeurs mobilières (Titres) – AUD   | 53.388,18             |                 |
|       | Valeurs mobilières (Titres) – CAD   | 6.601,63              |                 |
|       | Valeurs mobilières (Titres) – NOK   | 1.542.897,41          |                 |
|       | Valeurs mobilières (Titres) – SEK   | 78.741,77             |                 |
|       | <b>Total :</b>                      | <b>38.098.100,70</b>  |                 |
|       | <b>TOTAL DES ACTIFS MOBILIERS :</b> | <b>491.293.352,08</b> |                 |
|       |                                     |                       |                 |
|       | <b>TOTAL DE L'ACTIF :</b>           | <b>532.106.132,49</b> |                 |
|       |                                     |                       |                 |



|        |  |                |                 |
|--------|--|----------------|-----------------|
| PASSIF | Résultat de l'exercice                       |                | -4.984.296,74   |
|        | Résultat reporté                             |                | -55.820.494,76  |
|        |  |                |                 |
|        | DETTES                                       |                |                 |
|        |  |                |                 |
|        | Consignations individuelles                  |                |                 |
|        |  | Débit (en EUR) | Crédit (en EUR) |
|        | Consignations - EUR                          |                | -269.399.011,45 |
|        | Consignations - USD                          |                | -157.065.069,24 |
|        | Consignations - GBP                          |                | -12.061.304,66  |
|        | Consignations - JPY                          |                | -119.627,73     |
|        | Consignations - CHF                          |                | -810.509,33     |
|        | Consignations - AUD                          |                | -387.105,00     |
|        | Consignations - DKK                          |                | -527.922,04     |
|        | Consignations - CAD                          |                | -324.717,46     |
|        | Consignations - SGD                          |                | -1.656.908,54   |
|        | Consignations - ZAR                          |                | -109.059,97     |
|        | Consignations - NOK                          |                | -1.866.721,01   |
|        | Consignations - CZK                          | 23.616,27      |                 |
|        | Consignations - SEK                          |                | -767.136,52     |
|        | Consignations - HKD                          |                | -22.429,22      |
|        | Consignations - NZD                          |                | -18.627,09      |
|        | Consignations - THB                          |                | -256.418,00     |
|        | Consignations - PLN                          |                | -173.676,62     |
|        | Total :                                      |                | -445.542.627,61 |
|        |  |                |                 |
|        | Fruits / produits dus aux consignations      |                |                 |
|        |  |                |                 |
|        | Dettes intérêts en créditeurs calculés - EUR |                | -17.990.804,56  |
|        | Dettes intérêts en créditeurs calculés - USD |                | -6.266.640,67   |
|        | Dettes intérêts en créditeurs calculés - GBP |                | -867.452,45     |
|        | Dettes intérêts en créditeurs calculés - JPY |                | -3.860,61       |
|        | Dettes intérêts en créditeurs calculés - CHF |                | -18.321,40      |
|        | Dettes intérêts en créditeurs calculés - AUD |                | -27.372,14      |
|        | Dettes intérêts en créditeurs calculés - DKK |                | -27.386,80      |
|        | Dettes intérêts en créditeurs calculés - CAD |                | -58.493,68      |
|        | Dettes intérêts en créditeurs calculés - ZAR |                | -56.484,14      |
|        | Dettes intérêts en créditeurs calculés - NOK |                | -162.372,38     |
|        | Dettes intérêts en créditeurs calculés - CZK |                | -244,94         |
|        | Dettes intérêts en créditeurs calculés - SEK |                | -38.991,11      |
|        | Dividendes optionnelles en actions - EUR     |                | -108,39         |
|        | Total :                                      |                | -25.518.533,27  |
|        |  |                |                 |
|        | Consignations en attente                     |                |                 |
|        |  |                |                 |
|        | Transitoire Consignations                    |                | -194.068,06     |
|        | Total :                                      |                | -194.068,06     |

|        |  |                       |                        |
|--------|--|-----------------------|------------------------|
| PASSIF |  |                       |                        |
|        | <i>Fournisseurs</i>                      |                       |                        |
|        |  | <i>Débit (en EUR)</i> | <i>Crédit (en EUR)</i> |
|        | Fournisseurs secteur privé - Luxembourg  |                       | -7.985,29              |
|        | Fournisseurs secteur public - Luxembourg |                       | 0,00                   |
|        | Fournisseurs secteur privé - Etranger    |                       | -492,35                |
|        | Fournisseurs secteur public - Etranger   |                       | 0,00                   |
|        | <b>Total :</b>                           |                       | <b>-8.477,64</b>       |
|        | <i>Ecart de conversion</i>               |                       |                        |
|        | Ecart de conversion                      |                       | -37.634,41             |
|        | <b>Total :</b>                           |                       | <b>-37.634,41</b>      |
|        | <b>TOTAL DES DETTES :</b>                |                       | <b>-471.263.706,58</b> |
|        | <b>REPORT DE RESULTAT :</b>              |                       | <b>-55.820.494,76</b>  |
|        | <b>TOTAL DU PASSIF :</b>                 |                       | <b>-532.106.132,49</b> |

|                   |  |                       |                        |
|-------------------|--|-----------------------|------------------------|
| PERTES ET PROFITS | <b>CHARGES ET PRODUITS INCOMBANT A LA CAISSE</b>             |                       |                        |
|                   | <i>Intérêts perçus / payés sur comptes bancaires</i>         |                       |                        |
|                   |  | <i>Débit (en EUR)</i> | <i>Crédit (en EUR)</i> |
|                   | Intérêts débiteurs de la Caisse de Consignation              | 7.697,14              |                        |
|                   | Intérêts créditeurs de la Caisse de Consignation             |                       | -741.446,43            |
|                   | <b>Total :</b>   |                       | <b>- 733.749,29</b>    |
|                   | <i>Frais de gestion des comptes bancaires</i>                |                       |                        |
|                   | Frais sur comptes bancaires                                  | 2.647,59              |                        |
|                   | <b>Total :</b>   | <b>2.647,59</b>       |                        |
|                   | <i>Autres frais</i>  |                       |                        |
|                   | Autres frais divers  | 2.171,75              |                        |
|                   | <b>Total :</b>   | <b>2.171,75</b>       |                        |
|                   | <b>TOTAL DES CHARGES ET PRODUITS INCOMBANT A LA CAISSE :</b> |                       | <b>-728.929,95</b>     |
|                   | <b>CHARGES ET PRODUITS CALCULES</b>                          |                       |                        |
|                   | <i>Intérêts des consignations individuelles</i>              |                       |                        |
|                   | Intérêts créditeurs calculés                                 | 814.023,89            |                        |
|                   | Intérêts débiteurs calculés                                  |                       | -5.464,97              |
|                   | <b>Total :</b>   | <b>808.558,92</b>     |                        |

|                   |  |                       |                        |
|-------------------|--|-----------------------|------------------------|
| PERTES ET PROFITS |  |                       |                        |
|                   | <i>Taxe de consignation</i>                        |                       |                        |
|                   |  | <i>Débit (en EUR)</i> | <i>Crédit (en EUR)</i> |
|                   | Taxe de consignation                               |                       | -5.133.423,17          |
|                   | <b>Total :</b>                                     |                       | <b>-5.133.423,17</b>   |
|                   | <i>Contribution aux frais propres de la Caisse</i> |                       |                        |
|                   |  |                       |                        |
|                   | Frais de garde                                     |                       | 0,00                   |
|                   | <b>Total :</b>                                     |                       | <b>0,00</b>            |
|                   | <b>TOTAL DES CHARGES ET PRODUITS</b>               |                       |                        |
|                   | <b>CALCULES :</b>                                  |                       | <b>-4.324.864,25</b>   |
|                   |  |                       |                        |
|                   | <b>DIFFERENCES DE CHANGE</b>                       |                       |                        |
|                   |  |                       |                        |
|                   | Perte de change                                    | 476.722,13            |                        |
|                   | Perte de réévaluation – Stock devises              | 56.117,08             |                        |
|                   | Gain de change                                     |                       | -238.354,86            |
|                   | Gain de réévaluation – Stock devises               |                       | -224.986,89            |
|                   | <b>Total :</b>                                     | <b>69.497,46</b>      |                        |
|                   | <b>TOTAL DES DIFFERENCES DE CHANGE :</b>           | <b>69.497,46</b>      |                        |
|                   |  |                       |                        |
|                   | <b>SOLDE DU COMPTE</b>                             |                       |                        |
|                   | <b>PERTES ET PROFITS :</b>                         |                       | <b>-4.984.296,74</b>   |
|                   |  |                       |                        |

## 2. CATÉGORIES DE CONSIGNATIONS

La loi du 29 avril 1999 sur les consignations auprès de l'État permet de définir cinq catégories de consignations, dont les trois premières sont obligatoires et les deux autres volontaires, à savoir celles déposées en vertu :

- 1) d'une loi ou d'un règlement
- 2) d'une décision judiciaire
- 3) d'une décision administrative
- 4) des articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil
- 5) de raisons relatives au créancier.

### *a) Les consignations déposées en vertu d'une loi ou d'un règlement*

Pour chaque disposition légale pouvant engendrer une consignation dans la première catégorie, la Trésorerie de l'État, Caisse de Consignation, a ouvert une rubrique spécifique. Les rubriques retenues sont les suivantes :

- L001 - Article 813 du Code civil
- L002 - Article 793 du nouveau Code de procédure civile
- L003 - Articles 822, 824 et 875 du nouveau Code de procédure civile (Article 14, 16 et 67 de la loi du 2 janvier 1889 sur la saisie immobilière)
- L004 - Article 479 du Code de commerce
- L005 - Article 12 du titre II.- De la police rurale du décret du 28 septembre – 6 octobre 1791 concernant les biens et usages ruraux et la police rurale
- L006 - Loi du 31 mars 1796 (11 germinal an IV) qui prescrit l'emploi des effets mobiliers déposés dans les greffes et conciergeries des tribunaux, à l'occasion de procès civils ou criminels terminés par jugement, ou à l'égard desquels l'action est prescrite
- L007 - Loi du 20 décembre 1823 portant que les deniers appartenant à des présumés absents devront être versés dans la caisse des consignations judiciaires
- L008 - Article 2 de la loi du 18 décembre 1855 sur la détention préventive des étrangers (loi abrogée par la loi du 6 mars 2006)
- L009 - Article 148 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
- L010 - Article 203 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
- L011 - Article 203-1 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
- L012 - Article 30 (5) de la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil

- L013 - Article 17, paragraphe 8 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques
- L014 - Article 8 (5) de la loi modifiée du 9 décembre 1976 relative à l'organisation du notariat
- L015 - Article 26 du règlement grand-ducal modifié du 23 décembre 1992 ayant trait à la déclaration et au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée
- L016 - Article 146 de la loi du 17 décembre 2010 concernant les organismes de placement collectif.
- L017 - Article 42 (8) de la loi modifiée du 27 novembre 1984 relative à la surveillance du secteur financier et Article 61 (8) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier.
- L018 - Article 1 (4) du règlement grand-ducal du 4 février 2000 fixant les règles comptables pour les livres de la Caisse de Consignation et le tarif pour la taxe de consignation.
- L019 - Article 16 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques
- L020 - Articles 80 alinéa 2 et 287 du règlement grand-ducal du 24 mars 1989 concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires
- L021 - Article 10 de la loi du 23 juillet 1991 ayant pour objet de réglementer les activités de sous-traitance
- L022 - Article 1601-9 du Code civil
- L023 - Article 8 (2) de la loi modifiée du 3 septembre 1996 concernant la dépossession involontaire de titres au porteur
- L024 - Article 92 (7) de la loi du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep
- L025 - Article 7 (1) du règlement grand-ducal du 29 août 2003 relatif aux avertissements taxés et aux consignations en matière de navigation intérieure
- L026 - Article 60-6 (1.) de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances
- L027 - Article 35 de la loi du 22 mars 2004 relative à la titrisation
- L028 - Article 19 (4) de la loi du 15 juin 2004 relative à la société d'investissement en capital à risque
- L029 - Article 50 de la loi du 13 février 2007 relative aux fonds d'investissement spécialisés
- L030 - Article 12 de la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac
- L031 - Article 66bis. (4) de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée.

- L032 - Article 4 (8) de la loi du 21 juillet 2012 relative au retrait obligatoire et au rachat obligatoire de titres de sociétés admis ou ayant été admis à la négociation sur un marché réglementé ou ayant fait l'objet d'une offre au public et portant modification de la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier.
- L033 - Article 2186 du Code civil et 916 du nouveau Code de procédure civile paragraphe 5

Des rubriques spécifiques supplémentaires seront ouvertes en cas de besoin.

***b) Les consignations déposées en vertu d'une décision judiciaire***

Pour chaque disposition légale pouvant engendrer une consignation dans la deuxième catégorie, la Trésorerie de l'État, Caisse de Consignation, a également ouvert une rubrique spécifique. Les rubriques retenues sont les suivantes :

- J001 - Article 258 (2) premier tiret du nouveau Code de procédure civile
- J002 - Articles 467 et 476 du nouveau Code de procédure civile
- J003 - Article 703 du nouveau Code de procédure civile
- J004 - Article 59 du Code d'instruction criminelle
- J005 - Article 67. (2) du Code d'instruction criminelle
- J006 - Articles 120 et 122 du Code d'instruction criminelle
- J007 - Article 40 du décret du 18 juin 1811 contenant règlement pour l'administration de la justice en matière criminelle, de police correctionnelle et de simple police, et tarif général des frais
- J008 - Articles 28 et 35 de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes
- J009 - Articles 29 et 36 de la loi du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique
- J010 - Article 244 du nouveau Code de procédure civile
- J011 - Article 115 du nouveau Code de procédure civile
- J012 - Article 14, avant-dernier alinéa de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques
- J013 - Article 14, dernier alinéa de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques

- J014 - Article 1963 du Code civil
- J015 - Article 31. (5) du Code d’instruction criminelle
- J016 - Article 197-2. (2) du Code d’instruction criminelle
- J017 - Article 107 du Code d’instruction criminelle
- J018 - Article 356 alinéa 3 du Code de commerce
- J019 - Articles 107, 120 et 122 du Code d’instruction criminelle
- J020 - Article 726 du nouveau Code de procédure civile
- J021 - Exécution d’une décision de la Justice

Des rubriques spécifiques supplémentaires seront ouvertes en cas de besoin.

### *c) Les consignations déposées en vertu d’une décision administrative*

Une rubrique spécifique a été attribuée respectivement aux ministères et aux administrations désireuses de déposer régulièrement des consignations administratives. Les rubriques retenues sont les suivantes :

- A001 - Trésorerie de l’État
- A002 - Ministère des Affaires Etrangères et de l’Immigration - Direction de l’Immigration
- A003 - Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Département des travaux publics, respectivement de l’Administration des Ponts et Chaussées
- A004 - Administration de l’Enregistrement et des Domaines
- A005 - Ministère de l’Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
- A006 - Ministère des Affaires Etrangères et de l’Immigration
- A007 - Inspection Générale de la Sécurité Sociale
- A008 - Administration des Douanes et Accises
- A009 - Administration judiciaire
- A010 - Administration de l’Environnement
- A011 - Administration des Contributions directes
- A012 - Consignations administratives occasionnelles d’autres Ministères, Administrations et Services Publics
- A013 - Ministère du Développement durable et des Infrastructures, Département des travaux publics, Administration des Bâtiments publics

Les autres ministères, administrations et services étatiques ou communaux, susceptibles de prendre régulièrement une décision administrative en matière de consignation se verront attribuer une rubrique spécifique.

***d) Les consignations déposées sur base des articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil***

Les consignations volontaires déposées sur base des articles 1257 à 1263 ou 1264 de la catégorie 4 ne donnent pas lieu à une subdivision en rubriques.

***e) Les consignations déposées pour des raisons relatives au créancier***

Une rubrique collective a été retenue pour les sociétés, les établissements et les banques, qui déposent des consignations occasionnelles pour se libérer en toute sécurité pour des raisons relatives au créancier. Une rubrique spécifique est attribuée à chaque société, établissement ou banque désireux de déposer régulièrement des consignations dans la catégorie 5. Les rubriques retenues sont les suivantes :

0002 - Rubrique collective

0012 - Entreprise des Postes et Télécommunications – Service des CCP

0022 - Entreprise des Postes et Télécommunications – Service Comptabilité

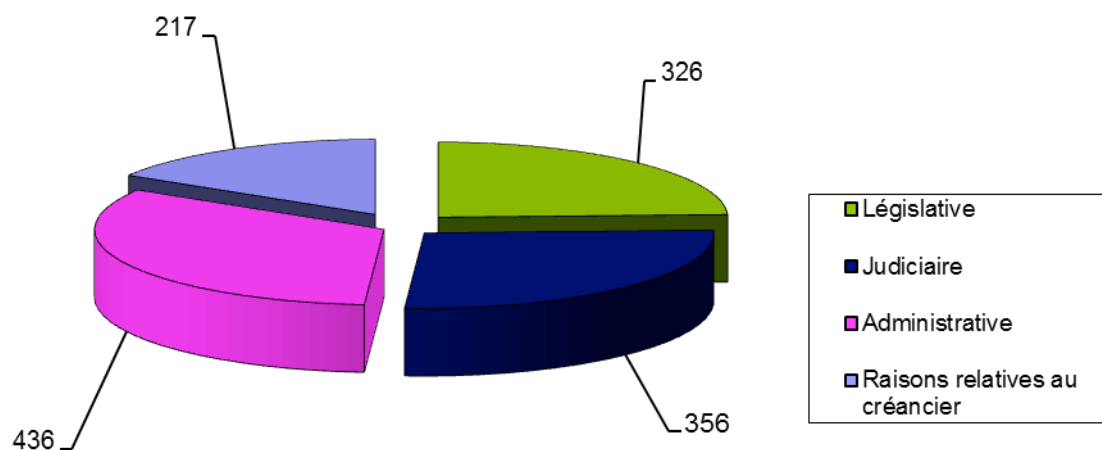
## **H. INVENTAIRE DES CONSIGNATIONS**

### **1. NOMBRE DE CONSIGNATIONS DÉPOSÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2015**

Le nombre des consignations déposées au cours de l'exercice 2015 s'établit comme suit :

| <b>Catégorie des consignations</b>               | <b>Nombre des consignations</b> |
|--|---------------------------------|
| Législative :                                    | 326                             |
| Judiciaire :                                     | 356                             |
| Administrative :                                 | 436                             |
| Raisons relatives au créancier :                 | 217                             |
| <b>Nombre total des consignations déposées :</b> | <b>1.335</b>                    |





La répartition des consignations déposées au cours de l'exercice 2015 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

| Rubrique des consignations législatives | Nombre des consignations |
|---|--------------------------|
|---|--------------------------|

|      |     |
|------|-----|
| L001 | 8   |
| L004 | 72  |
| L009 | 2   |
| L010 | 31  |
| L013 | 3   |
| L014 | 5   |
| L015 | 13  |
| L016 | 121 |
| L018 | 32  |
| L019 | 8   |
| L022 | 1   |
| L023 | 27  |
| L032 | 2   |
| L033 | 1   |

| Rubrique des consignations judiciaires | Nombre des Consignations |
|--|--------------------------|
|--|--------------------------|

|      |     |
|------|-----|
| J001 | 8   |
| J002 | 9   |
| J003 | 1   |
| J004 | 240 |

|      |    |
|------|----|
| J005 | 15 |
| J006 | 36 |
| J011 | 1  |
| J013 | 20 |
| J015 | 23 |
| J021 | 3  |

| Rubrique des consignations administratives | Nombre des Consignations |
|--|--------------------------|
|--|--------------------------|

|      |     |
|------|-----|
| A001 | 29  |
| A003 | 7   |
| A004 | 7   |
| A011 | 393 |

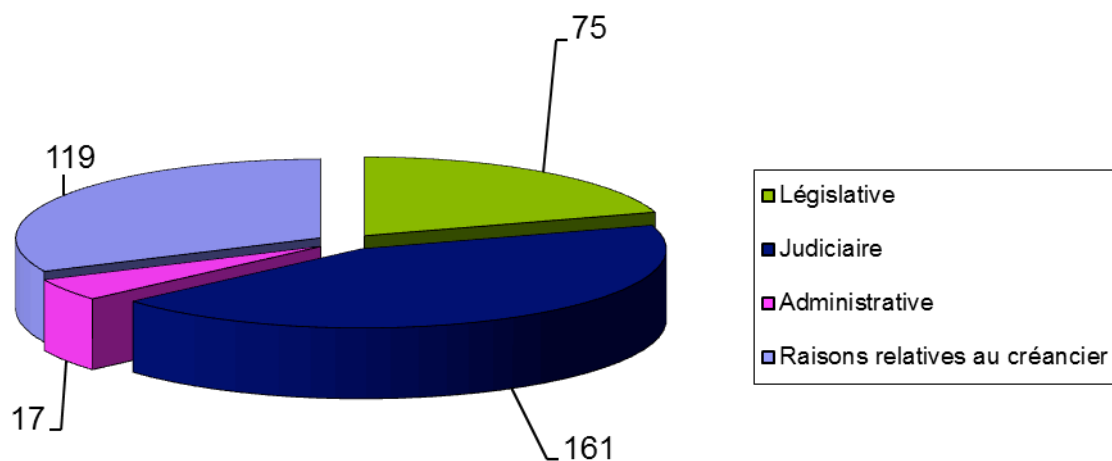
| Rubrique des raisons relatives au créancier | Nombre des Consignations |
|---|--------------------------|
|---|--------------------------|

|      |     |
|------|-----|
| 0002 | 188 |
| 0012 | 20  |
| 0022 | 9   |

## 2. NOMBRE DE CONSIGNATIONS RESTITUÉES INTÉGRALEMENT AU COURS DE L'EXERCICE 2015

Le nombre des consignations restituées intégralement au cours de l'exercice 2015 s'établit comme suit :

| <i>Catégorie des consignations</i>                 | Nombre des consignations |
|--|--------------------------|
| Législative :                                      | 75                       |
| Judiciaire :                                       | 161                      |
| Administrative :                                   | 17                       |
| Raisons relatives au créancier :                   | 119                      |
| <b>Nombre total des consignations restituées :</b> | <b>372</b>               |



La répartition des consignations restituées intégralement au cours de l'exercice 2015 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

| Rubrique des consignations législatives | Nombre des consignations |
|---|--------------------------|
|---|--------------------------|

|      |    |
|------|----|
| L004 | 8  |
| L010 | 1  |
| L015 | 9  |
| L016 | 7  |
| L018 | 5  |
| L019 | 6  |
| L023 | 39 |

| Rubrique des consignations judiciaires | Nombre des consignations |
|--|--------------------------|
|--|--------------------------|

|      |     |
|------|-----|
| J001 | 1   |
| J002 | 6   |
| J003 | 1   |
| J004 | 103 |
| J005 | 3   |
| J006 | 28  |
| J015 | 19  |

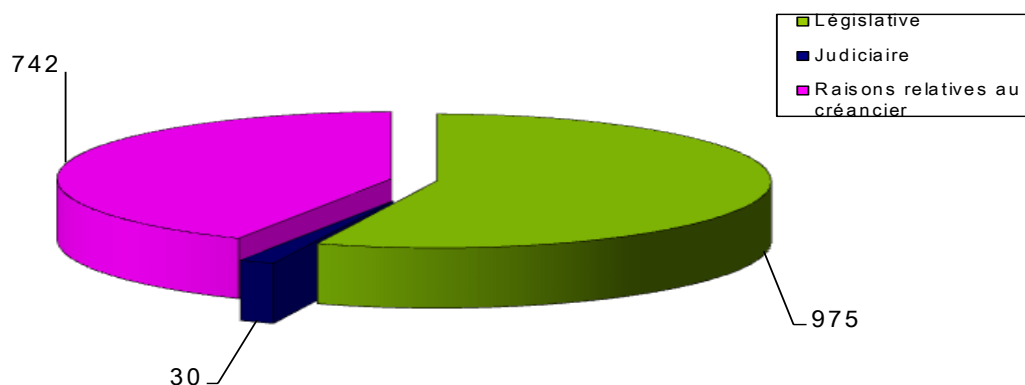
| Rubrique des consignations administratives | Nombre des consignations |
|--|--------------------------|
| A001                                       | 7                        |
| A003                                       | 3                        |
| A004                                       | 1                        |
| A011                                       | 6                        |

| Rubrique des raisons relatives au créancier | Nombre des Consignations |
|---|--------------------------|
| 0002  | 114                      |
| 0012  | 5                        |

### 3. NOMBRE DE RESTITUTIONS PARTIELLES EFFECTUÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2015

Le nombre des restitutions partielles effectuées au cours de l'exercice 2015 s'établit comme suit :

| Catégorie des consignations                       | Nombre des restitutions partielles |
|---|------------------------------------|
| Législative :                                     | 975                                |
| Judiciaire :                                      | 30                                 |
| Raisons relatives au créancier :                  | 742                                |
| <b>Nombre total des restitutions partielles :</b> | <b>1.747</b>                       |



La répartition des restitutions partielles au cours de l'exercice 2015 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

| Rubrique des consignations législatives | Nombre des consignations |
|---|--------------------------|
|---|--------------------------|

|      |     |
|------|-----|
| L001 | 1   |
| L004 | 16  |
| L010 | 1   |
| L016 | 765 |
| L017 | 155 |
| L018 | 2   |
| L023 | 18  |
| L032 | 17  |

| Rubrique des consignations judiciaires | Nombre des Consignations |
|--|--------------------------|
|--|--------------------------|

|      |    |
|------|----|
| J002 | 3  |
| J005 | 27 |

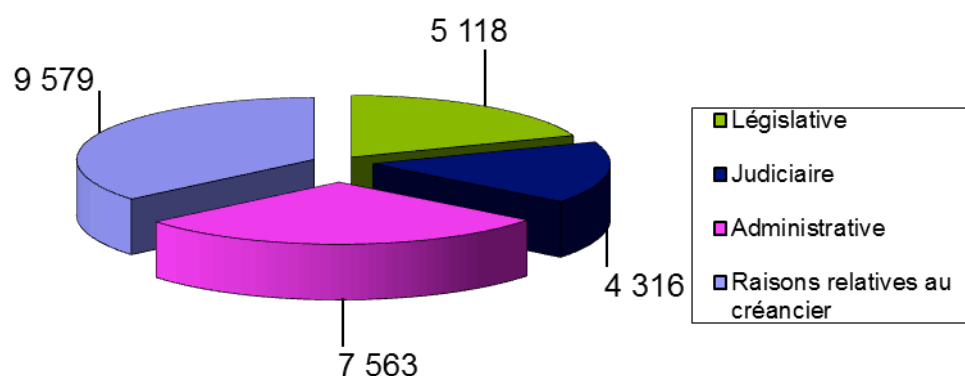
| Rubrique des raisons relatives au créancier | Nombre des Consignations |
|---|--------------------------|
|---|--------------------------|

|      |     |
|------|-----|
| 0002 | 742 |
|------|-----|

#### 4. NOMBRE DE CONSIGNATIONS EN DÉPÔT AU 31 DÉCEMBRE 2015

Le nombre des consignations en dépôt au 31 décembre 2015 s'établit comme suit :

| Catégorie des consignations                      | Nombre des consignations |
|--|--------------------------|
| Législative :                                    | 5 118                    |
| Judiciaire :                                     | 4 316                    |
| Administrative :                                 | 7 563                    |
| Raisons relatives au créancier :                 | 9 579                    |
| <b>Nombre total des consignations en dépôt :</b> | <b>26.576</b>            |



La répartition du nombre des consignations en dépôt au 31 décembre 2015 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

| Rubrique des consignations législatives | Nombre des consignations |
|---|--------------------------|
|---|--------------------------|

|      |       |
|------|-------|
| L001 | 155   |
| L002 | 1     |
| L004 | 664   |
| L006 | 4     |
| L008 | 746   |
| L009 | 22    |
| L010 | 277   |
| L013 | 530   |
| L014 | 22    |
| L015 | 73    |
| L016 | 1 235 |
| L017 | 57    |
| L018 | 546   |
| L019 | 99    |
| L020 | 131   |
| L022 | 3     |
| L023 | 545   |
| L028 | 1     |
| L031 | 2     |
| L032 | 4     |
| L033 | 1     |

| Rubrique des consignations judiciaires | Nombre des Consignations |
|--|--------------------------|
|--|--------------------------|

|      |       |
|------|-------|
| J001 | 46    |
| J002 | 158   |
| J003 | 6     |
| J004 | 2 327 |
| J005 | 212   |
| J006 | 324   |
| J007 | 11    |
| J008 | 1     |
| J010 | 1     |
| J011 | 1     |
| J012 | 1     |
| J013 | 78    |
| J015 | 1 131 |
| J016 | 1     |
| J017 | 4     |
| J018 | 4     |
| J019 | 5     |
| J021 | 5     |

| <b>Rubrique des consignations administratives</b> | <b>Nombre des Consignations</b> |
|---|---------------------------------|
|---|---------------------------------|

|      |       |
|------|-------|
| A001 | 929   |
| A002 | 47    |
| A003 | 147   |
| A004 | 1 612 |
| A005 | 15    |
| A006 | 1     |
| A007 | 10    |
| A008 | 804   |
| A009 | 4     |
| A010 | 9     |
| A011 | 3 980 |
| A012 | 5     |

| <b>Rubrique des raisons relatives au créancier</b> | <b>Nombre des Consignations</b> |
|--|---------------------------------|
|--|---------------------------------|

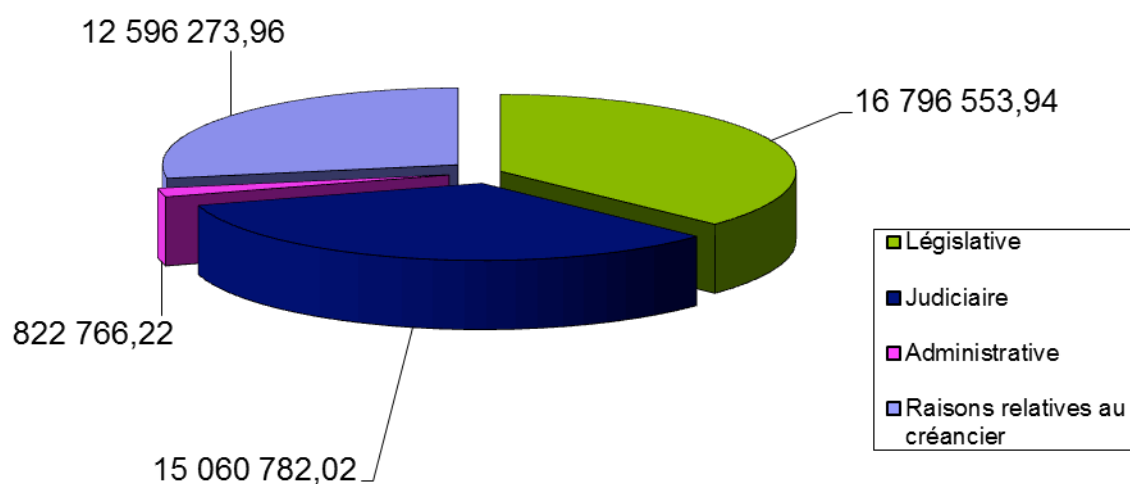
|      |       |
|------|-------|
| 0002 | 5 769 |
| 0012 | 2 251 |
| 0022 | 1 559 |

## 5. VALEUR COMPTABLE DES CONSIGNATIONS DÉPOSÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2015

Par valeur comptable d'une consignation il a lieu d'entendre la valeur des biens consignés au moment du dépôt. Sur base de cette valeur, la Trésorerie de l'État, Caisse de Consignation, calcule les frais de garde forfaitaires et la taxe de consignation.

La valeur comptable en euros des consignations déposées au cours de l'exercice 2015 s'établit comme suit :

| Catégorie des consignations      | Valeur comptable (en EUR) |
|----------------------------------|---------------------------|
| Législative :                    | 16.796.553,94             |
| Judiciaire :                     | 15.060.782,02             |
| Administrative :                 | 822.766,22                |
| Raisons relatives au créancier : | 12.596.273,96             |
| <b>Valeur comptable totale :</b> | <b>45.276.376,14</b>      |



La répartition de la valeur comptable en euros des consignations déposées au cours de l'exercice 2015 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :



| <b>Rubrique des consignations législatives</b> | <b>Valeur comptable (en EUR)</b> |
|--|----------------------------------|
|--|----------------------------------|

|      |               |
|------|---------------|
| L001 | 106.204,19    |
| L004 | 1.374.185,31  |
| L009 | 3.054,89      |
| L010 | 565.497,41    |
| L013 | 5.490,00      |
| L014 | 33.919,69     |
| L015 | 435.050,00    |
| L016 | 12.692.462,71 |
| L017 | 291.655,66    |
| L018 | 47.544,96     |
| L019 | 753,00        |
| L022 | 10.000,00     |
| L023 | 988.624,32    |
| L032 | 39.111,80     |
| L033 | 203.000,00    |

| <b>Rubrique des consignations judiciaires</b> | <b>Valeur comptable (en EUR)</b> |
|---|----------------------------------|
|---|----------------------------------|

|      |               |
|------|---------------|
| J001 | 103.000,00    |
| J002 | 40.244,69     |
| J003 | 720.000,00    |
| J004 | 131.043,00    |
| J005 | 13.668.983,43 |
| J006 | 83.500,00     |
| J011 | 4.153,88      |
| J013 | 33.360,00     |
| J015 | 33.400,73     |
| J021 | 243.096,29    |

| <b>Rubrique des consignations administratives</b> | <b>Valeur comptable (en EUR)</b> |
|---|----------------------------------|
|---|----------------------------------|

|      |            |
|------|------------|
| A001 | 32.010,31  |
| A003 | 10.655,00  |
| A004 | 308,47     |
| A011 | 779.792,44 |

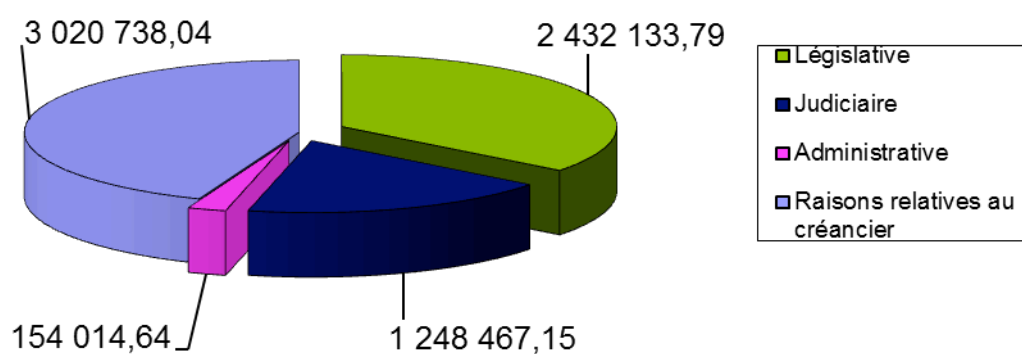
| <b>Rubrique des raisons relatives au créancier</b> | <b>Valeur comptable (en EUR)</b> |
|--|----------------------------------|
|--|----------------------------------|

|      |               |
|------|---------------|
| 0002 | 12.589.029,33 |
| 0012 | 6.908,18      |
| 0022 | 336,45        |

## 6. VALEUR COMPTABLE DES CONSIGNATIONS RESTITUÉES INTÉGRALEMENT AU COURS DE L'EXERCICE 2015

La valeur comptable en euros des consignations restituées intégralement au cours de l'exercice 2015 s'établit comme suit :

| Catégorie des consignations      | Valeur comptable (en EUR) |
|----------------------------------|---------------------------|
| Législative :                    | 2.432.133,79              |
| Judiciaire :                     | 1.248.467,15              |
| Administrative :                 | 154.014,64                |
| Raisons relatives au créancier : | 3.020.738,04              |
| <b>Valeur comptable totale :</b> | <b>6.855.353,62</b>       |



La répartition de la valeur comptable en euros des consignations restituées intégralement au cours de l'exercice 2015 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

| Rubrique des consignations législatives | Valeur comptable (en EUR) |
|---|---------------------------|
| L004                                    | 407.555,83                |
| L010                                    | 5.628,55                  |
| L015                                    | 282.615,00                |
| L016                                    | 287.734,86                |
| L018                                    | 2.739,60                  |
| L019                                    | 1.734,00                  |
| L023                                    | 1.444.125,95              |
| Rubrique des                            | Valeur comptable          |

| consignations judiciaires | (en EUR) |
|---------------------------|----------|
|---------------------------|----------|

|      |            |
|------|------------|
| J001 | 397,41     |
| J002 | 572.934,57 |
| J003 | 355.903,69 |
| J004 | 46.995,78  |
| J005 | 46.103,48  |
| J006 | 163.684,03 |
| J015 | 62.448,19  |

| Rubrique des consignations administratives | Valeur comptable (en EUR) |
|--|---------------------------|
|--|---------------------------|

|      |           |
|------|-----------|
| A001 | 22.701,35 |
| A003 | 8.500,00  |
| A004 | 32.277,50 |
| A011 | 90.535,79 |

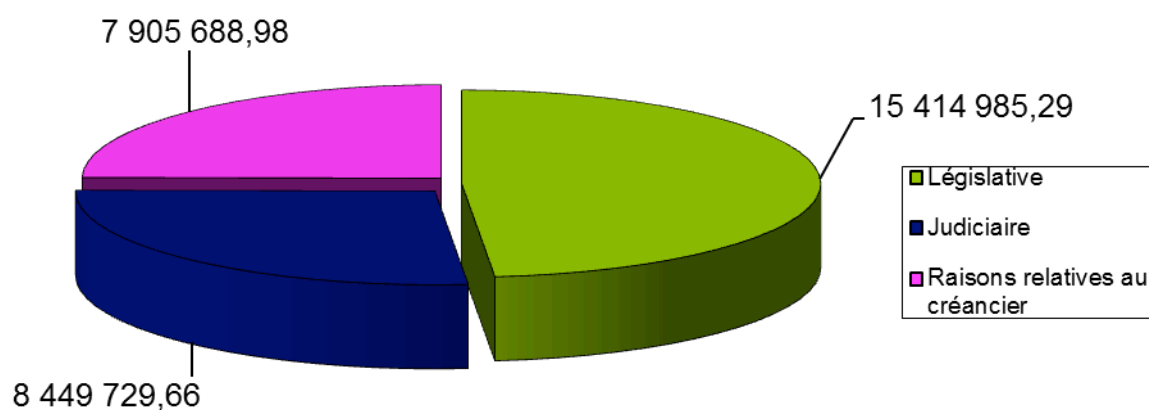
| Rubrique des raisons relatives au créancier | Valeur comptable (en EUR) |
|---|---------------------------|
|---|---------------------------|

|      |              |
|------|--------------|
| 0002 | 3.016.717,88 |
| 0012 | 4.020,16     |

## 7. VALEUR COMPTABLE DES RESTITUTIONS PARTIELLES EFFECTUÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2015

La valeur comptable en euros des restitutions partielles effectuées au cours de l'exercice 2015 s'établit comme suit :

| Catégorie des consignations      | Valeur comptable (en EUR) |
|----------------------------------|---------------------------|
| Législative :                    | 15.414.985,29             |
| Judiciaire :                     | 8.449.729,66              |
| Raisons relatives au créancier : | 7.905.688,98              |
| <b>Valeur comptable totale :</b> | <b>31.770.403,93</b>      |



La répartition de la valeur comptable en euros des restitutions partielles au cours de l'exercice 2015 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

| Rubrique des consignations législatives | Valeur comptable (en EUR) |
|---|---------------------------|
|---|---------------------------|

|      |               |
|------|---------------|
| L001 | 2.971,06      |
| L004 | 19.479,65     |
| L010 | 187.208,97    |
| L016 | 12.366.662,15 |
| L017 | 1.845.322,20  |
| L018 | 95.677,02     |
| L023 | 57.891,58     |
| L032 | 839.772,66    |

| Rubrique des consignations judiciaires | Valeur comptable (en EUR) |
|--|---------------------------|
|--|---------------------------|

|      |              |
|------|--------------|
| J002 | 3.000,00     |
| J005 | 8.446.729,66 |

| Rubrique des raisons relatives au créancier | Valeur comptable (en EUR) |
|---|---------------------------|
|---|---------------------------|

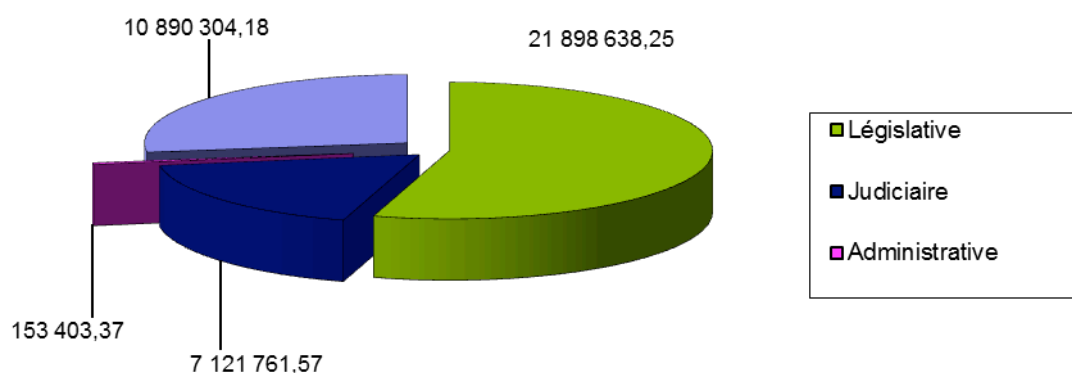
|      |              |
|------|--------------|
| 0002 | 7.905.688,98 |
|------|--------------|

## 8. VALEUR (NETTE) D'INVENTAIRE DES RESTITUTIONS EFFECTUÉES AU COURS DE L'EXERCICE 2015

Par valeur (nette) d'inventaire d'une consignation il y a lieu d'entendre les soldes des comptes internes de la consignation destinés à recueillir la comptabilisation de la valeur des biens consignés au moment du dépôt ou des sommes acquises en lieu et place de ces biens, des fruits et produits, des frais de garde et de la taxe de consignation. Sur base des soldes de ces comptes, la Trésorerie de l'État, Caisse de Consignation, calcule pour les comptes qui portent sur des sommes d'argent les intérêts dus à la consignation.

La valeur (nette) d'inventaire en euros des restitutions effectuées au cours de l'exercice 2015 s'établit comme suit :

| Catégorie des consignations                 | Valeur (nette) d'inventaire (en EUR) |
|---|--------------------------------------|
| Législative :                               | 21.898.638,25                        |
| Judiciaire :                                | 7.121.761,57                         |
| Administrative :                            | 153.403,37                           |
| Raisons relatives au créancier :            | 10.890.304,18                        |
| <b>Valeur (nette) d'inventaire totale :</b> | <b>40.064.107,37</b>                 |



La répartition de la valeur (nette) d'inventaire en euros des restitutions au cours de l'exercice 2015 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

| <b>Rubrique des consignations<br/>législatives</b> | <b>Valeur (nette)<br/>d'inventaire<br/>(en EUR)</b> |
|--|---|
|--|---|

|      |               |
|------|---------------|
| L001 | 2.723,39      |
| L004 | 420.964,27    |
| L010 | 192.606,27    |
| L015 | 277.593,49    |
| L016 | 16.927.545,39 |
| L017 | 1.766.163,65  |
| L018 | 97.860,59     |
| L019 | 1.710,04      |
| L023 | 1.444.718,46  |
| L032 | 766.752,70    |

| <b>Rubrique des consignations<br/>judiciaires</b> | <b>Valeur (nette)<br/>d'inventaire<br/>(en EUR)</b> |
|---|---|
|---|---|

|      |              |
|------|--------------|
| J001 | 384,13       |
| J002 | 571.677,02   |
| J003 | 336.498,40   |
| J004 | 46.226,49    |
| J005 | 5.946.364,77 |
| J006 | 160.870,99   |
| J015 | 59.739,77    |

| <b>Rubrique des<br/>consignations administratives</b> | <b>Valeur (nette)<br/>d'inventaire<br/>(en EUR)</b> |
|---|---|
|---|---|

|      |           |
|------|-----------|
| A001 | 22.675,69 |
| A003 | 8.467,26  |
| A004 | 31.883,00 |
| A011 | 90.377,42 |

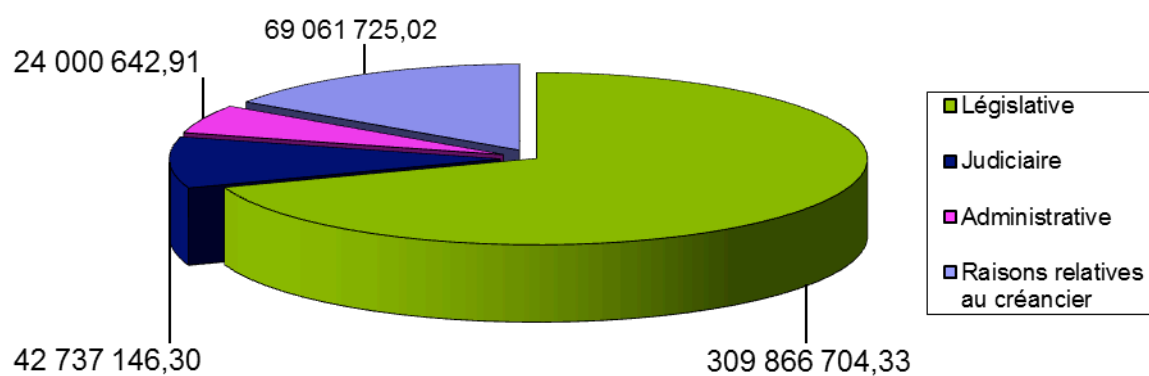
| <b>Rubrique des<br/>raisons relatives au créancier</b> | <b>Valeur (nette)<br/>d'inventaire<br/>(en EUR)</b> |
|--|---|
|--|---|

|      |               |
|------|---------------|
| 0002 | 10.886.344,61 |
| 0012 | 3.959,57      |

## 9. VALEUR COMPTABLE DES CONSIGNATIONS EN DÉPÔT AU 31 DÉCEMBRE 2015

La valeur comptable en euros des consignations en dépôt au 31 décembre 2015 s'établit comme suit :

| <i>Catégorie des consignations</i> | <b>Valeur comptable (en EUR)</b> |
|------------------------------------|----------------------------------|
| Législative :                      | 309.866.704,33                   |
| Judiciaire :                       | 42.737.146,30                    |
| Administrative :                   | 24.000.642,91                    |
| Raisons relatives au créancier :   | 69.061.725,02                    |
| <b>Valeur comptable totale :</b>   | <b>445.666.218,56</b>            |



La répartition de la valeur comptable en euros des consignations en dépôt au 31 décembre 2015 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

| <b>Rubrique des<br/>consignations législatives</b> | <b>Valeur comptable<br/>(en EUR)</b> |
|--|--------------------------------------|
| L001   | 4.130.361,92                         |
| L002   | 12.992,09                            |
| L004   | 7.463.393,41                         |
| L006   | 6.821,34                             |
| L008   | 359.006,06                           |
| L009   | 1.403.731,76                         |
| L010   | 7.656.134,47                         |
| L013   | 178.718,22                           |
| L014   | 595.238,64                           |
| L015   | 1.211.150,00                         |
| L016   | 178.563.298,93                       |
| L017   | 88.791.905,78                        |
| L018   | 283.711,15                           |
| L019   | 24.430,95                            |
| L020   | 17.338,29                            |
| L022   | 39.897,22                            |
| L023   | 5.250.570,75                         |
| L028   | 562.907,32                           |
| L031   | 20.000,00                            |
| L032   | 13.092.096,03                        |
| L033   | 203.000,00                           |

| <b>Rubrique des<br/>consignations judiciaires</b> | <b>Valeur comptable<br/>(en EUR)</b> |
|---|--------------------------------------|
| J001  | 436.979,56                           |
| J002  | 195.854,37                           |
| J003  | 1.036.358,62                         |
| J004  | 965.124,41                           |
| J005  | 30.305.109,49                        |
| J006  | 1.101.280,16                         |
| J007  | 91.150,71                            |
| J008  | 100.858,44                           |
| J010  | 4.000,00                             |
| J011  | 4.153,88                             |
| J012  | 2.478,94                             |
| J013  | 103.358,61                           |
| J015  | 753.015,42                           |
| J016  | 4.106,51                             |
| J017  | 46.500,00                            |
| J018  | 29.919,41                            |
| J019  | 6 100,00                             |
| J021  | 7.550.797,77                         |



| Rubrique des consignations administratives | Valeur comptable (en EUR) |
|--|---------------------------|
|--|---------------------------|

|      |               |
|------|---------------|
| A001 | 5.016.154,30  |
| A002 | 72.681,76     |
| A003 | 132.546,43    |
| A004 | 869.294,81    |
| A005 | 9.910,27      |
| A006 | 1.193,83      |
| A007 | 56.177,21     |
| A008 | 86.579,02     |
| A009 | 3.651,55      |
| A010 | 41.210,50     |
| A011 | 5.613.864,59  |
| A012 | 12.097.378,64 |

| Rubrique des raisons relatives au créancier | Valeur comptable (en EUR) |
|---|---------------------------|
|---|---------------------------|

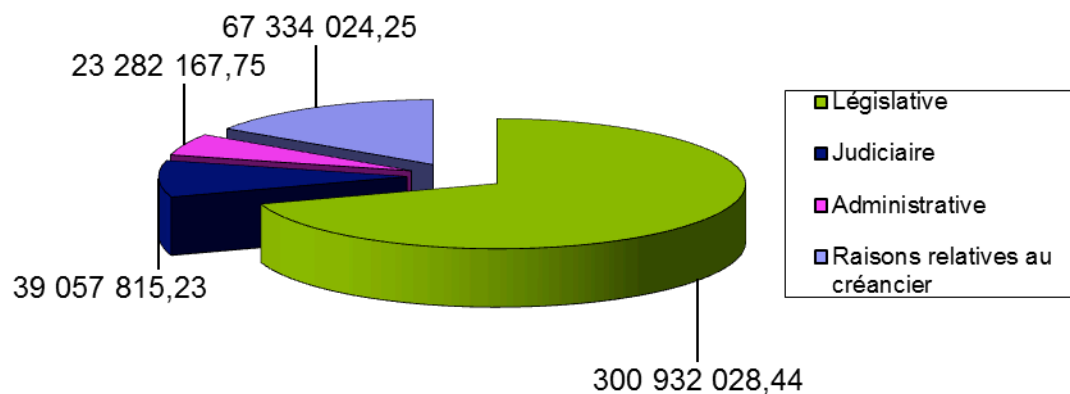
|      |               |
|------|---------------|
| 0002 | 67.960.388,83 |
| 0012 | 923.350,21    |
| 0022 | 177.985,98    |

Il y a lieu de noter que 124.108,94 EUR sont à ventiler à la valeur comptable des consignations en dépôt. Ce montant est dû à des écritures comptables ne se référant pas à des consignations, telles les différences de change générées lors de rapprochements par exemple.

## 10. VALEUR (NETTE) D'INVENTAIRE DES CONSIGNATIONS EN DÉPÔT AU 31 DÉCEMBRE 2015

La valeur (nette) d'inventaire en euros des consignations en dépôt au 31 décembre 2015 s'établit comme suit :

| Catégorie des consignations                 | Valeur (nette) d'inventaire (en EUR) |
|---|--------------------------------------|
| Législative :                               | 300.932.028,44                       |
| Judiciaire.:                                | 39.057.815,23                        |
| Administrative.:                            | 23.282.167,75                        |
| Raisons relatives au créancier :            | 67.334.024,25                        |
| <b>Valeur (nette) d'inventaire totale :</b> | <b>430.606.035,67</b>                |



La répartition de la valeur (nette) d'inventaire en euros des consignations en dépôt au 31 décembre 2015 dans les catégories subdivisées en rubriques se présente de la façon suivante :

| Rubrique des consignations législatives | Valeur (nette) d'inventaire (en EUR) |
|---|--------------------------------------|
| L001                                    | 3.965.859,33                         |
| L002                                    | 12.611,62                            |
| L004                                    | 7.243.419,11                         |
| L006                                    | 6.682,76                             |
| L008                                    | 353.248,04                           |
| L009                                    | 1.347.861,75                         |
| L010                                    | 7.386.526,66                         |
| L013                                    | 175.237,09                           |
| L014                                    | 575.299,32                           |
| L015                                    | 1.188.485,40                         |
| L016                                    | 172.803.569,98                       |
| L017                                    | 86.808.034,95                        |
| L018                                    | 278.182,53                           |
| L019                                    | 23.720,72                            |
| L020                                    | 16.662,65                            |
| L022                                    | 39.004,30                            |
| L023                                    | 5.052.432,10                         |
| L028                                    | 553.389,89                           |
| L031                                    | 18.640,33                            |
| L032                                    | 12.880.486,53                        |
| L033                                    | 202.673,38                           |

| <b>Rubrique des consignations judiciaires</b> | <b>Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)</b> |
|---|---|
|---|---|

|      |               |
|------|---------------|
| J001 | 426.007,18    |
| J002 | 185.110,69    |
| J003 | 1.026.165,60  |
| J004 | 935.629,60    |
| J005 | 26.514.710,87 |
| J006 | 1.070.399,66  |
| J007 | 88.761,70     |
| J008 | 97.160,48     |
| J010 | 3.855,42      |
| J011 | 4.153,88      |
| J012 | 2.544,10      |
| J013 | 101.808,60    |
| J015 | 726.379,16    |
| J016 | 3.911,07      |
| J017 | 43.032,03     |
| J018 | 28.498,48     |
| J019 | 5.880,29      |
| J021 | 7.793.806,42  |

| <b>Rubrique des consignations administratives</b> | <b>Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)</b> |
|---|---|
|---|---|

|      |               |
|------|---------------|
| A001 | 4.932.859,19  |
| A002 | 71.061,78     |
| A003 | 127.688,82    |
| A004 | 846.493,70    |
| A005 | 9.548,83      |
| A006 | 1.173,01      |
| A007 | 54.524,55     |
| A008 | 85.253,80     |
| A009 | 3.304,22      |
| A010 | 39.346,77     |
| A011 | 5.474.171,14  |
| A012 | 11.636.741,94 |

| <b>Rubrique des raisons relatives au créancier</b> | <b>Valeur (nette) d'inventaire (en EUR)</b> |
|--|---|
|--|---|

|      |               |
|------|---------------|
| 0002 | 66.266.063,81 |
| 0012 | 897.011,31    |
| 0022 | 170.949,13    |

Comme pour la valeur comptable, il y a lieu de noter que 125.187,58 EUR sont à imputer aux différentes catégories de consignations. Ce montant provient d'écritures ne se référant pas à des consignations particulières. Ces opérations sont constituées des résultats de change par exemple. La partie de la valeur (nette) d'inventaire des Consignations en dépôt en dépôt au 31 décembre 2015 constituée de devises hors de la zone euro se répartit comme suit :

| Consignations libellées en | Valeur (nette)<br>d'inventaire |
|----------------------------|--------------------------------|
| AUD                        | 593.043,54                     |
| CAD                        | 634.080,11                     |
| CHF                        | 975.215,15                     |
| CZK                        | 138.881,02                     |
| DKK                        | 3.752.139,73                   |
| EUR                        | 258.007.355,82                 |
| GBP                        | 9.566.802,96                   |
| HKD                        | 217.786,35                     |
| JPY                        | 19.283.148,00                  |
| NOK                        | 12.748.506,34                  |
| NZD                        | 31.125,88                      |
| PLN                        | 705.396,15                     |
| SEK                        | 6.837.737,59                   |
| SGD                        | 2.690.914,04                   |
| THB                        | 10.874.114,80                  |
| USD                        | 197.169.947,89                 |
| ZAR                        | 1.454.661,09                   |

La Trésorerie de l'État, Caisse de Consignation, ne court aucun risque de change du fait que toutes les dettes libellées en devises sont intégralement couvertes par des avoirs dans chaque devise concernée.

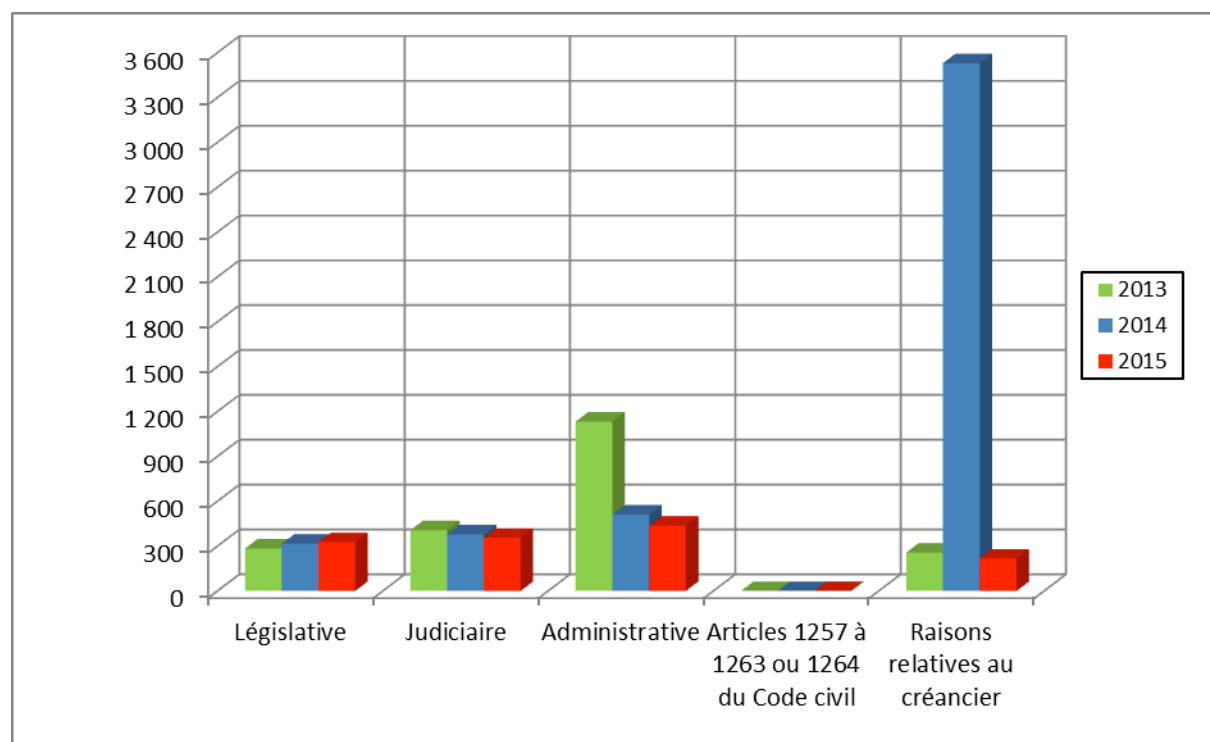
En ce qui concerne le compte courant BCEE en USD 5121001000 du Bilan 2015, le solde sur le compte courant au 31.12.2015 s'élève à USD 381.520,69. La contrevaletur en EUR se situe à 6.149.103,51-. Ce solde négatif en EUR provient de la réévaluation des sorties en USD qui ont eu lieu. Il y a lieu de noter que ces différences ne sont que des différences théoriques qui n'impactent pas la trésorerie de la Caisse de Consignation, puisque cette dernière gère les consignations en devise et non pas en EUR.

# I. COMPARAISONS DES 3 DERNIERS EXERCICES CLÔTURÉS

## 1. NOMBRE DE CONSIGNATIONS DÉPOSÉES

La comparaison du nombre des consignations déposées au cours des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

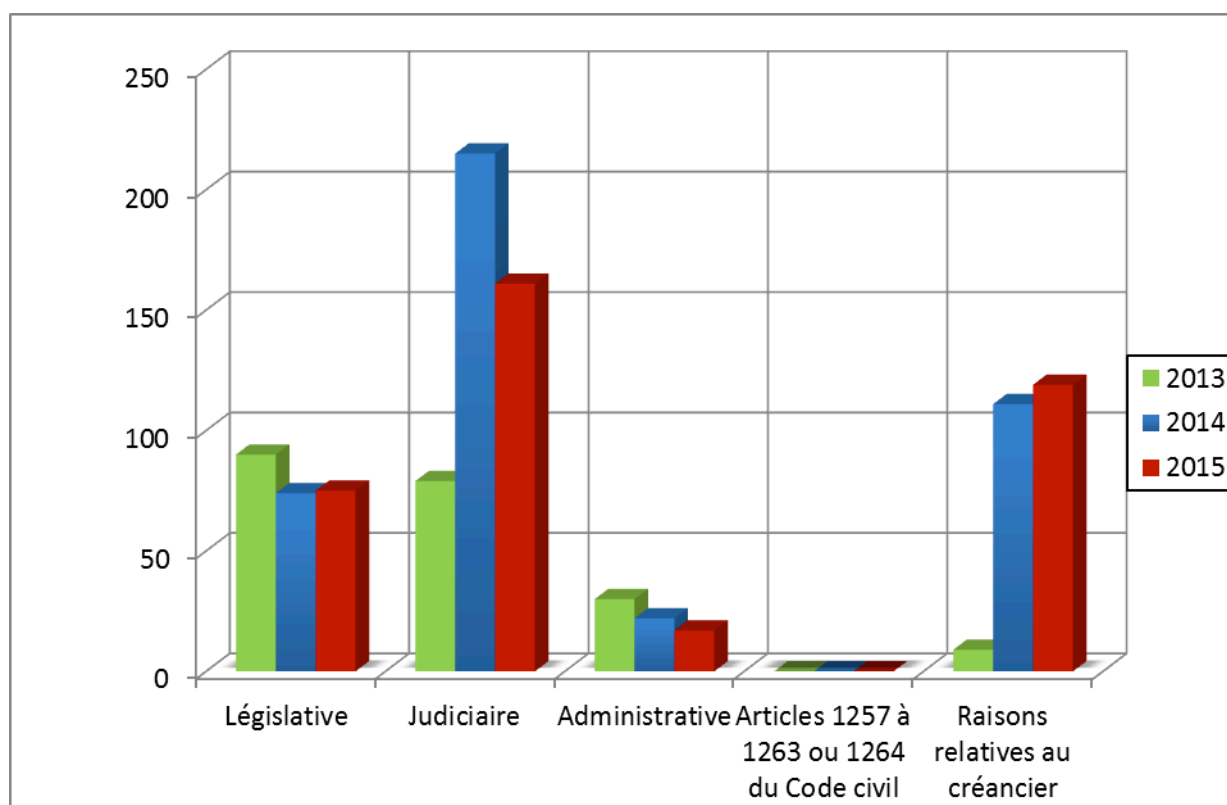
| Catégorie des consignations                      | Nombre des consignations |               |               |
|--|--------------------------|---------------|---------------|
|  | Exercice 2013            | Exercice 2014 | Exercice 2015 |
| Législative :                                    | 284                      | 316           | 326           |
| Judiciaire :                                     | 406                      | 378           | 356           |
| Administrative :                                 | 1.133                    | 511           | 436           |
| Articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil :     | 0                        | 0             | 0             |
| Raisons relatives au créancier :                 | 257                      | 3.530         | 217           |
| <b>Nombre total des consignations déposées :</b> | <b>2.080</b>             | <b>4.735</b>  | <b>1.335</b>  |



## 2. NOMBRE DE CONSIGNATIONS RESTITUÉES INTÉGRALEMENT

La comparaison du nombre des consignations restituées intégralement au cours des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

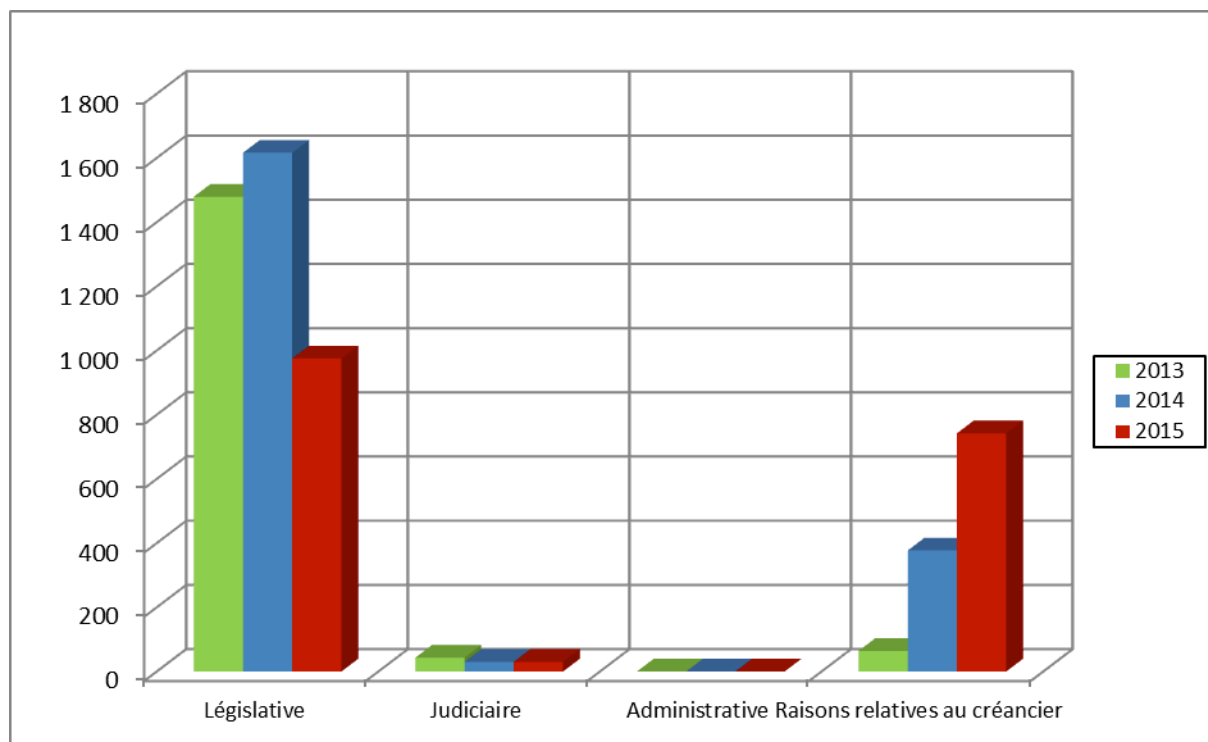
| Catégorie des consignations                        | Nombre des consignations |               |               |
|--|--------------------------|---------------|---------------|
|  | Exercice 2013            | Exercice 2014 | Exercice 2015 |
| Législative :                                      | 90                       | 74            | 75            |
| Judiciaire :                                       | 79                       | 215           | 161           |
| Administrative :                                   | 30                       | 22            | 17            |
| Articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil :       | 0                        | 0             | 0             |
| Raisons relatives au créancier :                   | 9                        | 111           | 119           |
| <b>Nombre total des consignations restituées :</b> | <b>208</b>               | <b>422</b>    | <b>372</b>    |



### 3. NOMBRE DE RESTITUTIONS PARTIELLES

La comparaison du nombre des restitutions partielles effectuées au cours des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

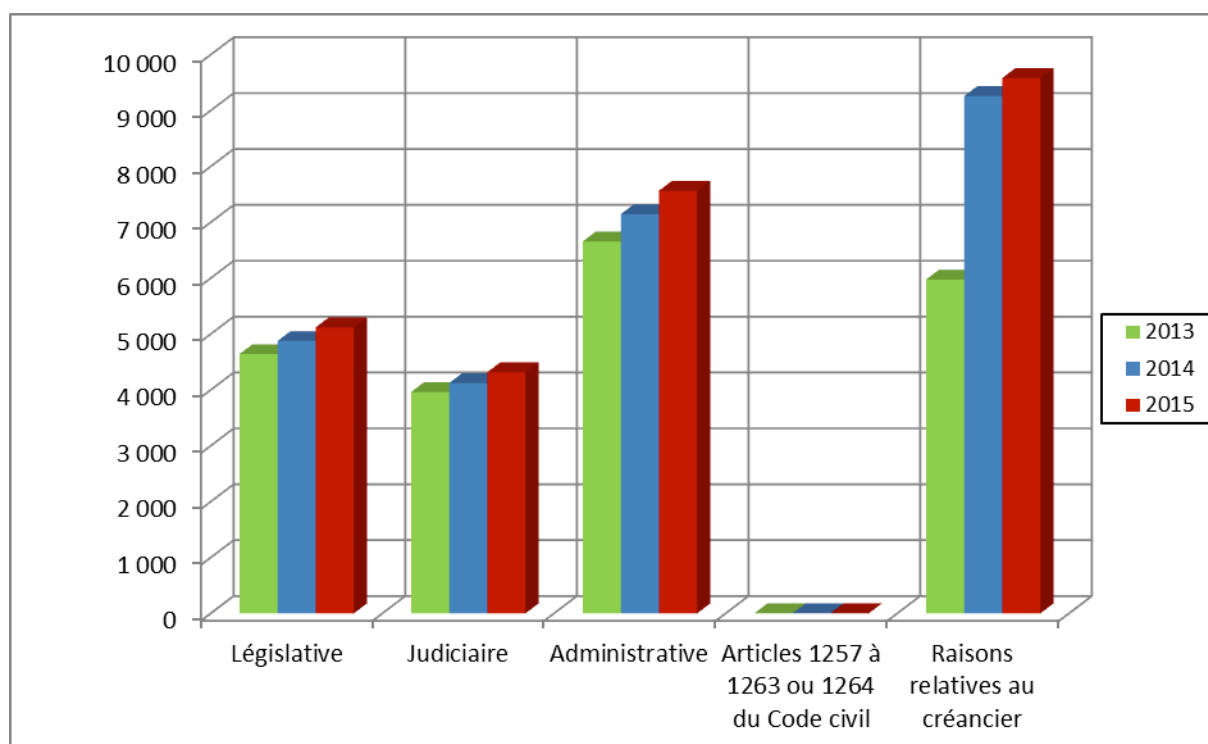
| Catégorie des consignations                       | Nombre des restitutions partielles |               |               |
|---|------------------------------------|---------------|---------------|
|   | Exercice 2013                      | Exercice 2014 | Exercice 2015 |
| Législative :                                     | 1.479                              | 1.616         | 975           |
| Judiciaire :                                      | 43                                 | 30            | 30            |
| Administrative :                                  | 0                                  | 0             | 0             |
| Raisons relatives au créancier :                  | 64                                 | 377           | 742           |
| <b>Nombre total des restitutions partielles :</b> | <b>1.586</b>                       | <b>2.023</b>  | <b>1.747</b>  |



#### 4. NOMBRE DE CONSIGNATIONS EN DÉPÔT À LA FIN DE L'EXERCICE

La comparaison du nombre des consignations en dépôt à la fin des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

| Catégorie des consignations                      | Nombre des consignations |               |               |
|--|--------------------------|---------------|---------------|
|  | Exercice 2013            | Exercice 2014 | Exercice 2015 |
| Législative :                                    | 4.639                    | 4.874         | 5.118         |
| Judiciaire :                                     | 3.961                    | 4.121         | 4.316         |
| Administrative :                                 | 6.655                    | 7.144         | 7.563         |
| Articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil :     | 0                        | 0             | 0             |
| Raisons relatives au créancier :                 | 5.973                    | 9.257         | 9.579         |
| <b>Nombre total des consignations en dépôt :</b> | <b>21.228</b>            | <b>25.396</b> | <b>26.576</b> |

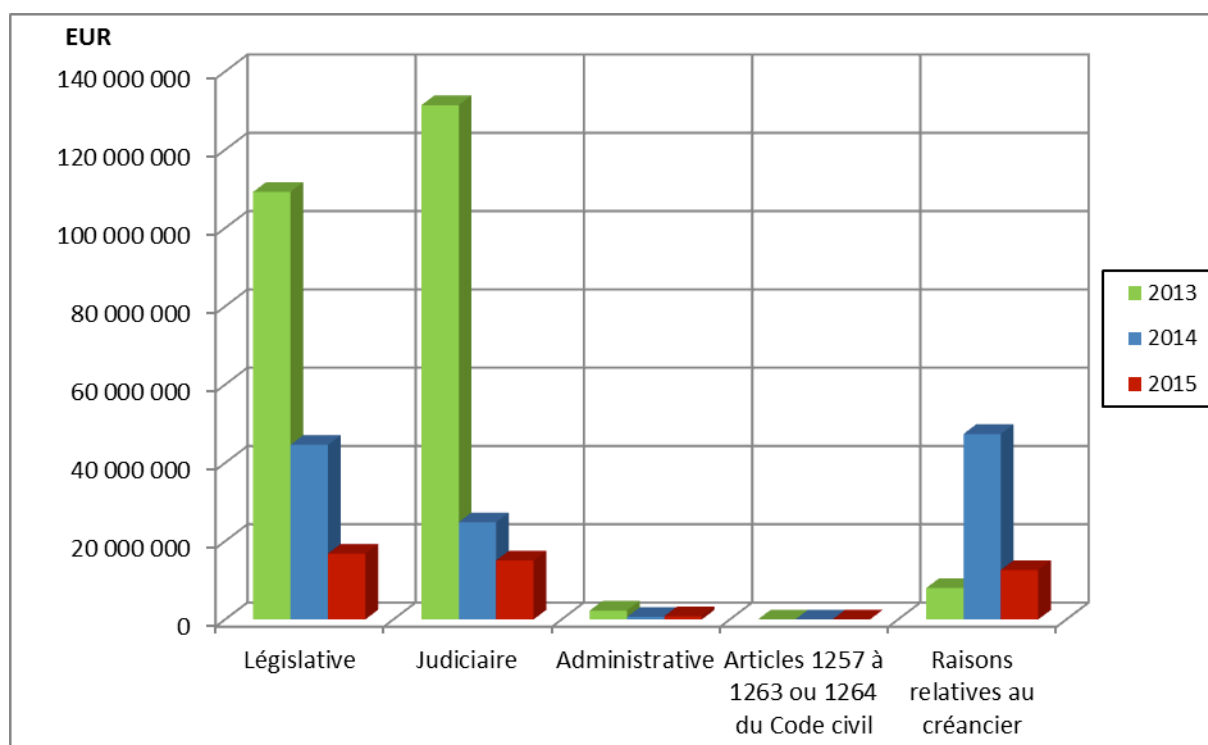




## 5. VALEUR COMPTABLE DES CONSIGNATIONS DÉPOSÉES

La comparaison de la valeur comptable des consignations déposées au cours des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

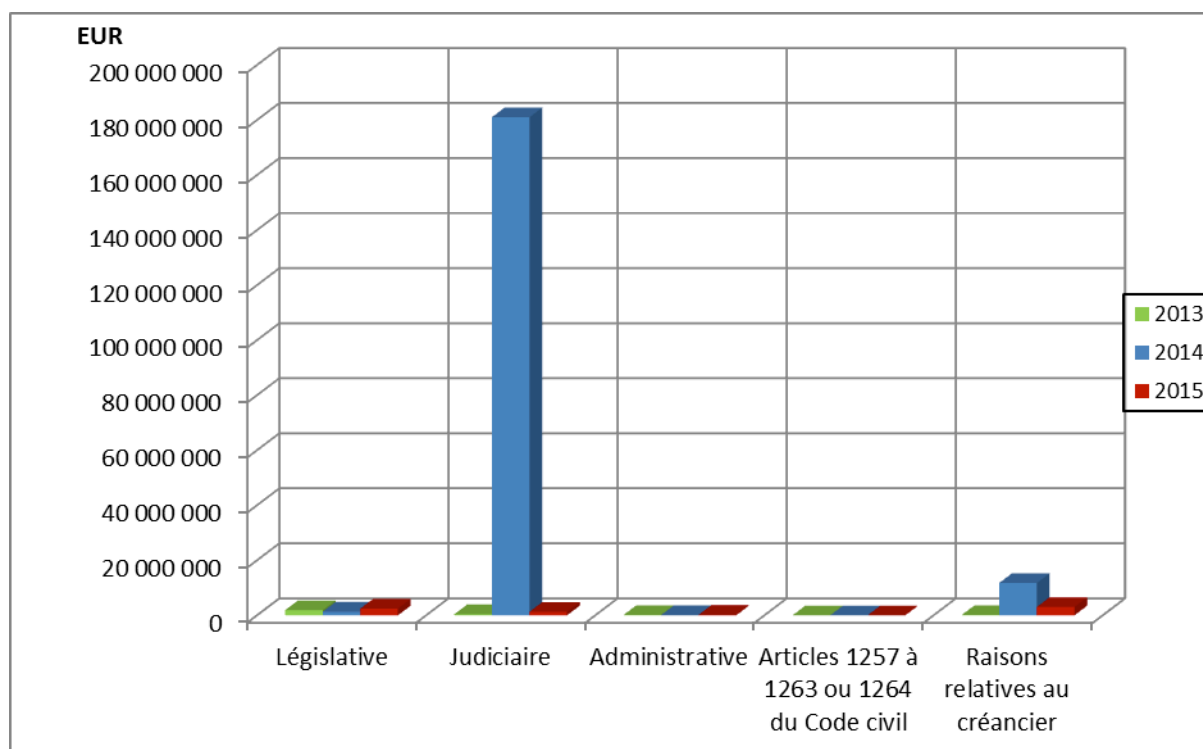
| Catégorie des consignations                  | Valeur comptable (en EUR) |                       |                      |
|--|---------------------------|-----------------------|----------------------|
|  | Exercice 2013             | Exercice 2014         | Exercice 2015        |
| Législative :                                | 109.250.784,15            | 44.612.127,07         | 16.796.553,94        |
| Judiciaire :                                 | 131.388.610,53            | 24.843.556,13         | 15.060.782,02        |
| Administrative :                             | 2.266.375,24              | 654.985,95            | 822.766,22           |
| Articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil : | 0,00                      | 0,00                  | 0,00                 |
| Raisons relatives au créancier :             | 8.014.208,18              | 47.392.960,39         | 12.596.273,96        |
| <b>Valeur comptable totale :</b>             | <b>250.919.978,10</b>     | <b>117.503.629,54</b> | <b>45.276.376,14</b> |



## 6. VALEUR COMPTABLE DES CONSIGNATIONS RESTITUÉES INTÉGRALEMENT

La comparaison de la valeur comptable des consignations restituées intégralement au cours des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

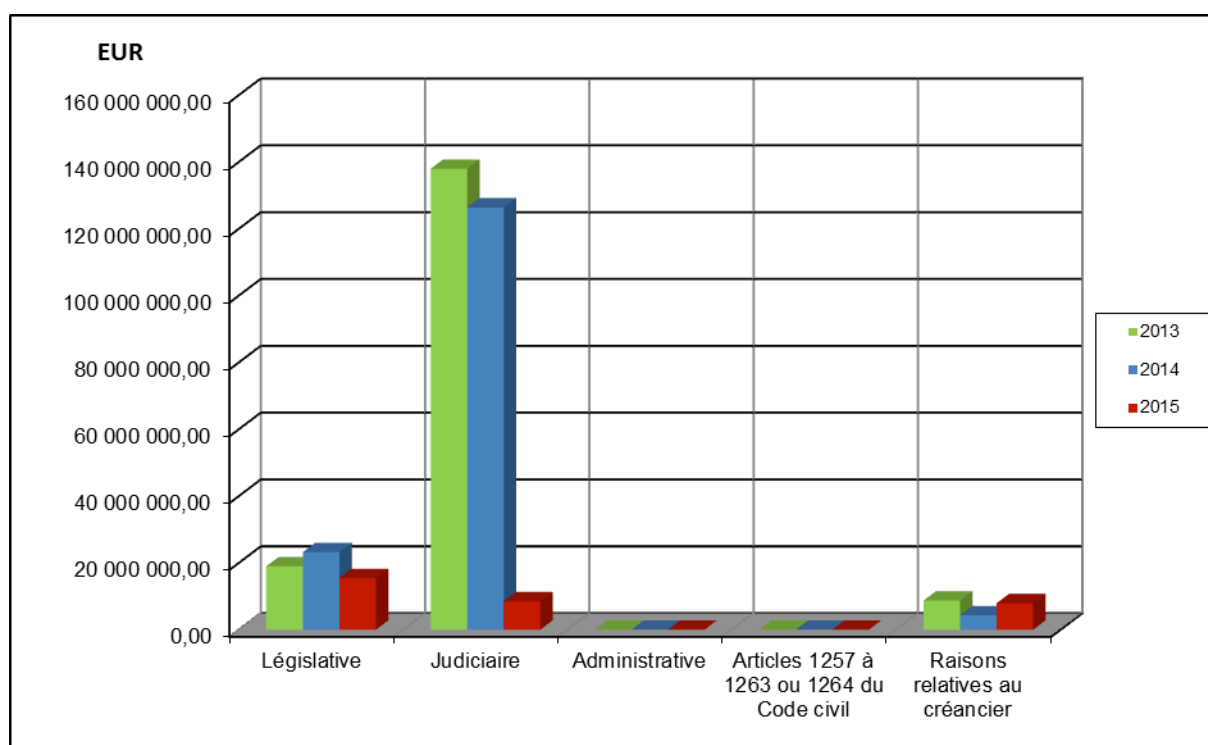
| Catégorie des consignations              | Valeur comptable (en EUR) |                       |                     |
|--|---------------------------|-----------------------|---------------------|
|  | Exercice 2013             | Exercice 2014         | Exercice 2015       |
| Législative :                            | 1.887.191,66              | 1.331.808,90          | 2.432.133,79        |
| Judiciaire :                             | 390.005,80                | 181.015.700,41        | 1.248.467,15        |
| Administrative :                         | 109.994,01                | 68.426,69             | 154.014,64          |
| Art. 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil : | 0,00                      | 0,00                  | 0                   |
| Raisons relatives au créancier :         | 117.472,85                | 11.782.650,59         | 3.020.738,04        |
| <b>Valeur comptable totale :</b>         | <b>2.504.664,32</b>       | <b>194.198.586,59</b> | <b>6.855.353,62</b> |



## 7. VALEUR COMPTABLE DES CONSIGNATIONS PARTIELLES

La comparaison de la valeur comptable des restitutions partielles effectuées au cours des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

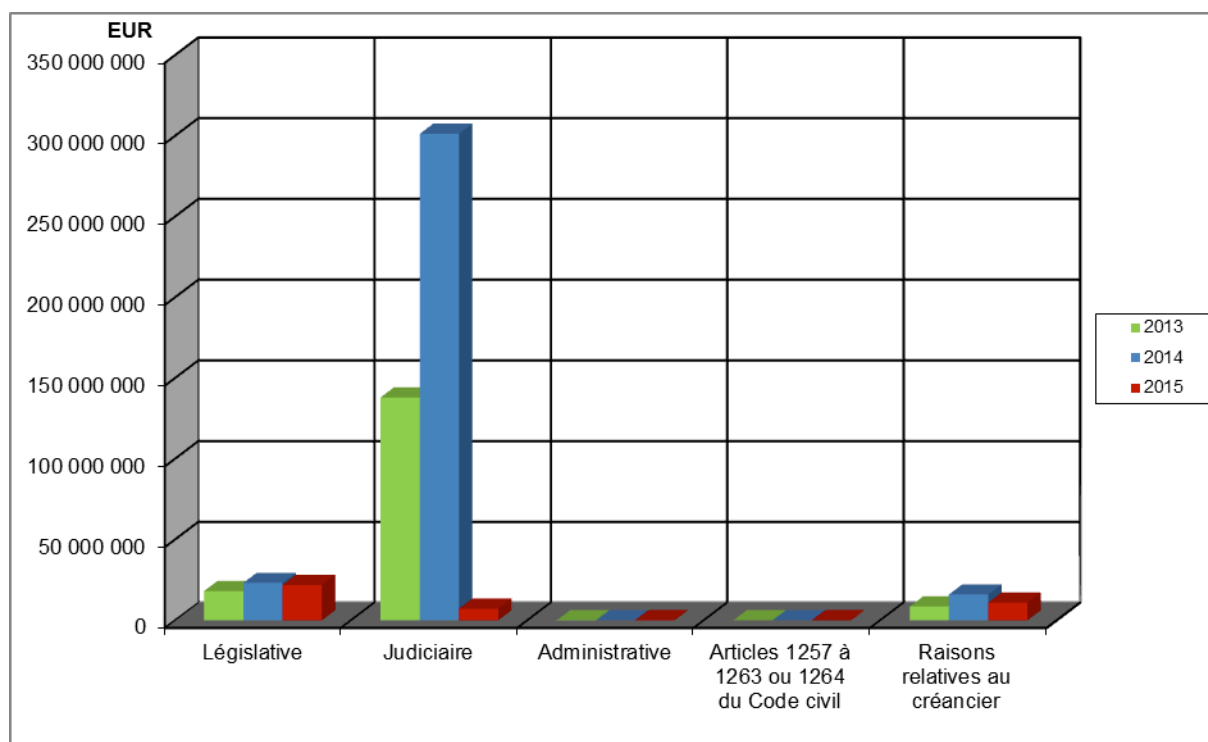
| Catégorie des consignations                  | Valeur comptable (en EUR) |                       |                      |
|--|---------------------------|-----------------------|----------------------|
|  | Exercice 2013             | Exercice 2014         | Exercice 2015        |
| Législative :                                | 18.979.570,38             | 23.189.238,85         | 15.414.985,29        |
| Judiciaire :                                 | 137.903.006,10            | 126.334.391,37        | 8.449.729,66         |
| Administrative :                             | 0,00                      | 0,00                  | 0,00                 |
| Articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil : | 0,00                      | 0,00                  | 0,00                 |
| Raisons relatives au créancier :             | 8.731.875,93              | 4.323.573,10          | 7.905.688,98         |
| <b>Valeur comptable totale :</b>             | <b>165.614.452,41</b>     | <b>153.847.203,32</b> | <b>31.770.403,93</b> |



## 8. VALEUR (NETTE) D'INVENTAIRE DES RESTITUTIONS

La comparaison de la valeur (nette) d'inventaire des restitutions effectuées au cours des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

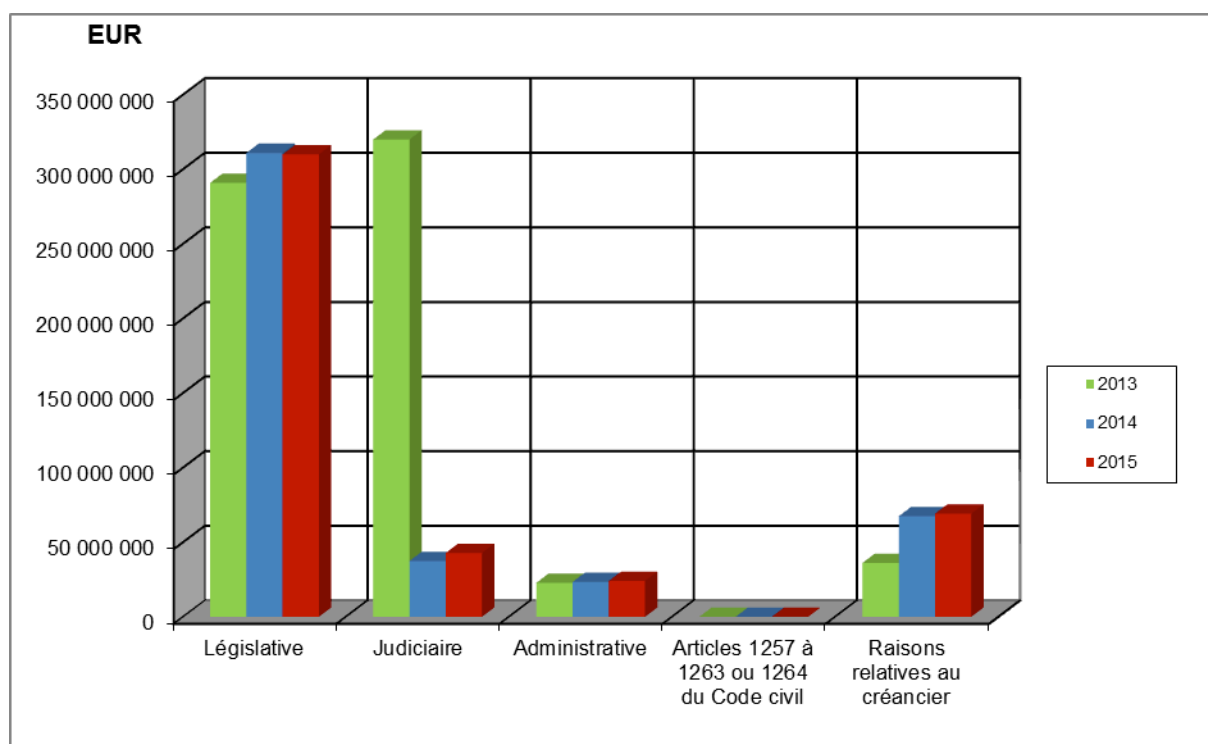
| Catégorie des consignations                  | Valeur (nette) d'inventaire (en EUR) |                       |                      |
|--|--------------------------------------|-----------------------|----------------------|
|  | Exercice 2013                        | Exercice 2014         | Exercice 2015        |
| Législative :                                | 18.152.740,29                        | 23.186.519,01         | 21.898.638,25        |
| Judiciaire :                                 | 138.031.418,39                       | 301.332.504,41        | 7.121.761,57         |
| Administrative :                             | 108.600,94                           | 68.087,44             | 153.403,37           |
| Articles 1257 à 1263 ou 1264 du Code civil : | 0,00                                 | 0,00                  | 0,00                 |
| Raisons relatives au créancier :             | 8.560.764,96                         | 16.027.581,37         | 10.890.304,18        |
| <b>Valeur (nette) d'inventaire totale :</b>  | <b>164.853.524,58</b>                | <b>340.614.692,23</b> | <b>40.064.107,37</b> |



## 9. VALEUR COMPTABLE DES CONSIGNATIONS EN DÉPÔT À LA FIN DE L'EXERCICE

La comparaison de la valeur comptable des consignations en dépôt à la fin des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

| Catégorie des consignations               | Valeur comptable (en EUR) |                       |                       |
|---|---------------------------|-----------------------|-----------------------|
|   | Exercice 2013             | Exercice 2014         | Exercice 2015         |
| Législative :                             | 290.826.190,15            | 310.917.269,47        | 309.866.704,33        |
| Judiciaire :                              | 319.881.096,74            | 37.374.561,09         | 42.737.146,30         |
| Administrative :                          | 22.745.332,07             | 23.331.891,33         | 24.000.642,91         |
| Articles 1257 à 1263 ou 1264 Code civil : | 0,00                      | 0,00                  | 0,00                  |
| Raisons relatives au créancier :          | 36.105.141,38             | 67.391.878,08         | 69.061.725,02         |
| <b>Valeur comptable totale :</b>          | <b>669.557.760,34</b>     | <b>439.015.599,97</b> | <b>445.666.218,56</b> |



## 10. VALEUR (NETTE) D'INVENTAIRE DES CONSIGNATIONS EN DÉPÔT À LA FIN DE L'EXERCICE

La comparaison de la valeur (nette) d'inventaire des consignations en dépôt à la fin des 3 derniers exercices clôturés s'établit comme suit :

| Catégorie des consignations                 | Valeur (nette) d'inventaire (en EUR) |                       |                       |
|---|--------------------------------------|-----------------------|-----------------------|
|   | Exercice 2013                        | Exercice 2014         | Exercice 2015         |
| Législative :                               | 286.094.848,46                       | 304.169.152,26        | 300.932.028,44        |
| Judiciaire :                                | 312.862.045,12                       | 33.815.492,59         | 39.057.815,23         |
| Administrative :                            | 22.458.496,94                        | 22.841.159,91         | 23.282.167,75         |
| Articles 1257 à 1263 ou 1264 Code civil :   | 0,00                                 | 0,00                  | 0,00                  |
| Raisons relatives au créancier :            | 34.846.280,47                        | 66.079.982,46         | 67.334.024,25         |
| <b>Valeur (nette) d'inventaire totale :</b> | <b>656.261.670,99</b>                | <b>426.905.787,22</b> | <b>430.606.035,67</b> |

